

Algérie, 1 DA; Maroc, 1,50 dr.; Tunisie, 200 m.;
 Allemagne, DM; Belgique, 10 francs; Belgique,
 12 fr. 40; Espagne, 5 pes.; France, 5 fr.;
 Espagne, 25 pes.; Grande-Bretagne, 20 sh.; Grèce,
 18 dr.; Iran, 25 ras; Italie, 300 li.; Liban, 125 ps.;
 Luxembourg, 12 fr.; Portugal, 275 rs.; Pays-Bas,
 1 fl.; Portugal, 120 esc.; Suède, 225 kr.;
 Suisse, 7 fr.; U.R.S.S., 500 rub. Tchécoslovaquie, 20 sh.

fond des abonnements: 2120 23

5, RUE DES ITALIENS
 75001 PARIS - CEDEX 09
 C.C.P. 6205-21 Paris
 Titul. Paris n° 62057
 Tél. : 246.70.37

EUROPE

Espagne

Les commissions ouvrières lancent un appel à la grève générale

Les commissions ouvrières, dominées par le parti communiste, ont lancé, le jeudi 14 octobre, un appel à une grève générale dans tout le pays. Cette grève aurait lieu le 28 octobre, ou le 4 novembre, pour protester contre le plan d'austérité du gouvernement. Les dirigeants des commissions ouvrières doivent rencontrer

les représentants des deux autres grandes organisations syndicales, l'U.G.T. et l'U.S.O., Union syndicale ouvrière, en vue d'une action coordonnée. A Bilbao, d'autre part, les dockers se sont mis en grève jeudi, tandis que les ouvriers du bâtiment ayant déjà débouché dans le grand port du Nord.

De notre correspondant

Madrid. — Plusieurs parties de l'opposition ont profité du pont du dimanche 10 au mardi 12 octobre (anniversaire de la chute de l'Anschluss par Hitler) pour célébrer leur victoire. C'est le parti le plus fidèle au gouvernement de la République espagnole en exil. Ce congrès avait été précédemment interdit à deux reprises, mais la troisième demande fut acceptée et cent cinquante délégués de diverses provinces ont pu y assister dans un hôtel modeste, ce qui semble démontrer que le roi Juan Carlos et son gouvernement sont prêts à accepter les règles du jeu démocratique, avec les conséquences que cela implique. Le congrès a élu comme président du parti le professeur Manuel Giral, médecin renommé, qui a déclaré que « la République est la démocratie intégrale », mais a ajouté, avant de présenter le programme politique du parti : « Si le peuple pense pour la monarchie, nous l'accepterons tout en continuant de lutter pour l'indépendance de la nation ». Le programme politique de la R.D.E. insiste, d'autre part, sur la nécessité de l'unité et de l'indépendance pour mettre fin à une longue période de corruption et d'instabilité, et de mener l'indépendance des îles Canaries et de la République.

Le secteur « historique » du parti socialiste ouvrier espagnol a également tenu son congrès à Madrid. Ce secteur « historique » est séparé de la majorité, dite « rénovée », du P.S.O. lors du congrès de 1972, n'adhérant pas alors que le parti installait sa direction en Espagne et collaborait avec les communistes. Le secteur « rénové », dont le premier secré-

taire est M. Felipe González, est le seul reconnu par l'Internationale socialiste (le Monde du 14 octobre). Le secteur « historique », qui a déclaré que le parti n'est pas « anti-communiste », mais en ajoutant qu'il ne peut y avoir de réconciliation avec le P.S.O. de M. González tant que celui-ci continue de collaborer avec le pouvoir, a été condamné. Les différences idéologiques entre les deux secteurs sont minimes. Mais le secteur « historique » du P.S.O. déjà minoritaire, a encore été affaibli.

M. SANTIAGO CARRILLO SERAIT DÉCHARGÉ DE CERTAINES DE SES RESPONSABILITÉS AU SEIN DU P.C.E.

Selon l'hebdomadaire « Camino », le parti communiste espagnol a décidé de décharger son secrétaire général, M. Santiago Carrillo, âgé de soixante et un ans, de certaines de ses responsabilités. Le P.C.E. reconnaît que la destruction du village basque de Guernica pendant la guerre ne fut pas le fait des forces républicaines en retraite, comme l'on prétendait les historiens nationalistes, mais reconnaît également qu'il y a eu des exactions commises par les forces nationalistes. M. Carrillo, secrétaire général du P.C.E., a été élu lors du congrès de 1972, n'adhérant pas alors que le parti installait sa direction en Espagne et collaborait avec les communistes. Le secteur « rénové », dont le premier secré-

taire est M. Felipe González, est le seul reconnu par l'Internationale socialiste (le Monde du 14 octobre). Le secteur « historique », qui a déclaré que le parti n'est pas « anti-communiste », mais en ajoutant qu'il ne peut y avoir de réconciliation avec le P.S.O. de M. González tant que celui-ci continue de collaborer avec le pouvoir, a été condamné. Les différences idéologiques entre les deux secteurs sont minimes. Mais le secteur « historique » du P.S.O. déjà minoritaire, a encore été affaibli.

JOSÉ-ANTONIO NOVAIS.

Un texte du général Franco reconnaissant que la destruction du village basque de Guernica pendant la guerre ne fut pas le fait des forces républicaines en retraite, comme l'on prétendait les historiens nationalistes, mais reconnaît également qu'il y a eu des exactions commises par les forces nationalistes. M. Carrillo, secrétaire général du P.C.E., a été élu lors du congrès de 1972, n'adhérant pas alors que le parti installait sa direction en Espagne et collaborait avec les communistes. Le secteur « rénové », dont le premier secré-

Portugal

La remise en ordre de l'enseignement suscite de vifs remous politiques

De notre correspondant

Le ministre de l'Éducation, M. Sá Carneiro, a annoncé le mardi 12 octobre à Lisbonne que le plan de réforme de l'enseignement secondaire de l'école primaire (le Monde du 14 octobre). L'après-midi, la manifestation lancée par le syndicat des enseignants a été mal perçue par le syndicat des fonctionnaires publics, par quelques associations de parents d'élèves et par des associations d'étudiants, telles que l'Union des étudiants communistes.

Depuis le 25 avril 1974, l'éducation nationale a été confiée à M. Sá Carneiro, dont trois étaient des militaires. L'organisation scolaire a été profondément bouleversée. Plus de trois mille cinq cents enseignants, âgés de quarante-cinq ans en moyenne, ont été licenciés. Les enseignants, qui n'ont pas pu obtenir de leur profession, ont dû choisir entre l'acceptation d'un poste dans l'enseignement ou la démission. La situation est encore aggravée par le nombre de professeurs licenciés, qui est de quatre mille.

Euphorie à l'Université

Les revues ont atteint, en priorité, les milieux du parti communiste qui occupent des postes de responsabilité au ministère. Le Journal du Peuple a été particulièrement agressif. Les décisions de M. Sá Carneiro ont été accueillies avec une certaine euphorie. Les enseignants ont été licenciés, mais les étudiants ont été admis à l'université. Les enseignants ont été licenciés, mais les étudiants ont été admis à l'université.

LE PARTI SOCIALISTE DÉNONCE DES TENTATIVES DE DIVISIONS INTERNES

Lisbonne (A.F.P.). — Dans un communiqué publié mardi 12 octobre, la Fédération des étudiants portugais a dénoncé les tentatives de division du parti socialiste. Le communiqué a été signé par M. Sá Carneiro, ministre de l'Éducation, et M. Sá Carneiro, ministre de l'Éducation.

ITALIE

M. Aldo Moro est élu président de la démocratie chrétienne

De notre correspondant

Rome. — L'élection, le jeudi 14 octobre, de M. Aldo Moro à la présidence du conseil national de la démocratie chrétienne, marque la victoire de la « ligne dure » du parti. M. Moro, 61 ans, a été élu président du conseil national de la démocratie chrétienne, ce qui lui permet de surveiller le parti, en attendant que des trois nominations nationales soient effectuées. M. Moro a été élu président du conseil national de la démocratie chrétienne, ce qui lui permet de surveiller le parti, en attendant que des trois nominations nationales soient effectuées.

GRANDE-BRETAGNE

Le patronat et les syndicats demandent au gouvernement des mesures pour limiter les importations

De notre correspondant

Londres. — Sur l'ordre du dîner de la Chambre des lords, le mardi 12 octobre, les patrons et les syndicats ont demandé au gouvernement britannique de prendre des mesures pour limiter les importations. Les patrons et les syndicats ont demandé au gouvernement britannique de prendre des mesures pour limiter les importations.

CORRESPONDANCE

L'enseignement

du Portugal en France

Après la publication de la lettre de M. Georges Duranti (le Monde du 11 septembre) sur l'enseignement du portugais en France, nous avons reçu de M. Jean-Michel Kéroux, président de l'Association pour le développement des études portugaises et brésiliennes (A.D.E.P.B.), une lettre dans laquelle il nous exprime sa satisfaction.

LES CLIENTS DE CAPEL NE MANQUENT PAS D'ESTOMAC

pour les hommes grands CAPEL est un grand homme

les boutiques Griffisolde dégriffent les grands du prêt à porter

les collections Griffisolde automne/hiver

BOULETTE POUR ELLE

BOULETTE POUR LUI

BOULETTE POUR ELLE

BOULETTE POUR LUI

BOULETTE POUR ELLE

BOULETTE POUR LUI

BOULETTE POUR ELLE

BOULETTE POUR LUI

BOULETTE POUR ELLE

BOULETTE POUR LUI

BOULETTE POUR ELLE

BOULETTE POUR LUI

BOULETTE POUR ELLE

BOULETTE POUR LUI

BOULETTE POUR ELLE

BOULETTE POUR LUI

BOULETTE POUR ELLE

BOULETTE POUR LUI

BOULETTE POUR ELLE

BOULETTE POUR LUI

BOULETTE POUR ELLE

BOULETTE POUR LUI

BOULETTE POUR ELLE

BOULETTE POUR LUI

BOULETTE POUR ELLE

BOULETTE POUR LUI

BOULETTE POUR ELLE

BOULETTE POUR LUI

BOULETTE POUR ELLE

BOULETTE POUR LUI

BOULETTE POUR ELLE

BOULETTE POUR LUI

BOULETTE POUR ELLE

BOULETTE POUR LUI

BOULETTE POUR ELLE

BOULETTE POUR LUI

BOULETTE POUR ELLE

BOULETTE POUR LUI

BOULETTE POUR ELLE

BOULETTE POUR LUI

BOULETTE POUR ELLE

BOULETTE POUR LUI

1500000

(PUBLICITÉ)

... LE MONDE — 16 octobre 1976 — Page 5

La découverte du continent nord-américain en l'an 1976.

En partant de Zurich à 12.00 pour New York, voi Swissair No 100, vous pouvez être le soir même dans une de ces 144 villes du continent nord-américain:

Akron, Ohio, 21.37
Albany, New York, 18.47
Albuquerque, New Mexico, 21.55
Allentown, Pennsylvania, 21.55
Anchorage, Alaska, 22.38
Asheville, North Carolina, 21.55
Atlanta, Georgia, 19.30
Augusta, Georgia, 21.42
Austin, Texas, 22.02
Bakersfield, California, 22.02
Baltimore, Maryland, 18.39
Bangor, Maine, 22.13
Binghamton, New York, 19.30
Birmingham, Alabama, 19.57
Boston, Massachusetts, 18.48
Bristol, Virginia, 22.41
Buffalo, New York, 21.04
Burlington, Vermont, 20.40
Champaign, Illinois, 20.01
Charleston, South Carolina, 21.15
Charlotte, North Carolina, 20.59
Charlottesville, Virginia, 22.12
Chattanooga, Tennessee, 21.10
Chicago, Illinois, 18.20
Cincinnati, Ohio, 21.33
Cleveland, Ohio, 19.25
Columbia, South Carolina, 22.10
Columbus, Georgia, 20.50
Columbus, Ohio, 21.34
Corpus Christi, Texas, 21.55
Dallas, Texas, 20.10
Dayton, Ohio, 22.08
Daytona Beach, Florida, 22.08
Denver, Colorado, 20.45
Des Moines, Iowa, 22.33
Detroit, Michigan, 19.57
Dothan, Alabama, 20.39
Dubuque, Iowa, 22.58
Duluth, Minnesota, 00.53
Elmira, New York, 20.35
El Paso, Texas, 21.44
Erie, Pennsylvania, 23.31
Evansville, Indiana, 21.48
Fayetteville, North Carolina, 20.22
Flint, Michigan, 21.15
Fort Lauderdale, Florida, 19.59
Fort Myers, Florida, 23.07
Fort Smith, Arkansas, 22.28
Grand Rapids, Michigan, 22.11
Green Bay, Wisconsin, 22.47
Greensboro, North Carolina, 20.50
Greenville, South Carolina, 21.21
Halifax, Canada, 21.20
Harrisburg, Pennsylvania, 19.33
Hartford, Connecticut, 19.34
Houston, Texas, 21.14
Huntington, West Virginia, 21.51
Hyannis, Massachusetts, 21.00
Indianapolis, Indiana, 19.13
Ithaca, New York, 20.49
Jacksonville, Florida, 21.10
Kalamazoo, Michigan, 22.13
Kansas City, Missouri, 21.07
Keene, New Hampshire, 20.20
Knoxville, Tennessee, 20.05
La Crosse, Wisconsin, 23.20
Lancaster, Pennsylvania, 19.05
Lansing, Michigan, 21.15
Las Vegas, Nevada, 23.00
Lebanon, New Hampshire, 20.55
Lexington, Kentucky, 21.42
Lincoln, Nebraska, 21.18
Little Rock, Arkansas, 21.33
Los Angeles, California, 20.36
Louisville, Kentucky, 22.30
Macon, Georgia, 20.45
Memphis, Tennessee, 20.35
Mexico City, Mexico, 21.38
Miami, Florida, 22.24
Midland, Texas, 23.05
Milwaukee, Wisconsin, 19.21
Minneapolis, Minnesota, 22.31
Moline, Illinois, 22.13
Montgomery, Alabama, 20.13
Montreal, Canada, 19.35

Morristown, New Jersey, 19.10
Muskegon, Michigan, 23.04
Nashville, Tennessee, 19.29
New Bedford, Mass., 20.30
New Haven, Connecticut, 18.35
New London, Connecticut, 18.45
New Orleans, Louisiana, 19.45
Newport News, Virginia, 18.38
Norfolk, Virginia, 19.17
Oakland, California, 22.10
Oklahoma City, Oklahoma, 21.50
Omaha, Nebraska, 20.30
Orlando, Florida, 21.02
Pensacola, Florida, 20.09
Peoria, Illinois, 20.40
Philadelphia, Pennsylvania, 19.45
Phoenix, Arizona, 22.22
Pittsburgh, Pennsylvania, 18.57
Pittsfield, Massachusetts, 20.30
Portland, Maine, 21.18
Portland, Oregon, 22.09
Poughkeepsie, New York, 18.30
Providence, Rhode Island, 18.57
Puerto Vallarta, Mexico, 22.20
Raleigh, North Carolina, 20.29
Reading, Pennsylvania, 18.40
Richmond, Virginia, 21.24
Roanoke, Virginia, 20.06
Rochester, New York, 19.29
Saginaw, Michigan, 21.25
Salt Lake City, Utah, 21.35
St. Louis, Missouri, 20.17
San Antonio, Texas, 21.47
San Diego, California, 20.36
San Francisco, California, 20.50
San Jose, California, 22.32
Santa Ana, California, 22.35
Santa Barbara, California, 22.16
Sarasota, Florida, 22.43
Savannah, Georgia, 22.02
Seattle, Washington, 20.50
Shreveport, Louisiana, 20.42
South Bend, Indiana, 21.46
Springfield, Illinois, 21.15
Syracuse, New York, 18.32
Tampa, Florida, 21.53
Toronto, Canada, 19.00
Tucson, Arizona, 22.29
Tulsa, Oklahoma, 21.13
Utica, New York, 21.33
Washington, D.C., 18.38
West Palm Beach, Florida, 21.30
Wichita, Kansas, 21.27
Wilkes-Barre, Pa., 18.25
Williamsport, Pa., 20.05
Wilmington, N.C., 22.05
Winston-Salem, N.C., 22.35
Worcester, Massachusetts, 19.41
Youngstown, Ohio, 22.36

En partant de Zurich à 11.55 pour Boston, voi Swissair No 164, vous pouvez être le soir même dans une de ces 101 villes du continent nord-américain:

Albany, New York, 18.04
Albuquerque, New Mexico, 21.12
Allentown, Pennsylvania, 18.45
Atlanta, Georgia, 19.23
Augusta, Georgia, 22.16
Augusta, Maine, 17.15
Austin, Texas, 22.08
Baltimore, Maryland, 17.18
Bar Harbor, Maine, 17.25
Bedford, Massachusetts, 16.15
Birmingham, Alabama, 20.03
Bridgeport, Connecticut, 19.30
Buffalo, New York, 18.07
Charlotte, South Carolina, 20.55
Charlotte, North Carolina, 20.41
Chattanooga, Tennessee, 21.10
Chicago, Illinois, 17.15
Cincinnati, Ohio, 19.22
Cleveland, Ohio, 20.10
Columbia, South Carolina, 21.43
Columbus, Georgia, 20.50
Corpus Christi, Texas, 21.55
Dayton, Ohio, 21.38
Daytona Beach, Florida, 21.23

Denver, Colorado, 18.25
Detroit, Michigan, 20.47
El Paso, Texas, 21.44
Evansville, Indiana, 19.22
Fort Lauderdale, Florida, 20.16
Halifax, Canada, 20.25
Hartford, Connecticut, 18.05
Houston, Texas, 20.16
Hyannis, Massachusetts, 18.00
Indianapolis, Indiana, 19.14
Islip, New York, 20.42
Jackson, Missouri, 20.23
Kansas City, Missouri, 20.52
Keene, New Hampshire, 19.05
Laconia, New Hampshire, 17.10
Las Vegas, Nevada, 20.27
Lebanon, New Hampshire, 16.50
Lewiston, Maine, 17.00
Little Rock, Arkansas, 20.07
Los Angeles, California, 18.37
Louisville, Kentucky, 19.25
Martha's Vineyard, Mass., 16.40
Memphis, Tennessee, 18.44
Miami, Florida, 21.02
Miami, Texas, 23.05
Milwaukee, Wisconsin, 20.42
Minneapolis, Minnesota, 18.30
Monroe, Louisiana, 21.17
Montgomery, Alabama, 20.13
Montpelier, Vermont, 18.05
Montreal, Canada, 17.06
Nantucket, Massachusetts, 17.15
Nashville, Tennessee, 19.29
New Haven, Connecticut, 19.10
New London, Connecticut, 18.55
New Orleans, Louisiana, 21.05
Newport, Rhode Island, 17.20
New York, New York, 16.50
Norfolk, Virginia, 18.60
Oakland, California, 20.40
Oklahoma City, Oklahoma, 22.07
Orlando, Florida, 21.02
Pensacola, Florida, 20.09
Philadelphia, Pennsylvania, 17.18
Phoenix, Arizona, 19.42
Pittsburgh, Pennsylvania, 18.32
Portland, Maine, 16.40
Portland, Oregon, 21.30
Poughkeepsie, New York, 19.35
Presque Isle, Maine, 17.10
Providence, Rhode Island, 17.00
Province Town, Mass., 17.40
Raleigh, North Carolina, 19.32
Rochester, New York, 18.45
Rockland, Maine, 17.15
St. John, Canada, 19.10
St. Louis, Missouri, 19.57
Salt Lake City, Utah, 20.40
San Diego, California, 22.25
San Francisco, California, 20.14
San Jose, California, 21.15
Sarasota, Florida, 22.43
Savannah, Georgia, 21.45
Shreveport, Louisiana, 22.09
Spokane, Washington, 20.57
Syracuse, New York, 18.06
Tampa, Florida, 20.52
Toledo, Ohio, 21.14
Toronto, Canada, 17.58
Tucson, Arizona, 21.10
Tulsa, Oklahoma, 21.28
Washington, D.C., 17.17
Waterville, Maine, 17.35
West Palm Beach, Florida, 21.03
White Plains, New York, 17.00
Wilkes-Barre, Pennsylvania, 18.01

En partant de Zurich à 11.55 pour Chicago, voi Swissair No 164, vous pouvez être le soir même dans une de ces 113 villes du continent nord-américain:

Akron, Ohio, 23.33
Albuquerque, New Mexico, 21.12
Appletown, Wisconsin, 20.27
Atlanta, Georgia, 21.39
Battie Creek, Michigan, 21.30
Benton Harbor, Michigan, 20.30
Birmingham, Alabama, 21.24
Bloomington, Indiana, 21.45

Bristol, Virginia, 22.05
Burlington, Iowa, 22.03
Cedar Rapids, Iowa, 22.41
Champaign, Illinois, 21.08
Cincinnati, Ohio, 22.10
Cleveland, Ohio, 21.03
Clinton, Iowa, 20.43
Columbia, Missouri, 21.45
Columbus, Mississippi, 22.36
Columbus, Ohio, 21.06
Corpus Christi, Texas, 00.30
Dallas, Texas, 21.55
Danville, Illinois, 21.10
Dayton, Ohio, 21.52
Decatur, Illinois, 21.38
Denver, Colorado, 21.14
Des Moines, Iowa, 20.41
Detroit, Michigan, 21.16
Dubuque, Iowa, 21.08
Duluth, Minnesota, 22.45
Eau Claire, Wisconsin, 00.12
Elkhart, Indiana, 20.00
El Paso, Texas, 23.11
Evansville, Indiana, 21.08
Flint, Michigan, 21.41
Fort Lauderdale, Florida, 00.46
Fort Madison, Iowa, 21.00
Fort Wayne, Indiana, 21.09
Galesburg, Illinois, 20.15
Grand Rapids, Michigan, 20.57
Green Bay, Wisconsin, 19.45
Houston, Texas, 20.05
Huntsville, Alabama, 22.16
Indianapolis, Indiana, 19.52
Jacksonville, Florida, 22.28
Joplin, Missouri, 23.05
Kalamazoo, Michigan, 21.25
Kansas City, Missouri, 20.10
Keokuk, Iowa, 20.40
Knoxville, Tennessee, 22.35
La Crosse, Wisconsin, 23.15
Lafayette, Indiana, 19.23
Lansing, Michigan, 21.49
Las Vegas, Nevada, 23.00
Lexington, Kentucky, 21.36
Lincoln, Nebraska, 23.37
Little Rock, Arkansas, 20.42
Los Angeles, California, 22.38
Louisville, Kentucky, 21.45
Macomb, Illinois, 20.15
Madison, Wisconsin, 19.35
Manitowoc, Wisconsin, 22.10
Marshfield, Wisconsin, 23.15
Mason City, Iowa, 22.19
Memphis, Tennessee, 21.45
Meridian, Missouri, 23.13
Michigan City, Indiana, 20.10
Milwaukee, Wisconsin, 19.30
Minneapolis, Minnesota, 20.10
Moline, Illinois, 20.21
Mosinee, Wisconsin, 20.44
Muncie, Indiana, 21.40
Muskegon, Michigan, 22.27
Nashville, Tennessee, 20.00
New Orleans, Louisiana, 22.42
New Orleans, Louisiana, 22.42
Oklahoma City, Okla., 20.45
Omaha, Nebraska, 22.58
Oshkosh, Wisconsin, 20.45
Ottumwa, Iowa, 21.08
Pensacola, Florida, 23.24
Peoria, Illinois, 19.39
Phoenix, Arizona, 22.22
Portland, Oregon, 23.25
Quincy, Illinois, 22.35
Saskatoon, Saskatchewan, 23.38
Rhinecland, Wisconsin, 20.35
Richmond, Virginia, 23.30
Rochester, New York, 21.38
Saginaw, Michigan, 22.04
St. Louis, Missouri, 19.56
San Diego, California, 23.51
San Francisco, California, 00.10
Sarasota, Florida, 23.31
Seattle, Washington, 22.14
Sheboygan, Wisconsin, 21.45
Sioux City, Iowa, 21.34
Sioux Falls, S. Dak., 23.46
South Bend, Indiana, 21.22
Spokane, Washington, 20.52
Springfield, Illinois, 20.13
Springfield, Missouri, 22.29
Sterling, Illinois, 19.38
Stevens Point, Wis., 20.44

Sturgeon Bay, Wis., 22.40
Terre Haute, Indiana, 21.55
Toledo, Ohio, 21.44
Toronto, Canada, 21.26
Traverse City, Michigan, 22.54
Tucson, Arizona, 22.20
Tulsa, Oklahoma, 20.44
Valparaiso, Indiana, 20.00
Waterloo, Iowa, 20.02
Wichita, Kansas, 21.25
Wisconsin Rapids, Wis., 22.40
Youngstown, Ohio, 23.41

En partant de Zurich à 12.55 pour Montréal, voi Swissair No 170 ou voi Air Canada No 879, vous pouvez être le soir même dans une de ces 25 villes du continent nord-américain:

Atlanta, USA, 23.23
Bagotville, Quebec, 20.20
Boston, USA, 21.20
Calgary, Alberta, 21.40
Chicago, USA, 21.45
Gaspe, Quebec, 21.15
Gillies Bay, B.C., 19.50
Halifax, Nova Scotia, 21.15
Hamilton, Ontario, 20.45
House Harbour, Quebec, 23.40
Husagani, Quebec, 23.40
Mont-Joli, Quebec, 20.40
Murray Bay, Quebec, 20.10
North Bay, Ontario, 21.40
Ottawa, Ontario, 18.45
Quebec City, Quebec, 19.35
Rouyn, Quebec, 19.50
St. John, New Brunswick, 21.30
St. John, Nfld., 23.55
Sept-Isles, Quebec, 21.35
Toronto, Ontario, 17.55
Val d'Or, Quebec, 19.50
Vancouver, B.C., 21.05
Windsor, Ontario, 21.50
Winnipeg, Manitoba, 20.05

En partant de Zurich à 12.55 pour Toronto, voi Swissair No 170 ou voi Air Canada No 879, vous pouvez être le soir même dans une de ces 23 villes du continent nord-américain:

Albany, USA, 22.26
Buffalo, USA, 21.19
Calgary, Alberta, 22.30
Chicago, USA, 20.06
Cleveland, USA, 20.35
Dallas, USA, 23.08
Edmonton, Alberta, 21.25
Halifax, Nova Scotia, 23.59
London, Ontario, 20.15
Los Angeles, USA, 21.20
North Bay, Ontario, 21.10
Ottawa, Ontario, 22.05
Phoenix, USA, 22.22
Regina, Saskatchewan, 20.45
San Diego, USA, 23.04
San Francisco, USA, 23.17
Sarnia, Ontario, 22.00
Saskatoon, Sask., 21.35
Sudbury, Ontario, 23.20
Thunder Bay, Ontario, 22.10
Vancouver, B.C., 22.10
Windsor, Ontario, 21.50
Winnipeg, Manitoba, 20.50

Horaire d'été 1976. Sous réserve de modifications ultérieures. Les heures indiquées sont les heures locales.




**Savez-vous que
Camino
peut vous offrir
les Bahamas
pour 2250F ?**

voire Agent de Voyages le sait, demandez-lui le programme complet Camino: des séjours, dans une sélection d'hôtels et d'îles, pour satisfaire tous les goûts, tous les budgets en toutes saisons.

Camino, 21, rue Alexandre Charpentier 75017 Paris,
tel. 75377590/380.55.58

(*) comprenant transport Port-Bahamas et retour, hôtel 1 semaine et transferts.



Cette année, les Bahamas!
PAR CAMINO

1500

AFRIQUE

LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

Le Polisario affirme que plusieurs pays lui fournissent des armes

Interrogé jeudi 14 octobre, au cours d'une conférence de presse à Paris, sur le sort de M.M. Dié, le Polisario affirme que plusieurs pays lui fournissent des armes. M. Hakin Brahim, ministre des affaires étrangères de la République arabe sahraïenne, a déclaré que le Polisario n'est pas une organisation terroriste, mais une organisation de libération nationale. Il a affirmé que le Polisario n'a jamais eu recours à la violence, mais qu'il a été contraint de le faire par la situation militaire. Il a également affirmé que le Polisario n'a jamais eu recours à la violence, mais qu'il a été contraint de le faire par la situation militaire.

République Sud-Africaine

L'agitation reprend dans les faubourgs du Cap

De notre correspondant. De Johannesburg. — Dans les townships africains de la banlieue du Cap, l'agitation reprend. Les jeunes hommes ont commencé à se battre, à brûler des pneus, à saccager des magasins. Les forces de police ont tenté de rétablir l'ordre, mais ont été confrontés à une résistance acharnée. Les autorités ont déclaré que la situation est sous contrôle, mais les habitants des townships affirment le contraire.

Océan Indien

Comores

Moroni accusé de complot. L'ancien président Ahmed Abdallah

Moroni (A.F.P.). — Une tentative de complot visant à renverser le gouvernement comorien a été déjouée par l'ancien président Ahmed Abdallah, a annoncé jeudi 14 octobre un communiqué de la direction de la sécurité publique à Moroni. Le complot était dirigé par des responsables militaires et des membres de la famille du défunt président. Les auteurs du complot ont été arrêtés et sont actuellement en détention.

A travers le monde

Allemagne fédérale

M. Wolfgang Grunwald, membre du groupe Bundestag, a été élu député fédéral le 14 octobre. Le scrutin a été marqué par une participation élevée des électeurs.

Argentine

Le père Patrick Rice, un prêtre catholique, a été arrêté par les forces de sécurité argentine le 14 octobre. Il est accusé d'être impliqué dans une tentative de coup d'État. Les autorités ont déclaré que la situation est sous contrôle.

Chili

Une soirée de solidarité a été organisée à Paris le 14 octobre pour soutenir le peuple chilien. Les participants ont exprimé leur solidarité avec le peuple chilien et ont appelé à une intervention internationale pour mettre fin à la situation d'urgence.

Rhodésie

M. Smith estime que « les terroristes » n'ont aucun rôle à jouer » à la conférence de Genève

Salisbury (A.F.P.). — Le premier ministre rhodésien, M. Ian Smith, a déclaré le 14 octobre que les « terroristes » n'ont aucun rôle à jouer à la conférence de Genève. Il a affirmé que la Rhodésie est une démocratie et qu'elle ne tolérera pas la violence.

Angola

Selon le « Journal de Angola »

PRÈS DE 300 VILLAGEOIS ONT ÉTÉ TUÉS PAR DES ÉLÉMENTS DE L'UNITA. Deux cent quatre-vingt-sept personnes ont été tuées par des éléments de l'UNITA dans la région de Nambo, jeudi 14 octobre, selon le « Journal de Angola ». Les victimes ont été tuées par des tirs d'armes à feu.

Cette lithographie originale de Hilaire est une œuvre d'art agréable à posséder... mais c'est aussi un placement.



Les avantages que l'offre aux amateurs de lithographies : la sécurité, la rareté, la beauté, la valeur. Les lithographies de Hilaire sont des œuvres d'art de haute qualité, réalisées avec des techniques traditionnelles.

bon d'examen sans engagement. Les lithographies de Hilaire sont disponibles à un prix raisonnable et peuvent être achetées en toute confiance.

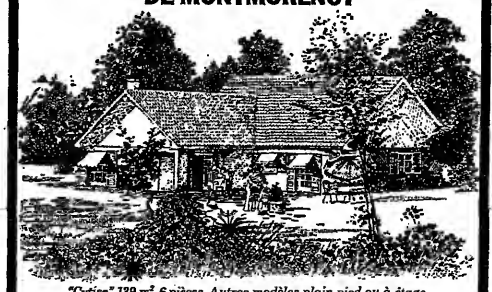
Les lithographies de Hilaire sont des œuvres d'art de haute qualité, réalisées avec des techniques traditionnelles. Elles sont disponibles à un prix raisonnable et peuvent être achetées en toute confiance.

Si vous mesurez

1 m 60 ou plus (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES FORT JOHN RAPAL GRANDES TAILLES PNEU PUNTER

Breguet

EN LISIÈRE DE LA FORÊT DE MONTMORENCY



"Cytise", 139 m², 6 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

Domaine de Bouffémont

Superbement situé en lisière de la plus belle forêt domaniale proche de Paris, celle de Montmorency, voici un Domaine qui jouxte le pittoresque village de Bouffémont, ses sapins, ses champs, ses vergers.

Visite des maisons-modèles tous les jours de 10 h à 19 h. Venez dès ce week-end visiter les maisons-modèles décorées par A. Orsini. Nous vous remettrons une luxueuse documentation. Notez l'adresse : 95570 BOUFFÉMONT (Tél. 99.35.39).

RESIDENCE DU CHEF ST JEAN A CHATOU

dans le cadre de la Rénovation Urbaine (2^e tranche). Rue des Dix-Sept, Rue du Maréchal Foch, Rue de la Paroisse, Rue du Docteur Rochefort, Rue de la Liberté

PRIX FERMES ET DÉFINITIFS à la réservation. Le m² 3500 F à 4600 F. A VENDRE APPARTEMENTS NEUFS du 2 pièces au 6 pièces avec balcons ou terrasses et 5 pièces en duplex. Livraison 4^e trimestre 1976.

SEMICLE Société d'Economie Mixte pour la construction de Logements. Economiques, 5, av. Berthelot, Paris 9^e. 766 51 76.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Ménée par le procureur de l'affaire du Watergate Une enquête a disculpé M. Ford des accusations de détournements de fonds électoraux

De notre correspondant

Washington. — M. Charles Ruff, procureur spécial de l'enquête sur Watergate, a entièrement disculpé, jeudi 14 octobre, M. Gerald Ford, après une enquête de trois mois, des accusations selon lesquelles il aurait usé illégalement des fonds électoraux, alors qu'il faisait campagne pour la présidence de la République du Michigan. Il lui était reproché d'avoir utilisé, dans des fins personnelles, les contributions financières de plusieurs syndicats de la marine marchande. Les allégations en ce sens faites par un témoin, dont le nom n'a pas été révélé, ont été complètement démenties par l'enquête F.B.I. « Le président n'a violé aucune disposition légale », a déclaré le procureur.

Immédiatement après avoir été ainsi « blanchi », M. Ford a organisé une conférence de presse, en déclarant pour quelle soit radiodiffusée, « Je suis content que le procureur ait confirmé la fausseté des rumeurs, ce qui compte plus encore pour moi que d'être élu, c'est ma réputation d'intégrité... », a-t-il affirmé. De très bonne humeur, le président, qui depuis l'été n'avait pas rencontré les journalistes dans un cadre aussi formel, a répondu avec aisance à plusieurs questions « anodines » concernant ses week-ends de golf, entièrement pris en charge par les dirigeants de très grandes sociétés. Commentant le paiement tardif de certaines factures et les faibles sommes d'argent liquide dépensées par lui-même ainsi que sa famille, selon des déclarations d'impôts antérieures, M. Ford a remarqué que, comme un Américain ordinaire, « il faisait des chèques... sans pour autant être fatigué à découvert ». Le président élit, sur un ton très solide dans la mesure où son compte est déjà approuvé par l'administration du fisc, la F.B.I. et diverses commissions du Congrès, a ajouté qu'il avait été pressenti pour la vice-présidence.

M. Ford a été plus bref sur les accusations de M. John Dean, ancien conseiller de M. Nixon, selon les-

quelles il aurait tenté de bloquer l'ouverture de l'enquête sur Watergate. « C'est au procureur spécial de décider s'il y a des détournements de fonds électoraux », a-t-il affirmé. Les commissions du Congrès avaient déjà enquêté à l'été sur cette affaire sans avoir découvert quelque chose de répréhensible dans son attitude, a précisé M. Ford.

Le président s'est offert ensuite la joie de suggérer que le moment était venu d'« élever le débat », comme le mérite l'opinion publique qui doit pouvoir se prononcer sur les grands problèmes. Mais cette noble intention tourne court. M. Ford estime que M. Carter, en affirmant que les Etats-Unis avaient perdu le respect de la communauté internationale, « était en train de dénigrer ses amis... ». M. Ford reconnaît être mal informé au sujet de la « double-entente » sur l'Europe orientale, sans expliquer pourquoi il avait attendu cinq jours pour admettre son erreur.

M. Ford a été, contre toute évidence, que sa décision d'envoyer à Israël les armes nouvelles les plus modernes et les plus effrayantes ait été motivée par des considérations politiques. Ces armes figurent, rappelez-le, sur la liste des futures livraisons, établie il y a un an lors de l'accord sur le Sinai. M. Ford souligne non sans complaisance qu'il avait pris la décision seul, et se qualifie de commandant en chef, sans en informer le département d'Etat ni le Pentagone.

La surenchère que se font les deux candidats vis-à-vis de l'élection, lui a donc amené le président à prendre une initiative vivement critiquée. Plusieurs journaux et certains milieux politiques et militaires s'interrogent du déséquilibre qu'elle risque d'entraîner au Proche-Orient. Il est vrai que M. Ford n'a pas innové. Le président Johnson, en 1968, vendit des Phantom à Israël, et le président Nixon déclara, en 1972, d'un livre deux escadrons supplémentaires. — H. P.

Argentine

Epreuve de force entre le gouvernement militaire et les grévistes de l'électricité

Les cadavres de neuf personnes, sans doute victimes de meurtres politiques, ont été découverts à 30 kilomètres au nord de Buenos-Aires, a annoncé, jeudi 14 octobre, le journal « Cronica ». D'autre part, des syndicats qui regroupent diverses catégories de personnel des entreprises commerciales de navigation aérienne ont été placés sous la direction d'administrateurs nommés par l'Etat. L'activité syndicale est paralysée en Argentine depuis le retour au pouvoir des militaires le 24 mars dernier.

De notre correspondant

Buenos-Aires. — La junte militaire a exécuté les employés de l'entreprise El Alti Segura (électricité de Buenos-Aires) à El Altito et a forcé, l'un des syndicats les plus puissants du pays, en grève depuis le 6 octobre, à reprendre le travail. Les employés protestent contre le licenciement de deux cent quinze de leurs camarades, dont l'ancien secrétaire général du syndicat, et contre une éventuelle modification de leur convention collective.

La réaction des employés de l'électricité de Buenos-Aires a surpris les forces armées. Ils avaient, jusqu'ici, rencontré un mouvement ouvrier organisé. Les militaires paraissent hésiter à réprimer les grévistes : tous ceux qui avaient été arrêtés à la fin de la semaine dernière ont été relâchés, notamment M. Victor Sello, Amado Mores et Oscar Perillo qui ont passé six jours enchaînés et ont été torturés par l'électricité. Le gouvernement a menacé, pour la fin de la semaine, de faire appliquer la loi sur la

HAUTE SAVOIE - Bonneville A 20 km de Genève, au pied de toutes les grandes stations de sports d'hiver.

En construction, la
Résidence Plein Soleil
Des appartements (1 à 4 pièces)
de grand standing, remarquablement bien
exposés dans un quartier très résidentiel.

Pour résidence principale, secondaire ou placement locatif.

PRIX DE LANCEMENT FERMES ET DEFINITIFS
A MOINS DE 3.000 F LE M2. CREDIT AU 100 %

SOCIÉTÉ IMMOBILIERE
11, bd de Courcelles 75008 Paris - Tél. 522.37.88
23, rue St-Augustin 92000 Clichy - Tél. (01) 47.31.50
10, place Jean Jaurès - Tél. de l'Union de Villes 75118 Paris - Tél. (01) 47.21.23

Je désire recevoir, sans engagement, votre documentation
gratuite, en couleurs.

nom :
adresse :
tél. :

Mexique

Les pays du tiers-monde doivent affirmer leur nationalisme pour subsister

NOUS DÉCLARE M. ECHEVERRIA

Dans moins de deux mois, M. Echeverría, président du Mexique, parvenu au terme de son mandat non renouvelable de six ans, renouvellera ses fonctions à son successeur, M. Lopez Portillo. Il avait songé à briser le poste de secrétaire général de l'ONU, mais il est apparu très vite que M. Waldheim avait toutes les chances d'être reconduit dans son mandat par les membres du Conseil de sécurité (« le Monde » du 14 octobre).

Dans ces conditions, M. Echeverría compte surtout se consacrer à Mexico. A cette occasion, le président du Mexique a répondu aux questions de notre correspondant.

De notre envoyé spécial

Mexico. — Depuis plusieurs semaines, M. Echeverría avait annoncé à être candidat au poste de secrétaire général de l'ONU. Ses chances étaient grandes, en particulier sous l'effet des vives réactions que provoquaient dans le camp occidental, notamment aux Etats-Unis, le vote de la résolution condamnant le régime du général Pinochet au Chili en faveur de la résolution admettant le régime du général Somoza au Nicaragua. Mais le président mexicain, qui assure que sa candidature « a surgi spontanément sur la base de diverses options exprimées dans plusieurs pays du tiers-monde », a donné de cette nomination une explication plus séduisante : « J'ai toujours exprimé clairement et franchement mes opinions sur le tiers-monde. Or, si cela-ci prévalait, l'Assemblée générale des Nations unies, ce n'est pas le cas du Conseil de sécurité, dont dépend la nomination du secrétaire général. J'aurais voulu donc, comme possibilité pour moi d'être candidat, »

A propos du dialogue Nord-Sud, M. Echeverría est franchement pessimiste. « On ne peut porter espoir, dit-il, d'un dialogue Nord-Sud. On ne peut parler d'ouverture, d'effacement, de pays en voie de développement. La réalité est que les pays du tiers-monde sont en retard dans le développement. Un grand nombre des pays dits en voie de développement sont en retard dans l'industrie, ils connaissent le cercle vicieux du sous-développement. Expériences dans un réseau de facilités régionales, ils sont en état d'intro-

« Ce qui aggrave cette situation, c'est que les grands pays industrialisés, le bloc d'entre eux (l'un excepté la France) tout au moins, connaissent une crise de civilisation, mais de nature politique, d'ailleurs, ils ne sont pas développés politiquement ; ils ne comprennent pas les problèmes intermédiaires des pays du tiers-monde particulièrement, ceux des pays méditerranéens, leurs zones d'influence, les pays qui tentent d'écarter leurs intérêts économiques et leurs idéologies, dont la défense les conduit même à porter dans les pays en développement des régimes d'un type fasciste primitif qui aggrave encore l'exploitation économique de ces derniers. »

Comment réhabilite la dépendance des pays du tiers-monde en ce qui concerne les capitaux et de technologie ? M. Echeverría insiste : « A cet égard le nationalisme croissant des pays en développement, le nationalisme, dit-il, est un instinct de conservation que nous

Canada

PLUS D'UN MILLION DE TRAVAILLEURS CANADIENS ont participé, jeudi 14 octobre, à la première grève générale organisée pour protester contre le programme de loi contre l'immigration du gouvernement fédéral.

BEAU MENIL
ASNIERES
308, avenue d'Argenteuil
VASTES APPARTEMENTS
Studios et 4 pièces, parkings souterrains
De 2900 F à 3400 F le m²
PRIX FERMES ET DEFINITIFS
à la réservation
LIVRAISONS IMMEDIATES
Renseignements Bureau de vente
Appartement témoin SUR PLACE
du lundi au vendredi de 10 h 30 à 19 heures
samedi et dimanche de 14 h 30 à 16 heures
TEL. : 790.26.88

SEMICLE
766.5176

Breguet

A MAUREPAS
"Acjou", 135 m², 5 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

Domaine des Louveries

Sur un terrain agréablement entouré de bois, voici un Domaine situé près du vieux village de Maurepas, et à 3 km de la ville nouvelle de Maurepas et de ses équipements commerciaux, scolaires, sportifs et culturels.

Plus de 30 trains par jour relient en 27 min Paris-Montparnasse à la gare de La Verrière-Maurepas.

Au Domaine des Louveries, nous construisons 4 modèles de grandes et luxueuses maisons, de 134 à 278 m², 5 à 8 pièces, 2 à 3 s.d.b., toutes dans des jardins de 600 à 1800 m².

Au Domaine des Louveries, vous vivez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations personnelles.

VISITE DES MAISONS-MODELES TOUS LES JOURS DE 10 H à 19 H.

A 28 KM DU PONT DE SAINT-CLOUD PAR L'AUTOTRISTE OUEST

VEZNEZ DÉS CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODELES DÉCORÉES PAR A. ORSINI
NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE
75300 MAUREPAS (TEL. 01.47.62.46)

Jocelyn
PARIS
134 bd St-Germain Paris 6 - 033.44.10
1779 bd des Capucines Paris 9 - 033.44.10
5 rue du Commerce Paris 1 - 548.75.47

LA TRIADE

A deux pas du Quartier Latin, du Paris bouillonnant et noctambule (Montparnasse - Odéon). Dans un 13^e moderne, bien équipé. Ou il fait bon vivre.



LA TRIADE

C'est 3 petits immeubles, jeunes, gais, différents posés sur de vastes pelouses. La Triade vous propose une grande variété de plans pour tous les types d'appartements, de la chambre au 5 pièces.



LA TRIADE

C'est l'occasion de vous offrir la rive gauche à 4500 F le m² ferme et définitif.
* Prix moyen des 3 et 4 pièces



LIVRABLE
1^{er} TRIMESTRE 77

Credit : 7 ans de faveur malins.

Venez nous voir sur place
54, rue Dunois - 75013 PARIS
du jeudi au lundi de 14 h à 19 h.
Tél. 553.9217
ou retournez-nous ce coupon.



4500 F
le m²

Documentation complète "La Triade"

Nom _____

Adresse _____

Profession _____

Tél. _____

Type d'app. cit. St. 2p. 3p. 4p. 5p.

dans la baie des anges

4 petits immeubles dans un parc
2 - 3 - 4 pièces

adaptables pour la location

- Equipement de luxe
- Sports été - hiver - voile
- Piscine chauffée
- Club house
- Garderie d'enfants
- Surveillance médicale
- Revenus locatifs considérables
- Crédit 5 à 20 ans
- Gestion par filiale française de IED KRAVIER, Suisse S.A. ou cop. de 10.000.000 F.S.

LIVRAISON 1977
bureau de vente :
VILLENUEVE-LOUBET
Tél. : 193 20-06-50

S.C.T.

helvétia azur

65, rue du faubourg St-Hippolyte
Tél. : 266-62-26/27

Nom _____

Adresse _____

ECOLE SUPERIEURE DE SECRETARIAT D'ENSEIGNEMENT PRIVE DE LA RUE DE LIEGE

secrétariat de direction

secrétariat médical

40, rue de Liège Paris 8^e

Tél. 387.58.53 et 387.52.90

POLITIQUE

LE ROLE DES CADRES

La malistrance

par PIERRE MARCILHACY

Qu'aurait-il été d'ailleurs de la classe supérieure dans notre pays, où il faut malheureusement, d'autant plus de la classe supérieure pour passer de l'impérialisme à la fortune et aux grandes responsabilités de l'Etat. Enfin, lui seul est véritablement au contact de l'existence de la base, avec laquelle il vit et travaille. Lui seul sait ce que veulent et pensent ces hommes et ces femmes qui constituent le levain de la classe économique nationale et que trop souvent on oublie.

Au surplus, deux considérations justifient l'arrivée au niveau, sinon du pouvoir, du moins des groupes de pression déterminant des cadres dans la vie nationale. Tout d'abord, nous les autres catégories hiérarchiques ont soit fait, soit disparu : l'aristocratie, la bourgeoisie, le corps enseignant, les religions et même

l'armée. Il ne reste plus que les cadres. D'autre part, eux seuls sont capables d'accepter une nouvelle répartition des ressources nationales et de moduler cette répartition en fonction d'un socialisme à la française, réconciliant les idées et le dogmatisme politique de la droite ou de l'extrême gauche.

M. Valéry Giscard d'Estaing, qui n'est pas des leurs, trouvera-t-il son compte dans l'avènement de cette classe qui croit encore à ce qu'elle fait ? Je n'en suis pas sûr, mais cela m'importe peu. Car, en définitive, seul compte le salut de notre pays que l'indépendance ne suffit pas à assurer et qui réclame la sagesse, la conviction et la volonté de tous ceux qui, aujourd'hui, se réveillent ligués d'être maîtres par des « élites » qui ne croient plus à grand-chose et même pas à leur propre survie.

BIBLIOGRAPHIE

« AVEC LE SOLEIL », d'Edith Cresson

Mme Edith Cresson s'était occupée, au moins pour un temps, d'une société nationale en se présentant en septembre 1975 lors d'une élection législative partielle contre M. Pierre Abelin. A l'époque, ministre de la coopération, elle était secrétaire nationale du parti socialiste depuis le congrès de Paris en février 1975. Elle a dû pour une large part cette promotion au fait d'être une femme. M. Mitterrand était alors en effet que l'État-major socialiste — au même titre d'ailleurs — faisait montre d'une mansuétude excessive.

En prenant la plume pour écrire « Avec le soleil », Mme Cresson a voulu, nous le sentons à l'aise, la cause des femmes, mais, en outre, les inciter à participer plus activement à la vie politique. Le récit de sa vie, entrecoupé de souvenirs de voyages et de remarques politiques, ne peut avoir qu'une valeur de témoignage. L'auteur ne parvient pas en effet à proposer un recul par rapport aux événements qu'elle a vécus. C'est ainsi, par exemple, le zèle de la bouillotte de Châlelerrant (au cours d'un séjour à Châlelerrant en 1975) qu'elle raconte dans le livre et que l'auteur n'hésite pas à ériger en un des événements de sa vie politique.

Ce ton passionné et parfois excessif ne retrouve également dans la vigueur du vocabulaire dont une Mme Cresson pour parler de la droite, comme si elle cherchait par ce biais à compenser un engagement politique relativement récent dans la bourgeoisie parisienne. Mais, elle a bénéficié d'une éducation progressive. Bien que son père ait adhéré à la S.F.I.O. et que des cadres politiques aient fréquenté le domicile familial, elle n'est longtemps restée que concubine par ce type d'activité. Cette neutralité l'avait même conduite à accepter de travailler un temps au secrétariat de M. Bernard Lafay, aujourd'hui, explique-t-elle, il fondait le parti d'union qui s'appuyait sur les conservateurs républicains et se faisait nommer par M. Mitterrand. C'est d'ailleurs à travers d'autres tâches de secrétariat, pour le compte de la conversion des institutions républicaines, lors de la campagne présidentielle de 1965, que M. Mitterrand, qu'elle commence à s'engager au sein de la gauche. A partir de 1967, elle entre plus directement dans une arène politique à laquelle elle a manifestement pris goût et qu'elle n'entend pas quitter de sitôt. — T. F.

« Avec le soleil », d'Edith Cresson, éd. J.-O. Laffont, 225 pages, 30 F.

EUROPE 1

c'est naturel

Chaque dimanche à 19 h, une nouvelle émission : le club de la presse d'Europe 1.

Le club de la presse d'Europe 1 : R. Andrieu (Président), R. Bouchon (Vice-Président), G. Carpentier (Secrétaire), J.M. Carrel, Antoine Z. P. Chery (Lecteur de la presse), N. Collin Le Goff, J. Dorel (Vice-Président), A. Dubouché (Secrétaire), R. Giscard d'Estaing, S. Joly (Lecteur), J. Lenoir (Vice-Président), J. d'Ormesson (Lecteur), D. Padoa Schioppa, R. Thomas (Lecteur), G. Thomas (Lecteur), R. Thomas (Lecteur).

17 octobre de 19h à 20h, premier invité

VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

MATELAS & SOMMIERS ENSEMBLES

TRECA EPEDA SIMMONS

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI

CAPELOU

SEULE ADRESSE DE VENTE
37, AVENUE DE LA REPUBLIQUE
PARIS 13^e M. Métro : République
Tél. 557.26.35

COPENHAGUE

11 au 14 novembre
Paris - Copenhague par avion
F 1220
(opération complète + visite en Suède)

Réveillon du Nouvel An

départ de Paris le 26 déc.
retour le 2 janv.
tout compris : train F 1425
avion : F 1850
(retour le 1^{er} janvier)

Reservations et inscriptions
DSEP
CHATEAU DE FER DE L'ÉTAT DANNOIS
Maison de Danemark
102, rue de la République, 75001 PARIS
Téléphone 382.21.00
ou à votre agent de voyage

MEME SI VOUS MESUREZ 2 METRES

NOUS VOUS HAÏLLONS EN PRIET-À-PORTER
CHEMISES - PULLS
PANTALONS - JEANS
SPORTSWEAR
COSTUMES - VESTES
PARDESSUS

berdy

78, av. des Ternes - 75017 Paris
Tél. : 380.35.13 - Parking gratuit

noël • nouvel an

aux

U.S.A

(départ 18 et 23 décembre/retour 1^{er} janvier)

1650 f

Paris/New York/Paris
en Boeing Jet PanAm
affrété par Camino
(formule V.A.R.A.)

clôture des inscriptions : imminente

départs nombreux de Pâques à Octobre
de 2 semaines à 3 mois
renseignements et réservations
toutes Agences de Voyages ou

Camino
21, rue Alexandre Charpentier
75017 Paris - Tél. 755.77.90 - 380.55.58

* Visa Affiliée avec Régulation à l'Avance, réglementée par le Ministère des Transports
* Adaptateur électrique (indispensable aux USA) offert à tous nos clients "groupes"
Camino a choisi l'Amérique... pour l'Amérique choisissez Camino

Je m'inscris

1250

POLITIQUE

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La commission des finances repousse la taxe exceptionnelle sur les éléments du train de vie

La commission des finances de l'Assemblée nationale a poursuivi, mercredi 13 et jeudi 14 octobre, l'examen de la première partie du projet de loi de finances pour 1977 (le Monde du 14 octobre).

L'article 6, qui institue une taxe exceptionnelle sur certains éléments du train de vie (navire de plaisance, avion de tourisme, chasseur de selle, location de droits de pêche) a été supprimé sur proposition de M. Marcelle, R.P.S., par 10 voix contre 3 et 8 abstentions. La taxe avait soulevé M. Marcelle et frapper les classes moyennes et non les classes les plus fortunées.

L'article 8, qui décide la réduction de 20 à 17,50 % du taux normal de la T.V.A., a été adopté à l'unanimité.

L'article 9, reconduisant le préavisement conjoncturel, a été adopté à l'unanimité.

M. Papon, rapporteur général, qui prévoit que le plan de l'économie n'est exigible que si l'indice des prix industriels dépasse 1,5 % pendant trois mois.

L'article 13, qui relève le barème des droits annuels de franchise de navigation, a été adopté, complété par un amendement de M. Papon (R.P.S.) qui assujettit à

un droit annuel de 5 000 francs les propriétaires de navires de plaisance habitant par ailleurs dans une autre que celle d'un pays de la Communauté.

L'article 16, créant une taxe sur les magnétophones, a été supprimé à la demande de M. Papon, rapporteur général, Marcelle, Papon et Lemaire (P.S.).

L'article 17, instituant un prélèvement au profit de la Sécurité sociale sur le produit de la majoration de la retraite anticipée, a été également supprimé sur la proposition de M. Duffant (R.P.S.).

L'article 20, portant majoration des rentes viagères, a été supprimé à l'unanimité à la demande de M. Papon qui a jugé insuffisants les coefficients de réévaluation envisagés.

L'article 21 fixant le barème de l'impôt sur le revenu, réservé la veille par la commission, a été adopté après que son 2^e paragraphe, fixant pour 1976 le barème de l'impôt sur les revenus perçus en 1977, ait été supprimé.

Enfin, un amendement de M. Papon relatif à l'imposition du capital, qui avait également été réservé, a été retiré par son auteur.

A L'U.D.R.

LE BUREAU EXÉCUTIF RÉAFFIRME LA NÉCESSITÉ DE SOUTENIR LE « PLAN BARRE »

A l'issue de la réunion du bureau exécutif de l'U.D.R., jeudi 14 octobre, M. Yves Guéna, secrétaire général du mouvement, a indiqué que le bureau avait réaffirmé la nécessité pour l'U.D.R. de soutenir le plan gouvernemental de lutte contre l'inflation, et qu'il avait voté avec intérêt l'intervention de M. Barre de proposer dans un deuxième temps les réformes en profondeur.

M. Yves Guéna a ajouté : « Nous avons désapprouvé la proposition d'octobre parce qu'elle était d'ordre politique et contraire à l'intérêt général. Nous condamnons tout autant dans cette que nous avons critiqué les nouvelles difficultés à notre moment ».

En réponse à une question relative à l'impôt sur le capital, M. Guéna a déclaré : « Le véritable problème, tel qu'il a été posé à l'Assemblée, est de savoir si cet impôt est une réforme complète ou si elle est dans la ligne de la loi sur le capital pour la trouver en place ».

4. GISCARD D'ESTAING : Je ne laisserai pas désorganiser l'économie française.

Au cours de l'Assemblée, l'Assemblée a sur 771, jeudi soir 14 octobre, M. Valéry Giscard d'Estaing a déclaré : « Vous ne démolirez l'économie française. Lorsque l'on voit que dans la même journée un grand leader de l'opposition réclame son renouveau, et que les vagues nationalisations s'élèvent au pouvoir, et que, l'après-midi, dans des conditions de démagogie et d'improvisation on aggrave l'insécurité en France d'un impôt sur le capital, non préparé, on s'interdit de poser la question de savoir si véritablement on ne veut pas défaire l'économie française. »

Je ne laisserai pas désorganiser l'économie française.

Ceci, a poursuivi le chef de l'Etat, entraîne pour moi trois conséquences. La première : le nouveau gouvernement a été formé pour conduire la lutte contre l'inflation. Le premier ministre s'attache avec sérieux et courage à la tâche. Le programme qui a été adopté ne sera pas mis en place à l'écarter. (...) Le gouvernement sera en sorte que la politique qui a été définie puisse être appliquée sans qu'elle soit déformée.

Deuxième conséquence : « Vous savez qu'il y aura une majorité à l'Assemblée nationale et au Sénat pour soutenir cette politique. Il s'agit d'une majorité qui a conscience de l'enjeu national. »

Enfin, selon M. Giscard d'Estaing, les Français approuveront que, dans une période difficile, s'étend l'économie française et qui fera en sorte qu'elle passe à travers les difficultés.

M. Alexandre Sanguinetti, ancien secrétaire général de l'U.D.R., écrit dans une tribune libre publiée dans le numéro d'octobre de la Lettre de Michel Jobert : « Nous avons besoin d'une immense réforme fiscale. Il nous faut réformer, à la fois, les finances publiques et les finances locales (...), mettre en question, partout où c'est possible, la propriété sociale et les moyens de production et de distribution : nous faut avoir le courage de frapper d'impôt le capital. »

L'Amérique du Sud. Plus vite. Plus souvent.

Air France va en Amérique du Sud deux fois plus vite avec Concorde. Et assure, au départ de Paris, le plus de vols vers les 11 grandes places économiques du continent.

• Le Brésil et le Venezuela en Concorde. Chaque mercredi et dimanche, Air France gagne Rio en Concorde. Plus vite que le soleil. En 6 h 10. 5 h de moins que les subsoniques. De Rio, les correspondances sont immédiates pour São Paulo. Et chaque vendredi, Concorde rejoint Caracas en 5 h 10.

• Et Caracas, Bogota, Quito, Guayaquil, Lima, Santiago, Cayenne, São Paulo, Rio, Buenos Aires et Montevideo.

Du Venezuela au Pérou et du Brésil au Chili, Air France exploite un réseau dense et bien structuré, assurant, en Boeing, 32 liaisons hebdomadaires avec les principales villes d'Amérique du Sud.

Pour être les premiers sur les marchés d'Amérique du Sud, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France, tél. 720.70.50.

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE

MERLIN S.A. ARRIVE A CABOURG

residences "plein sud"

DES APPARTS MODERNES ET DE L'ENVIRONNEMENT



AVEC TOUJOURS LES FAMEUX PRIX-MERLIN !

EXEMPLE

APPARTEMENTS 2 PIECES AVEC LOGGIA A PARTIR DE 85.000 F

AVEC UN VERSEMENT DE 5 % A LA RESERVATION, SOIT :

4.250 F

15% A LA SIGNATURE DES ACTES NOTAIRES ET LE SOLDE, SOIT 80 %, AVEC POSSIBILITE DE CREDIT PERSONNALISE A LONG TERME.

PRIX-MERLIN ET QUALITE :

CONSTRUCTIONS CONTROLÉES PAR LE BUREAU SCOOTEC A CAEN

merlin

POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS

BUREAUX DE PARIS

31, RUE DE RIVOLI, 75004 TEL. 277.11.13

ANGLE PLACE DE L'HOTEL DE VILLE

BUREAUX OUVERTS TOUTS JOURS SAUF INTERRUPTION DE 9 H A 12 H SAUF DIMANCHES

PRIX VALABLE JUSQU'A ÉPUISEMENT DU STOCK

Pour retourner à MERLIN IMMOBILIER 31, RUE DE RIVOLI 75004 PARIS

Sans engagement de ma part, veuillez me faire parvenir votre documentation par la voie postale.

Nom _____

Adresse _____

POLITIQUE

L'EXAMEN DU COLLECTIF BUDGÉTAIRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Rejet de l'impôt sur la fortune et de la vignette sur les motos maintien de l'intérêt de 6,5 % pour l'emprunt libératoire

Le premier ministre a rappelé, au terme de l'examen du collectif budgétaire, qu'il s'était engagé à accepter une « discussion totale » libre. M. Raymond Barre a tenu parole, mais il a montré que la liberté, pour lui, n'excluait pas la fermeté. Il a repris ses arguments à l'encontre d'un impôt sur le capital qui menacerait le « redressement économique ».

« Inopportuns » aux yeux de M. Papon (U.D.R.), les propositions d'imposition des grosses fortunes, des dégrèvements des communes et socialistes, ont été repoussées. Mais, comme le soulignait M. Lemaire (P.S.), « un climat de travail » est de position de MM. Chaban-Delmas, Chirac et

Servan-Schreiber s'est instauré en faveur d'une telle idée, qui proposait, ajoutait-il, à la vitesse d'une fusée.

M. Raymond Barre avait prévenu les députés qu'il n'accepterait pas les amendements qui « déstabiliseraient » son texte. Sur deux points, il a préféré résister les propositions de gouvernement plutôt que celles des députés, en engageant sa responsabilité avant que ne soient réexaminés deux articles dont il avait demandé la contribution demandée aux gros exploitants, les députés, tout en étant sensibles à la décision du gouvernement de prendre en compte la notion de bénéfices au lieu de celle du chiffre

d'affaires, n'en ont pas moins estimé que le « droit » de rectifier — du gouvernement était inacceptable (M. Josselin, P.S.). L'opposition du gouvernement est restée ferme sur le principe selon lequel les agriculteurs qui touchent l'aide sociale, ne pourront demander l'exonération de la taxe foncière.

Les députés socialistes, qui ont vu grand nombre de leurs amendements repoussés, ont été plus heureux quand ils se sont fait les défenseurs des paysans. M. Durafour ne pouvait rien contre les élus de la majorité qui partageaient le sentiment de M. Cot (P.S.), selon lequel — il est choquant de faire appel

à la solidarité de ceux à qui elle a été refusée.

En revanche, la gauche a été quelque peu mise en difficulté sur son amendement de M. Copeaux (M. Josselin, P.S.). L'opposition d'une vignette pour les motos. L'opposition était belle pour le gouvernement de mettre en évidence le « relatif anti-jeunes » de cette proposition et de souligner l'absence d'unité de vue de la gauche sur ce point. M. Jean-Pierre Soisson s'est fait le procureur de l'opposition, non sans provoquer quelques sourires fleurettes sur les bancs de la gauche quand il a estimé que cette affaire est « essentielle pour la jeunesse ».

ANNE CHAUSSEBOURG.

Le séduisant du 14 octobre et les du 14 octobre (U.D.R.), l'Assemblée examine les articles du projet de loi de finances rectificative pour 1976 (le Monde du 24 septembre).

Après l'article premier, elle est saisie d'un amendement communautaire instituant un impôt communautaire et progressif sur le capital des grandes entreprises et des personnes physiques. L'Assemblée a voté à 2 millions de francs. M. Combarieu annonce que ce projet de loi demandera un scrutin public.

Un amendement socialiste prévoit également, mais selon des modalités différentes, la création, pour les personnes ayant une résidence habituelle en France, d'un impôt annuel progressif sur les fortunes supérieures à 2 millions. M. Lemaire (P.S.) relève que le climat nouveau a été créé autour de ce projet, « désormais présenté par M. Servan-Schreiber, Chirac et Chaban-Delmas ». L'opposition a insisté en ce sens. M. Barre estime le projet d'amendement trop ambitieux et ne peut pas accepter un tel projet. M. Barre, estimant notamment l'absence d'inspiration fiscale, a quant à la source, précisé qu'il n'est pas certain que votre plan s'inscrive dans un nouveau redressement de l'économie.

M. PAPON (P.S.) rapporteur général de la commission des finances, estime que le redressement économique et financier dépend de la reprise des investissements productifs et de la confiance des investisseurs. « Or cette dernière, observe-t-il, est actuellement particulièrement inopportune et inutile. Les amendements de M. Barre, premier ministre, ces propositions proposées de bonnes intentions mais relèvent d'une présomption, leur insupportabilité et leur opportunité sur le sujet, affirme-t-il, doit être étudié sérieusement. Et il ajoute : « Ce n'est pas un service au pays que de créer un climat psychologique de défiance et de méfiance vis-à-vis du redressement souhaité de notre économie ».

« Alors nous créer quelque chose de plus », a demandé M. CHARLES RIGNON (U.D.R.), alors que les Français demandent quelque chose de moins. Il souligne, quant à la source, qu'il n'y a pas de source générale de la fiscalité.

Un scrutin public, l'Assemblée communiste est saisie par un vote contre 181 sur 495 voix.

Il en va de même d'un amendement socialiste, repoussé par 271 voix contre 182.

L'Assemblée examine ensuite un amendement communiste tendant à faire supporter les taxes d'habitation, outre la participation du P.F.O.G.A. par les grosses fortunes, les grandes entreprises (particulièrement celles qui ont des exportations de capitaux). M. Papon s'y oppose. M. Barre engage, quant à lui, son crédit de financement supplémentaire et s'exprime ainsi : « Nous avons fait le maximum », déclare-t-il.

Pour M. RIGOUT (P.C.), l'aide consentie ne permet pas le maintien du pouvoir d'achat des agriculteurs. Sur ce point, réplique le premier ministre, « le gouvernement n'a aucun complexe à avoir ».

« Au scrutin public », a demandé par le groupe communiste, l'amendement est repoussé par 287 voix contre 180.

Il en va de même d'un amendement communiste qui reportait au 15 avril 1977 la date limite du versement du solde de l'impôt sur le revenu de 1976 pour les exploitants agricoles des départements déclarés sinistrés en raison de la sécheresse.

M. LAMPS (P.C.) propose ensuite sans succès d'assoir cette majoration sur le revenu de 1976 pour les exploitants agricoles des départements déclarés sinistrés en raison de la sécheresse.

M. COCHET (U.D.R.) propose sans succès d'assoir cette majoration sur le revenu de 1976 pour les exploitants agricoles des départements déclarés sinistrés en raison de la sécheresse.

M. COCHET (U.D.R.) propose sans succès d'assoir cette majoration sur le revenu de 1976 pour les exploitants agricoles des départements déclarés sinistrés en raison de la sécheresse.

M. COCHET (U.D.R.) propose sans succès d'assoir cette majoration sur le revenu de 1976 pour les exploitants agricoles des départements déclarés sinistrés en raison de la sécheresse.

M. COCHET (U.D.R.) propose sans succès d'assoir cette majoration sur le revenu de 1976 pour les exploitants agricoles des départements déclarés sinistrés en raison de la sécheresse.

M. COCHET (U.D.R.) propose sans succès d'assoir cette majoration sur le revenu de 1976 pour les exploitants agricoles des départements déclarés sinistrés en raison de la sécheresse.

de la majoration exceptionnelle et les du 14 octobre (U.D.R.), l'Assemblée examine les articles du projet de loi de finances rectificative pour 1976 (le Monde du 24 septembre).

Après l'article premier, elle est saisie d'un amendement communautaire instituant un impôt communautaire et progressif sur le capital des grandes entreprises et des personnes physiques. L'Assemblée a voté à 2 millions de francs. M. Combarieu annonce que ce projet de loi demandera un scrutin public.

Un amendement socialiste prévoit également, mais selon des modalités différentes, la création, pour les personnes ayant une résidence habituelle en France, d'un impôt annuel progressif sur les fortunes supérieures à 2 millions. M. Lemaire (P.S.) relève que le climat nouveau a été créé autour de ce projet, « désormais présenté par M. Servan-Schreiber, Chirac et Chaban-Delmas ». L'opposition a insisté en ce sens. M. Barre estime le projet d'amendement trop ambitieux et ne peut pas accepter un tel projet. M. Barre, estimant notamment l'absence d'inspiration fiscale, a quant à la source, précisé qu'il n'est pas certain que votre plan s'inscrive dans un nouveau redressement de l'économie.

M. PAPON (P.S.) rapporteur général de la commission des finances, estime que le redressement économique et financier dépend de la reprise des investissements productifs et de la confiance des investisseurs. « Or cette dernière, observe-t-il, est actuellement particulièrement inopportune et inutile. Les amendements de M. Barre, premier ministre, ces propositions proposées de bonnes intentions mais relèvent d'une présomption, leur insupportabilité et leur opportunité sur le sujet, affirme-t-il, doit être étudié sérieusement. Et il ajoute : « Ce n'est pas un service au pays que de créer un climat psychologique de défiance et de méfiance vis-à-vis du redressement souhaité de notre économie ».

« Alors nous créer quelque chose de plus », a demandé M. CHARLES RIGNON (U.D.R.), alors que les Français demandent quelque chose de moins. Il souligne, quant à la source, qu'il n'y a pas de source générale de la fiscalité.

Un scrutin public, l'Assemblée communiste est saisie par un vote contre 181 sur 495 voix.

Il en va de même d'un amendement socialiste, repoussé par 271 voix contre 182.

L'Assemblée examine ensuite un amendement communiste tendant à faire supporter les taxes d'habitation, outre la participation du P.F.O.G.A. par les grosses fortunes, les grandes entreprises (particulièrement celles qui ont des exportations de capitaux). M. Papon s'y oppose. M. Barre engage, quant à lui, son crédit de financement supplémentaire et s'exprime ainsi : « Nous avons fait le maximum », déclare-t-il.

Pour M. RIGOUT (P.C.), l'aide consentie ne permet pas le maintien du pouvoir d'achat des agriculteurs. Sur ce point, réplique le premier ministre, « le gouvernement n'a aucun complexe à avoir ».

« Au scrutin public », a demandé par le groupe communiste, l'amendement est repoussé par 287 voix contre 180.

Il en va de même d'un amendement communiste qui reportait au 15 avril 1977 la date limite du versement du solde de l'impôt sur le revenu de 1976 pour les exploitants agricoles des départements déclarés sinistrés en raison de la sécheresse.

M. LAMPS (P.C.) propose ensuite sans succès d'assoir cette majoration sur le revenu de 1976 pour les exploitants agricoles des départements déclarés sinistrés en raison de la sécheresse.

M. COCHET (U.D.R.) propose sans succès d'assoir cette majoration sur le revenu de 1976 pour les exploitants agricoles des départements déclarés sinistrés en raison de la sécheresse.

M. COCHET (U.D.R.) propose sans succès d'assoir cette majoration sur le revenu de 1976 pour les exploitants agricoles des départements déclarés sinistrés en raison de la sécheresse.

M. COCHET (U.D.R.) propose sans succès d'assoir cette majoration sur le revenu de 1976 pour les exploitants agricoles des départements déclarés sinistrés en raison de la sécheresse.

M. COCHET (U.D.R.) propose sans succès d'assoir cette majoration sur le revenu de 1976 pour les exploitants agricoles des départements déclarés sinistrés en raison de la sécheresse.

M. COCHET (U.D.R.) propose sans succès d'assoir cette majoration sur le revenu de 1976 pour les exploitants agricoles des départements déclarés sinistrés en raison de la sécheresse.

de la majoration exceptionnelle et les du 14 octobre (U.D.R.), l'Assemblée examine les articles du projet de loi de finances rectificative pour 1976 (le Monde du 24 septembre).

Après l'article premier, elle est saisie d'un amendement communautaire instituant un impôt communautaire et progressif sur le capital des grandes entreprises et des personnes physiques. L'Assemblée a voté à 2 millions de francs. M. Combarieu annonce que ce projet de loi demandera un scrutin public.

Un amendement socialiste prévoit également, mais selon des modalités différentes, la création, pour les personnes ayant une résidence habituelle en France, d'un impôt annuel progressif sur les fortunes supérieures à 2 millions. M. Lemaire (P.S.) relève que le climat nouveau a été créé autour de ce projet, « désormais présenté par M. Servan-Schreiber, Chirac et Chaban-Delmas ». L'opposition a insisté en ce sens. M. Barre estime le projet d'amendement trop ambitieux et ne peut pas accepter un tel projet. M. Barre, estimant notamment l'absence d'inspiration fiscale, a quant à la source, précisé qu'il n'est pas certain que votre plan s'inscrive dans un nouveau redressement de l'économie.

M. PAPON (P.S.) rapporteur général de la commission des finances, estime que le redressement économique et financier dépend de la reprise des investissements productifs et de la confiance des investisseurs. « Or cette dernière, observe-t-il, est actuellement particulièrement inopportune et inutile. Les amendements de M. Barre, premier ministre, ces propositions proposées de bonnes intentions mais relèvent d'une présomption, leur insupportabilité et leur opportunité sur le sujet, affirme-t-il, doit être étudié sérieusement. Et il ajoute : « Ce n'est pas un service au pays que de créer un climat psychologique de défiance et de méfiance vis-à-vis du redressement souhaité de notre économie ».

« Alors nous créer quelque chose de plus », a demandé M. CHARLES RIGNON (U.D.R.), alors que les Français demandent quelque chose de moins. Il souligne, quant à la source, qu'il n'y a pas de source générale de la fiscalité.

Un scrutin public, l'Assemblée communiste est saisie par un vote contre 181 sur 495 voix.

Il en va de même d'un amendement socialiste, repoussé par 271 voix contre 182.

L'Assemblée examine ensuite un amendement communiste tendant à faire supporter les taxes d'habitation, outre la participation du P.F.O.G.A. par les grosses fortunes, les grandes entreprises (particulièrement celles qui ont des exportations de capitaux). M. Papon s'y oppose. M. Barre engage, quant à lui, son crédit de financement supplémentaire et s'exprime ainsi : « Nous avons fait le maximum », déclare-t-il.

Pour M. RIGOUT (P.C.), l'aide consentie ne permet pas le maintien du pouvoir d'achat des agriculteurs. Sur ce point, réplique le premier ministre, « le gouvernement n'a aucun complexe à avoir ».

« Au scrutin public », a demandé par le groupe communiste, l'amendement est repoussé par 287 voix contre 180.

Il en va de même d'un amendement communiste qui reportait au 15 avril 1977 la date limite du versement du solde de l'impôt sur le revenu de 1976 pour les exploitants agricoles des départements déclarés sinistrés en raison de la sécheresse.

M. LAMPS (P.C.) propose ensuite sans succès d'assoir cette majoration sur le revenu de 1976 pour les exploitants agricoles des départements déclarés sinistrés en raison de la sécheresse.

M. COCHET (U.D.R.) propose sans succès d'assoir cette majoration sur le revenu de 1976 pour les exploitants agricoles des départements déclarés sinistrés en raison de la sécheresse.

M. COCHET (U.D.R.) propose sans succès d'assoir cette majoration sur le revenu de 1976 pour les exploitants agricoles des départements déclarés sinistrés en raison de la sécheresse.

M. COCHET (U.D.R.) propose sans succès d'assoir cette majoration sur le revenu de 1976 pour les exploitants agricoles des départements déclarés sinistrés en raison de la sécheresse.

M. COCHET (U.D.R.) propose sans succès d'assoir cette majoration sur le revenu de 1976 pour les exploitants agricoles des départements déclarés sinistrés en raison de la sécheresse.

M. COCHET (U.D.R.) propose sans succès d'assoir cette majoration sur le revenu de 1976 pour les exploitants agricoles des départements déclarés sinistrés en raison de la sécheresse.

de la majoration exceptionnelle et les du 14 octobre (U.D.R.), l'Assemblée examine les articles du projet de loi de finances rectificative pour 1976 (le Monde du 24 septembre).

Après l'article premier, elle est saisie d'un amendement communautaire instituant un impôt communautaire et progressif sur le capital des grandes entreprises et des personnes physiques. L'Assemblée a voté à 2 millions de francs. M. Combarieu annonce que ce projet de loi demandera un scrutin public.

Un amendement socialiste prévoit également, mais selon des modalités différentes, la création, pour les personnes ayant une résidence habituelle en France, d'un impôt annuel progressif sur les fortunes supérieures à 2 millions. M. Lemaire (P.S.) relève que le climat nouveau a été créé autour de ce projet, « désormais présenté par M. Servan-Schreiber, Chirac et Chaban-Delmas ». L'opposition a insisté en ce sens. M. Barre estime le projet d'amendement trop ambitieux et ne peut pas accepter un tel projet. M. Barre, estimant notamment l'absence d'inspiration fiscale, a quant à la source, précisé qu'il n'est pas certain que votre plan s'inscrive dans un nouveau redressement de l'économie.

M. PAPON (P.S.) rapporteur général de la commission des finances, estime que le redressement économique et financier dépend de la reprise des investissements productifs et de la confiance des investisseurs. « Or cette dernière, observe-t-il, est actuellement particulièrement inopportune et inutile. Les amendements de M. Barre, premier ministre, ces propositions proposées de bonnes intentions mais relèvent d'une présomption, leur insupportabilité et leur opportunité sur le sujet, affirme-t-il, doit être étudié sérieusement. Et il ajoute : « Ce n'est pas un service au pays que de créer un climat psychologique de défiance et de méfiance vis-à-vis du redressement souhaité de notre économie ».

« Alors nous créer quelque chose de plus », a demandé M. CHARLES RIGNON (U.D.R.), alors que les Français demandent quelque chose de moins. Il souligne, quant à la source, qu'il n'y a pas de source générale de la fiscalité.

Un scrutin public, l'Assemblée communiste est saisie par un vote contre 181 sur 495 voix.

Il en va de même d'un amendement socialiste, repoussé par 271 voix contre 182.

L'Assemblée examine ensuite un amendement communiste tendant à faire supporter les taxes d'habitation, outre la participation du P.F.O.G.A. par les grosses fortunes, les grandes entreprises (particulièrement celles qui ont des exportations de capitaux). M. Papon s'y oppose. M. Barre engage, quant à lui, son crédit de financement supplémentaire et s'exprime ainsi : « Nous avons fait le maximum », déclare-t-il.

Pour M. RIGOUT (P.C.), l'aide consentie ne permet pas le maintien du pouvoir d'achat des agriculteurs. Sur ce point, réplique le premier ministre, « le gouvernement n'a aucun complexe à avoir ».

« Au scrutin public », a demandé par le groupe communiste, l'amendement est repoussé par 287 voix contre 180.

Il en va de même d'un amendement communiste qui reportait au 15 avril 1977 la date limite du versement du solde de l'impôt sur le revenu de 1976 pour les exploitants agricoles des départements déclarés sinistrés en raison de la sécheresse.

M. LAMPS (P.C.) propose ensuite sans succès d'assoir cette majoration sur le revenu de 1976 pour les exploitants agricoles des départements déclarés sinistrés en raison de la sécheresse.

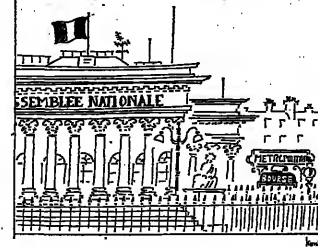
M. COCHET (U.D.R.) propose sans succès d'assoir cette majoration sur le revenu de 1976 pour les exploitants agricoles des départements déclarés sinistrés en raison de la sécheresse.

M. COCHET (U.D.R.) propose sans succès d'assoir cette majoration sur le revenu de 1976 pour les exploitants agricoles des départements déclarés sinistrés en raison de la sécheresse.

M. COCHET (U.D.R.) propose sans succès d'assoir cette majoration sur le revenu de 1976 pour les exploitants agricoles des départements déclarés sinistrés en raison de la sécheresse.

M. COCHET (U.D.R.) propose sans succès d'assoir cette majoration sur le revenu de 1976 pour les exploitants agricoles des départements déclarés sinistrés en raison de la sécheresse.

M. COCHET (U.D.R.) propose sans succès d'assoir cette majoration sur le revenu de 1976 pour les exploitants agricoles des départements déclarés sinistrés en raison de la sécheresse.



(Dessin de JONK.)

amendement de M. CROUX (U.D.R.) dans une nouvelle rédaction proposée par M. ICART (R.I.), qui prévoit une vignette spéciale pour les motos, le nom et l'adresse de l'organisateur propriétaire pour les volumes de l'Etat, des établissements publics et des collectivités locales (cette mesure ne s'applique pas aux volumes de services de sécurité).

M. CROUX a été soumis au vote. M. NEURATH demande à l'Assemblée de voter l'amendement de M. JEAN - PIERRE SOISSON, secrétaire d'Etat à la Justice et à l'Administration, qui prévoit que les volumes de l'Etat, des établissements publics et des collectivités locales (cette mesure ne s'applique pas aux volumes de services de sécurité).

M. JEAN - PIERRE SOISSON, secrétaire d'Etat à la Justice et à l'Administration, qui prévoit que les volumes de l'Etat, des établissements publics et des collectivités locales (cette mesure ne s'applique pas aux volumes de services de sécurité).

M. JEAN - PIERRE SOISSON, secrétaire d'Etat à la Justice et à l'Administration, qui prévoit que les volumes de l'Etat, des établissements publics et des collectivités locales (cette mesure ne s'applique pas aux volumes de services de sécurité).

M. JEAN - PIERRE SOISSON, secrétaire d'Etat à la Justice et à l'Administration, qui prévoit que les volumes de l'Etat, des établissements publics et des collectivités locales (cette mesure ne s'applique pas aux volumes de services de sécurité).

M. JEAN - PIERRE SOISSON, secrétaire d'Etat à la Justice et à l'Administration, qui prévoit que les volumes de l'Etat, des établissements publics et des collectivités locales (cette mesure ne s'applique pas aux volumes de services de sécurité).

M. JEAN - PIERRE SOISSON, secrétaire d'Etat à la Justice et à l'Administration, qui prévoit que les volumes de l'Etat, des établissements publics et des collectivités locales (cette mesure ne s'applique pas aux volumes de services de sécurité).

M. JEAN - PIERRE SOISSON, secrétaire d'Etat à la Justice et à l'Administration, qui prévoit que les volumes de l'Etat, des établissements publics et des collectivités locales (cette mesure ne s'applique pas aux volumes de services de sécurité).

M. JEAN - PIERRE SOISSON, secrétaire d'Etat à la Justice et à l'Administration, qui prévoit que les volumes de l'Etat, des établissements publics et des collectivités locales (cette mesure ne s'applique pas aux volumes de services de sécurité).

M. JEAN - PIERRE SOISSON, secrétaire d'Etat à la Justice et à l'Administration, qui prévoit que les volumes de l'Etat, des établissements publics et des collectivités locales (cette mesure ne s'applique pas aux volumes de services de sécurité).

M. JEAN - PIERRE SOISSON, secrétaire d'Etat à la Justice et à l'Administration, qui prévoit que les volumes de l'Etat, des établissements publics et des collectivités locales (cette mesure ne s'applique pas aux volumes de services de sécurité).

M. JEAN - PIERRE SOISSON, secrétaire d'Etat à la Justice et à l'Administration, qui prévoit que les volumes de l'Etat, des établissements publics et des collectivités locales (cette mesure ne s'applique pas aux volumes de services de sécurité).

M. JEAN - PIERRE SOISSON, secrétaire d'Etat à la Justice et à l'Administration, qui prévoit que les volumes de l'Etat, des établissements publics et des collectivités locales (cette mesure ne s'applique pas aux volumes de services de sécurité).

M. JEAN - PIERRE SOISSON, secrétaire d'Etat à la Justice et à l'Administration, qui prévoit que les volumes de l'Etat, des établissements publics et des collectivités locales (cette mesure ne s'applique pas aux volumes de services de sécurité).

M. JEAN - PIERRE SOISSON, secrétaire d'Etat à la Justice et à l'Administration, qui prévoit que les volumes de l'Etat, des établissements publics et des collectivités locales (cette mesure ne s'applique pas aux volumes de services de sécurité).

M. JEAN - PIERRE SOISSON, secrétaire d'Etat à la Justice et à l'Administration, qui prévoit que les volumes de l'Etat, des établissements publics et des collectivités locales (cette mesure ne s'applique pas aux volumes de services de sécurité).

M. JEAN - PIERRE SOISSON, secrétaire d'Etat à la Justice et à l'Administration, qui prévoit que les volumes de l'Etat, des établissements publics et des collectivités locales (cette mesure ne s'applique pas aux volumes de services de sécurité).

M. JEAN - PIERRE SOISSON, secrétaire d'Etat à la Justice et à l'Administration, qui prévoit que les volumes de l'Etat, des établissements publics et des collectivités locales (cette mesure ne s'applique pas aux volumes de services de sécurité).

de la majoration exceptionnelle et les du 14 octobre (U.D.R.), l'Assemblée examine les articles du projet de loi de finances rectificative pour 1976 (le Monde du 24 septembre).

Après l'article premier, elle est saisie d'un amendement communautaire instituant un impôt communautaire et progressif sur le capital des grandes entreprises et des personnes physiques. L'Assemblée a voté à 2 millions de francs. M. Combarieu annonce que ce projet de loi demandera un scrutin public.

Un amendement socialiste prévoit également, mais selon des modalités différentes, la création, pour les personnes ayant une résidence habituelle en France, d'un impôt annuel progressif sur les fortunes supérieures à 2 millions. M. Lemaire (P.S.) relève que le climat nouveau a été créé autour de ce projet, « désormais présenté par M. Servan-Schreiber, Chirac et Chaban-Delmas ». L'opposition a insisté en ce sens. M. Barre estime le projet d'amendement trop ambitieux et ne peut pas accepter un tel projet. M. Barre, estimant notamment l'absence d'inspiration fiscale, a quant à la source, précisé qu'il n'est pas certain que votre plan s'inscrive dans un nouveau redressement de l'économie.

M. PAPON (P.S.) rapporteur général de la commission des finances, estime que le redressement économique et financier dépend de la reprise des investissements productifs et de la confiance des investisseurs. « Or cette dernière, observe-t-il, est actuellement particulièrement inopportune et inutile. Les amendements de M. Barre, premier ministre, ces propositions proposées de bonnes intentions mais relèvent d'une présomption, leur insupportabilité et leur opportunité sur le sujet, affirme-t-il, doit être étudié sérieusement. Et il ajoute : « Ce n'est pas un service au pays que de créer un climat psychologique de défiance et de méfiance vis-à-vis du redressement souhaité de notre économie ».

« Alors nous créer quelque chose de plus », a demandé M. CHARLES RIGNON (U.D.R.), alors que les Français demandent quelque chose de moins. Il souligne, quant à la source, qu'il n'y a pas de source générale de la fiscalité.

Un scrutin public, l'Assemblée communiste est saisie par un vote contre 181 sur 495 voix.

Il en va de même d'un amendement socialiste, repoussé par 271 voix contre 182.

L'Assemblée examine ensuite un amendement communiste tendant à faire supporter les taxes d'habitation, outre la participation du P.F.O.G.A. par les grosses fortunes, les grandes entreprises (particulièrement celles qui ont des exportations de capitaux). M. Papon s'y oppose. M. Barre engage, quant à lui, son crédit de financement supplémentaire et s'exprime ainsi : « Nous avons fait le maximum », déclare-t-il.

Pour M. RIGOUT (P.C.), l'aide consentie ne permet pas le maintien du pouvoir d'achat des agriculteurs. Sur ce point, réplique le premier ministre, « le gouvernement n'a aucun complexe à avoir ».

« Au scrutin public », a demandé par le groupe communiste, l'amendement est repoussé par 287 voix contre 180.

Il en va de même d'un amendement communiste qui reportait au 15 avril 1977 la date limite du versement du solde de l'impôt sur le revenu de 1976 pour les exploitants agricoles des départements déclarés sinistrés en raison de la sécheresse.

M. LAMPS (P.C.) propose ensuite sans succès d'assoir cette majoration sur le revenu de 1976 pour les exploitants agricoles des départements déclarés sinistrés en raison de la sécheresse.

M. COCHET (U.D.R.) propose sans succès d'assoir cette majoration sur le revenu de 1976 pour les exploitants agricoles des départements déclarés sinistrés en raison de la sécheresse.

M. COCHET (U.D.R.) propose sans succès d'assoir cette majoration sur le revenu de 1976 pour les exploitants agricoles des départements déclarés sinistrés en raison de la sécheresse.

M. COCHET (U.D.R.) propose sans succès d'assoir cette majoration sur le revenu de 1976 pour les exploitants agricoles des départements déclarés sinistrés en raison de la sécheresse.

M. COCHET (U.D.R.) propose sans succès d'assoir cette majoration sur le revenu de 1976 pour les exploitants agricoles des départements déclarés sinistrés en raison de la sécheresse.

M. COCHET (U.D.R.) propose sans succès d'assoir cette majoration sur le revenu de 1976 pour les exploitants agricoles des départements déclarés sinistrés en raison de la sécheresse.

med
ch
ranco
FE
acte
pour
atten

1976-1977

1550

POLITIQUE

Le Sénat refuse d'aggraver la fiscalité des étrangers domiciliés en France

Le Sénat a voté, le 14 octobre, en première lecture, l'adoption de la loi relative aux conditions d'imposition des Français de l'étranger. Mais il a refusé une disposition visant les étrangers domiciliés dans notre pays.

C'est le cas, a indiqué M. EDMOND SAUVAGNOT (ind.), rapporteur de la commission des finances, traduit un effort de précision dans deux domaines complexes : celui de l'obligation fiscale des contribuables en matière d'impôt sur le revenu et celui des droits de mutation à titre gratuit, en soulignant la simplification et l'allègement pour l'imposition des Français de l'étranger et une volonté ferme de lutter contre l'évasion fiscale.

En faveur des Français de l'étranger, des dérogations sont prévues à propos de la taxation forfaitaire minimale sur les résidences en France : ils échappent à cette imposition lorsqu'ils justifient avoir été soumis dans le pays de leur domicile à un impôt personnel sur l'ensemble de leurs revenus, comparable à celui auquel ils seraient assujettis s'ils avaient été domiciliés en France. Des dérogations d'impôt sont consenties aux salariés français, domiciliés en France et envoyés à l'étranger par un employeur lui-même établi en

France. Il est prévu de soumettre aux droits de mutation à titre gratuit tous les biens situés en France ou à l'étranger, lorsque le détenteur est domicilié dans notre pays. Toutefois, le montant des droits de mutation à titre gratuit acquittés, le cas échéant, sur l'impôt exigible en France, il est exclu de la base de calcul de l'impôt sur le revenu.

Pour lutter contre l'évasion fiscale, il est prévu, sous certaines conditions, de taxer forfaitairement les personnes morales dont le siège est situé hors de France.

Ce projet, a déclaré M. PONSCHET, secrétaire d'Etat au budget, s'inscrit dans une série de mesures favorables à nos compatriotes résidant hors de France. Les règles de territorialité de l'impôt sur le revenu sont simplifiées, compte tenu, notamment, des traités de l'O.C.D.E. et de la jurisprudence du Conseil d'Etat.

Pour personnel ou familial, lieu de séjour, activité professionnelle, localisation du patrimoine, nous nous efforçons de définir le domicile, en tenant compte de la situation de fait et de la situation de droit.

Dans la dimension générale, M. LOUIS GROS (ind.) exprime toutefois son inquiétude : « Des Français, délaissés par le système, sont envoyés à l'étranger par un employeur lui-même établi en

France. Il est prévu de soumettre aux droits de mutation à titre gratuit tous les biens situés en France ou à l'étranger, lorsque le détenteur est domicilié dans notre pays. Toutefois, le montant des droits de mutation à titre gratuit acquittés, le cas échéant, sur l'impôt exigible en France, il est exclu de la base de calcul de l'impôt sur le revenu.

Pour lutter contre l'évasion fiscale, il est prévu, sous certaines conditions, de taxer forfaitairement les personnes morales dont le siège est situé hors de France.

Ce projet, a déclaré M. PONSCHET, secrétaire d'Etat au budget, s'inscrit dans une série de mesures favorables à nos compatriotes résidant hors de France. Les règles de territorialité de l'impôt sur le revenu sont simplifiées, compte tenu, notamment, des traités de l'O.C.D.E. et de la jurisprudence du Conseil d'Etat.

Pour personnel ou familial, lieu de séjour, activité professionnelle, localisation du patrimoine, nous nous efforçons de définir le domicile, en tenant compte de la situation de fait et de la situation de droit.

Dans la dimension générale, M. LOUIS GROS (ind.) exprime toutefois son inquiétude : « Des Français, délaissés par le système, sont envoyés à l'étranger par un employeur lui-même établi en

DU SAMEDI 16 AU 30 OCT.

FANTASTIQUE EXPOSITION VENTE FOURRURE

dans les salons de
L'HOTEL GEORGE V
31, avenue George V (Champs-Élysées)
organisée par les
FOURRURES DU NORD

avec le concours
des plus importants fabricants français, allemands, italiens, hollandais, canadiens, américains
réalisés dans les plus belles pelleteries du monde, avec l'abêt d'origine : vison Black Diamond, Black Glama, Emba, Saga, Majestic, etc. Zibeline de Russie, Chinchilla, Breischwanz, Astrakan Swakara, etc.

Parmi les plus prestigieuses collections, de classe internationale, vous pourrez remarquer, entre autres, des créations de Pierre Balmain, Louis Feraud, Givenchy V, Guy Laroche.

De nombreuses collections de "Modèles Diffusion" sont également présentées. Toutes les fourrures, tous les styles, toutes les tailles, tous les prix, vous sont proposés.

plus de 5000 manteaux
du samedi 16 au 30 oct.
REMISE EXCEPTIONNELLE
10%

sur les prix marqués

MANTEAUX		
Vison ranch	7.850F	7065F
Vison pastel	8.750F	7875F
Vison Koh-I-noor	9.250F	8325F
Castor du Canada	9.250F	8325F
Astrakan Swakara	5.750F	5175F
Astrakan pleines peaux	3.850F	3465F
Ragondin	4.250F	3875F
Weasel	4.250F	3875F
Rat d'Amérique	4.850F	4365F
Queues de Vison	4.650F	4185F
Murmel	4.250F	3825F
Opossum	2.850F	2565F
Patte d'Astrakan	2.450F	1935F
Yemen	1.750F	1575F
Mouton doré	1.650F	1485F
Patte de Kalgan	2.250F	2025F
Flanc de Marmotte	1.450F	1305F
Lapin fantaisie	1.650F	1485F
Lapin diffusion	1.250F	1125F

PRESTIGE

Vison Pearl	18.250F	16425F
Vison Blackglama	25.750F	23175F
Vison Lunaraïne	28.750F	25875F
Vison Emba	32.500F	29250F
Vison Black Diamond	32.500F	29250F
Chinchilla	47.500F	42750F
Zibeline	75.000F	67500F

PRESENTATION

DE LA COLLECTION
chaque jour même le dimanche à 15 h

ENTREE LIBRE
tous les jours de 10 h à 20 h

Pour participer à l'opération de sauvegarde des félins faibles, au profit de l'association, aucune fourrure, pelleterie, occasion, n'est vendue.

samedi
13h



François
MITTERRAND
sera
rédacteur en chef
du journal
inattendu de

RTL

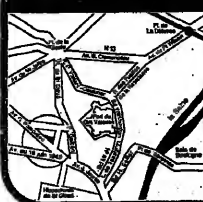
avec Alexandre Baloud

Vos clés vous attendent.

En dehors de Paris,
il existe une petite résidence où il fait bon vivre.

RUEI-LES-COLLINES

95, avenue du Président Pompidou



du 3 au 5 pièces
habitables immédiatement.
Prix fermes et définitifs.

Renseignements et Vente
appartement décoré sur place.
Ouvert tous les jours de 10 h 30
à 19 h 30. Les 30 et 31 octobre
sauf mardi et mercredi.
Tel. 749 30 79

CORI
S.A. CONSTR. I.M.H.
RUEI-LES-COLLINES
Tel. 280.33.22

La remobilisation

« ... alors M. Giscard d'Estaing a décidé d'essayer de nous répondre. On peut imaginer quelle a dû être l'humiliation de ce grand bourgeois aristocrate obligé de travailler pendant des semaines pour tenter de rejeter un texte écrit par un homme d'extrême gauche ! »

» Le mot collectivisme figure trente-huit fois dans son livre. Mais, à ce sujet, je me limiterai ici à une seule observation, si Giscard d'Estaing croit nous atteindre en agitant ce repoussoir du socialisme, il se trompe gravement. En effet, ce que nous proposons n'a rien à voir avec cette caricature. »

Sans cacher au demandeur son profond désir de voir cet ouvrage entrer toutes les mains. Si l'e écrit, c'est à notre intention : c'est pour nous permettre d'entretiens avec sérénité un avenir.

Bonne performance, malgré cela, menée avec charme et sincérité. L'entretien à plusieurs voix lui réussit.

CLAUDE SARRAUTE.

La rencontre avec le patronat

« Agresse... »

En réponse à une question sur éventuelles élections anticipées, le ministre a déclaré qu'il ne voyait pas l'intérêt d'y aller. « Si je n'ai raison ? », a-t-il demandé, « si dans six mois, et cela dans le meilleur des cas, le parti socialiste et la gauche tirant parti de la situation, se présentent prêts à affronter cette

Assemblée générale socialiste de France (qui précède M. M. Lejeune), de la Présence socialiste (qu'incarne M. Léon Bouthen) et la Fédération des socialistes démocrates (dont le secrétaire général est M. Eric Hinnerkamp) ont adhéré à ce club, de même que les membres du parti écologiste, nous aurons la Monique Caumont, membre de la commission environnement-cadre de vie.

* Dialogue socialiste, 5 avenue de

Crédit gratuit 12 mois sur la fourrure, dès acceptation du dossier et après versement comptant légal

50 | من المجلد

ENQUÊTE

Le métier de chercheur

IV. — MOBILITÉ OU SÉCURITÉ ?

par BRUNO FRAPPAT

Le métier du chercheur — que celui-ci soit isolé ou fasse partie d'une équipe — nécessite la passion et l'enthousiasme. La première est universellement répandue, qu'il s'agisse de vanter les charmes de son labeur ou de protester contre les entraves. Pour l'enthousiasme, c'est moins sûr : le chercheur français a le sentiment confus que la collectivité considère plus son activité comme une charge que comme une chance. (« Le Monde » des 13, 14 et 15 octobre.)

« Les chercheurs, aujourd'hui, reçoivent tellement la sécurité de l'emploi qu'ils oublient la liberté de la recherche. » Cette remarque, faite d'un chercheur grecophobe syndicaliste résume les préoccupations d'une partie des chercheurs français : la détresse d'une situation dans un monde incertain, et la défense d'un grand principe qui sera toujours temps de rappeler quand on sera le moins assuré de l'avenir. A l'interroger bien des chercheurs, on pourrait souvent deviner si l'in-

terlocuteur est titulaire de son poste et sûr de son avenir ou qu'il est « hors statut » à un salaire suspendu à un aléatoire renouvellement de contrat. Seul le premier a le courage d'affirmer les grands principes. L'insécurité du second justifie qu'il ait, par provision, de son côté, des idées sur la manière de survivre.

« Le chercheur est un métier », affirment les dirigeants du Syndicat national des chercheurs scientifiques (S.N.C.S.). Le seul fait qu'il leur faille le dire et l'écrire, suffit à montrer que l'idée n'est pas communément admise. Qui la conteste ? A en croire ces mêmes syndicalistes, le gouvernement, les technocrates et les grandes sociétés capitalistes ont délibérément choisi de créer dans le milieu de la recherche un climat d'insécurité qui, pour tenter d'expliquer l'absence de la recherche et la découverte, nous présente de faire couler un sang de recherche quand on sera le moins assuré de l'avenir. A l'interroger bien des chercheurs, on pourrait souvent deviner si l'in-

Dissuasion et enthousiasme

Il est sûr que le discours officiel sur le métier de chercheur insiste avec constance sur la question du rajeunissement indispensable et de la mobilité, condition de ce rajeunissement. Une réforme, à l'étude, du statut des chercheurs envisage de créer une « obligation de mobilité » comme condition préalable à l'accès à la maîtrise de recherche. M. Bernard-Pol Gregory, alors directeur général du C.N.R.S., déclarait, en janvier 1975 : « L'objectif de recherche professionnelle est une activité sélective pour les jeunes, mais souvent astreignants à long terme (...). Le métier de chercheur peut, certes, apporter un épanouissement à l'individu, mais il faut aussi, pour celui qui l'a fait, une autre chose. Selon notre schéma, c'est vers trente ans que ce chercheur doit s'engager dans la recherche. » A cela les syndicalistes de vieillir ?

La recherche oppose une revendication claire : « la titularisation ». Sans contester qu'une certaine mobilité soit nécessaire, par exemple d'une spécialité à une spécialité voisine, notamment pour adapter l'outil de la recherche à l'évolution des sciences et aux besoins de la collectivité nationale, les syndicalistes estiment que la mobilité à tout prix fait perdre une politique d'indépendance budgétaire, à long terme. Menacer les chercheurs, après quelques années, de passer dans la vie ou de se voir engagés ailleurs, certes, de recruter de nouveaux chercheurs moins bien rémunérés, mais cela risque aussi de « déstabiliser » des laboratoires de recherche ou des équipes dont la vitalité et l'efficacité dépendent, parfois du travail accompli pendant d'assez longues périodes.

Coupables de vieillir ?

L'idée que la recherche doit être un métier provoque parfois, a priori, réticence. Il est avéré que des esprits sans équilibre mental étonnent des universités ou

des grandes écoles apportent aux équipes un dynamisme et un enthousiasme qui sont, dans le milieu, des conditions essentielles de la réussite. En vieillissant, les chercheurs ont

tant, trop de chercheurs ont tendance à s'orienter plus profondément dans une spécialité où nul ne peut les rejoindre. Qui vient, de l'extérieur, leur demander des comptes ou des justifications à l'orientation de leurs recherches ? Ils passent facilement pour un spécialiste, un expert ou un jaloux. Crispations à des spécialités minuscules qui font avor-

UNE RELATIVE JEUNESSE

Le vieillissement de la population des chercheurs est un risque pour l'avenir, mais pas une fatalité. Si l'âge moyen d'entrée au C.N.R.S. est de 26 ans, il est de 34 ans pour les autres organismes publics. La moyenne d'âge des personnels de l'enseignement supérieur est de 34 ans. La moyenne d'âge des personnels de l'enseignement supérieur est de 34 ans. La moyenne d'âge des personnels de l'enseignement supérieur est de 34 ans.

« Les chercheurs », mathématiciens, 34 ans ; 7 mois ; physiciens, 34 ans ; 7 mois ; chimistes, 34 ans ; 7 mois ; sciences de la vie, 34 ans ; 7 mois ; sciences de la terre, 34 ans ; 7 mois ; sciences de l'atmosphère, 34 ans ; 7 mois ; sciences sociales, 34 ans ; 7 mois ; lettres, 34 ans ; 7 mois.

« Les chercheurs », sciences sociales, 34 ans ; lettres, 34 ans ; 7 mois. L'âge moyen plus élevé dans les sciences humaines s'explique par la durée plus grande de la thèse dans ces disciplines.

ser la connaissance dans des domaines où l'on ne sait peut-être rien. Par rapport à d'autres, certains chercheurs ne font plus évoluer la recherche. Ils la consolident. Ils valent, pour l'histoire, comme un peintre ou un sculpteur, mais ils ne valent pas pour la science. Ils ne valent pas pour la science. Ils ne valent pas pour la science.

peut être conservé que s'il peut prouver qu'il a « quelque chose » à dire. L'idée peut sembler simple, mais elle est complexe. Elle suppose une certaine mobilité. Mais cela suppose aussi des conditions préalables. Que les chercheurs puissent trouver, à l'extérieur, des emplois correspondant à leurs capacités et à leur goût. Mais aussi que la règle du « défendu de vieillir » s'applique à d'autres professions.

Pourquoi exiger d'un chercheur qu'il s'engage provisoirement dans ce métier, alors qu'on ne l'exige pas, qu'on sache, des profes-

Un autobus bondé

L'une des raisons — non avouées — pour lesquelles le gouvernement souhaite accélérer la mobilité de chercheurs qui dépendent des organismes publics est probablement la volonté de libérer des postes pour diminuer la pression des jeunes diplômés à l'entrée de ces organismes. Et, à l'intérieur d'un corps des chercheurs, accélérer le passage des échelons pour éviter l'immobilisation et les démissions de ceux qui attendent des années avant de changer de catégorie, quand ils en changent.

Le monde de la recherche peut se comparer à un autobus bondé passant devant une station où attendent quarante personnes. A trois personnes se faufilent. Une fois à l'intérieur, debout, elles doivent attendre qu'une place assise se libère, car le conducteur les a averties qu'il n'était pas question de créer de nouvelles places. Mais, par malheur, rares sont ceux qui quittent leur siège, et, après quelques stations, les voyageurs sont avertis que ceux qui sont debout près de la porte doivent sortir pour faire place à d'autres. Et ainsi de suite.

« Les chercheurs », sciences sociales, 34 ans ; lettres, 34 ans ; 7 mois. L'âge moyen plus élevé dans les sciences humaines s'explique par la durée plus grande de la thèse dans ces disciplines.

C'est ce que disent, dans beaucoup de laboratoires, les directeurs aux jeunes chercheurs sans contrat ou hors de statut ou de statut, le plus souvent, que pro-

posent des expédients. Tel directeur, par exemple, de compensation, parviendra à employer plusieurs mois supplémentaires un chercheur sorti du C.N.R.S. par la porte mais rentré clandestinement par la fenêtre. Tel autre distraira des crédits d'équipement pour payer un stagiaire. D'innombrables personnes sont ainsi en situation instable dans les organismes de recherche : sur le point de partir, sur le point d'entrer. A cheval sur deux contrats, sans être dans l'une des deux équipes, hibernant les préjugés, ils n'ont ni dedans.

Cette insécurité, dira-t-on, peut

poser des expédients. Tel directeur, par exemple, de compensation, parviendra à employer plusieurs mois supplémentaires un chercheur sorti du C.N.R.S. par la porte mais rentré clandestinement par la fenêtre. Tel autre distraira des crédits d'équipement pour payer un stagiaire. D'innombrables personnes sont ainsi en situation instable dans les organismes de recherche : sur le point de partir, sur le point d'entrer. A cheval sur deux contrats, sans être dans l'une des deux équipes, hibernant les préjugés, ils n'ont ni dedans.

Cette insécurité, dira-t-on, peut

« Si nous ne servons plus à rien... »

Certains comportements peuvent s'expliquer par la dissuasion qui a gagné, depuis 1968, de nombreux chercheurs. Jusqu'à cette date la recherche, en France, avait le vent en poupe. Les grands organismes publics roulaient à l'avant, les équipements s'entretenaient. Depuis lors deux phénomènes se sont ajoutés pour mettre au cœur des chercheurs une amertume durable. La recherche, en France, dans son produit intérieur brut, a la recherche a enregistré une baisse sensible ; mais aussi la science a fait l'objet d'attaques « contestataires » dont certains pensent que le « pouvoir » les a manipulées.

« On ne s'est pas donné une mauvaise conscience aux scientifiques », estiment les syndicalistes, qui

être dynamique et encourager les jeunes candidats à ne pas insister et oublier les bons. faire preuve de cette qualité première du chercheur : la patience. Beaucoup l'ont eue et l'ont perdue. L'absence de la spécialité scientifique. Mais peut-être aussi qu'ils renouent à un désir de sécurité d'emploi. Ce serait leur demander ce qu'on ne refuse à aucun autre corps de travailleurs.

A moins qu'on ne considère les chercheurs comme un « produit » à tous points de vue. Mais ce serait alors encourager le « pull sur soi » en créant dans une « tour d'ivoire » un monde dans la production. Ce serait d'une manière caricaturale encourager un comportement d'un chercheur qui est la défiance à l'égard des idées des autres qui le savent à l'expérience et l'ont éprouvé. Mais qu'il n'ait pas, à l'extérieur, d'orientation comme des autres de l'Etat, à qui l'on peut donner des orientations, demander des comptes et des résultats. Les chercheurs d'aujourd'hui ont une sensibilité très vive à l'égard des changements portés sur leur travail. Ils admettent mal que les crédits de leur discipline ne soient pas justes, prioritaires. Ils trouvent insupportable que des hommes politiques inexpérimentés ou des fonctionnaires sortis de l'ENA se mêlent de diriger leur vie, sans de leur suggérer tel type de recherche, directement ou indirectement.

« Si nous ne servons plus à rien... »

Certains comportements peuvent s'expliquer par la dissuasion qui a gagné, depuis 1968, de nombreux chercheurs. Jusqu'à cette date la recherche, en France, avait le vent en poupe. Les grands organismes publics roulaient à l'avant, les équipements s'entretenaient. Depuis lors deux phénomènes se sont ajoutés pour mettre au cœur des chercheurs une amertume durable. La recherche, en France, dans son produit intérieur brut, a la recherche a enregistré une baisse sensible ; mais aussi la science a fait l'objet d'attaques « contestataires » dont certains pensent que le « pouvoir » les a manipulées.

« On ne s'est pas donné une mauvaise conscience aux scientifiques », estiment les syndicalistes, qui

FIN

Alfasud 2, 4 portes et break · Giulia Nuova Super 1,3 et 1,6
Alfetta Berlina 1,6 et 1,8 · Spider 1,6 et 2000 · Alfetta Coupé G.T. 1,6 et G.T.V. 2000

Et en 1ère mondiale à Paris, le coupé 4 places Alfa Romeo.

2 grandes places à l'arrière, 7 CV, 5 vitesses, 4 cylindres, 1286 cm³, 76 CV DIN à 6000 tr/min, 1 carburateur double corps inversé, 4 freins à disques assistés, pare-brise stratifié de sécurité, 6 positions du volant, 4 phares à iode, coffre de 325 litres.
Consommation aux 100 kilomètres :
6,6 à 90 km/heure (vitesse stabilisée),
8,7 à 120 km/heure (vitesse stabilisée),
10,0 l en cycle-type urbain (Normes U.T.A.C.),
34.990 F clés en main (TVA N° 87 du 1.09.76).



Crédit universel

D'une Turquie à l'autre

Les secrets du harem

La montagne sculptée

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.
★ Office national du tourisme de Turquie :
105, Champs-Élysées 75008 Paris. Tél. 224-78-55.

Salon

ENTRE « PROS »

ONZE CENTES marques françaises et étrangères représentées sur 693 stands, 24 nations représentées, 35 000 mètres carrés d'exposition... Le 23^e Salon Equip'Hôtel-Collectivités ne fa

l'ura pas à la règle qui est la sienne depuis maintenant près d'un quart de siècle : rassembler un fois l'an tous les professionnels de l'hôtellerie, de la restauration, des cafés et des collectivités.

Outre l'exposition proprement dite, un certain nombre de manifestations (journées d'étude, tables rondes, assemblées générales d'organismes professionnels, etc.) auront lieu durant cette semaine.

* Porte de Versailles, Paris 17 et 20 octobre, de 9 h. à 20 heures. Nocturne jusqu'à 22 heures, samedi 18.

Commissariat général : 13, rue Légar, 75001 Paris, tél. 230-64-00.

**• LE JOYAU
DES CHATEAUX-HOTELS •**
A 210 km de Paris, sur le par-
cours Paris-Vichy-Côte d'Azur,
(R.N. 7)
POUGUES-LES-EAUX (NIÈVRE)
Tél. : (83) 68-21-92

RENOYER CE COUPON-REPONSE A
JUMBO-PARIS-SUD
 Galerie marchande
 28, av. Général-Lacière
 75014 PARIS
Tél. : 530-37-36 ou 46-71
 Veuillez retourner la brochure
JUMBO
 à M. _____
 Adresse _____
 Ville _____
 Code postal _____
 Joindre 3 francs en timbres pour
 frais d'envoi

ASIE CONTACT D

- **BANGKOK ET PLAGE DE PAT**
11 j., hôtel 1^{re} catégorie, 3.
- **DECOUVERTE DE LA THAILA**
en voiture privée avec chauffeur-guide parlant français, 11 j., 4.985 F.

AIR ALLIANCE

4, rue de l'Échelle - 75001 Paris
3 bis, rue du Voltaire - 75003 Paris
Tél. : 220.74.93 & 242.99 326.76 25
ou chez votre agent de voyages

DÉCOUVERTE

TAYA
380 F
LANDE

Nom _____

Adresse _____

Code Postal _____

Ville _____

Je désire recevoir gratuitement :
votre brochure. L. A 744

MONCEAU VOYAGES

Voyage en **BIEN**
de la Campagne **PAN-AM**

Départ : 10 novembre 76
Retour : 14 novembre 76

Long week-end à New-York
(Accompagnateur français)

Hôtel **PRINCE GEORGE**

Prix : 1.800 francs

Le prix comprend : voyage aller-retour, transfert aller et retour aéroport, petits-déjeuners, visite de la ville.
Supplément en chambre individuelle : 100 F

Renseignements et inscriptions :
MONCEAU VOYAGES
83 bis, rue de Corcelles, — 75017 PARIS
Tél. : 924-92-14 - 924-92-73

Cette année, passez les fêtes en Méditerranée...

Croisière
'Noël en Terre Sainte'
SICILE • TUNISIE • CRÈTE • ÉGYPTES • ISRAËL
TURQUIE • GRÈCE • ITALIE



Vivez le Noël le plus exaltant de votre vie à Jérusalem, Bethlém, Nazareth. Suivez le sillage des croisés et visitez Jérusalem, Carthage, les pyramides, Istanbul, Smyrne, Athènes... Réveillez-vous en mer au champagne ! Partez sur Azur, le plus décontracté des navires croisières !

à bord d'Azur

Du 18 décembre au 2 janvier
Départ de Toulon
15 jours.
À partir de 3600 F.

Prenez le large avec Paquet.

CROISIÈRES
PAQUET
DECOUVERTE

Renseignements et réservations : Agence de Voyages ou Croisières Paquet :
PARIS : 5, bd Malesherbes 75008. Tél. 262.57.29
Marseille : 70, rue de la République 13002. Tél. 91.81.21
Nice : 2, rue Hahy 06000. Tél. 92.14.88

Tourisme

FORUMS EN MONTAGNE

A Courchevel, la culture prend de l'altitude

COURCHEVEL n'est pas qu'une station de sports d'hiver égarée, c'est aussi un site privilégié, un de ces sites écartés à l'écart de l'agitation où l'homme moderne ayant les pollutions corporelles du corps et de l'esprit a une bonne chance de se retrouver, de se sentir bien dans sa peau. La montagne devient terrain de détente et d'expansion, sans que l'indigne. Le décor majestueux des cimes, la limpidité de la lumière, la pureté de l'atmosphère et, disent certains, d'étranges conjonctions telluriques en font un grand balcon protégé. Les sociologues ont observé que les individus s'y abandonnent plus facilement qu'ailleurs, avec une curiosité renouvelée, et se retrouvent leur équilibre.

En créant il y a quelques années la Fondation pour l'action culturelle en montagne (FACIM), M. Gilles de la Rocque, directeur de la station de Courchevel, avait des ambitions qui paraissent à certains démesurées. Il ne s'agit pas de ramener à la montagne, à deux pas du Parc national de la Vanoise, loin des carrefours traditionnels gérés avec condescendance, des hommes de bonne volonté prêts à débattre entre eux des interrogations que posent la culture, la santé, les sciences, l'économie, la technologie, l'information, la paix dans le monde, etc. Cette qualité de la vie dont on a découvert qu'elle est indispensable depuis que nous souffrons de sa déchéance.

L'idée d'un centre d'échanges internationaux est née spontanément au cours des saisons hivernales quand on vit des diplomates, des journalistes, des techniciens de l'économie appartenant à des communautés philosophiques ou philosophiques aux orientations différentes s'entretenir au sein des pistes dans une ambiance détendue des grands problèmes habituellement évacués au cours des conférences officielles. C'est ainsi que l'on vit des Chinois bavarder avec des Russes et des Israéliens discuter des Arabes.

« Dans l'esprit d'Helsinki »

Après plusieurs années de tergiversations et d'alternances, la Fondation, née de la volonté des autorités départementales et communales, est devenue par trois mil-
lions de francs de subventions départementales, régionales, nationales, européennes, affaires culturelles et touristiques, vient d'être reconnue par l'État. Elle a permis aussi aux bénévoles de se mettre à l'ouvrage. Pour l'hiver, le centre d'échanges internationaux n'est qu'un chantier comme les autres, mais, en janvier 1978, il pourra accueillir les premières colloques et séminaires dans un cadre fonctionnel. L'un des objectifs des promoteurs du centre est de développer les rapports Est-Ouest et dans l'esprit d'Helsinki.

Entre le carrefour animé que constitue une grande station et le désert de l'altitude, le centre sera construit par un ensemble de bâtiments dus au collectif d'architecture Labro-Orsini, et qui s'intégreront discrètement dans le décor montagneux sur un plateau au milieu d'un méli-mélo de sapins.

Le principe qui a présidé aux choix architecturaux est de « rendre possibles toutes les formes d'entente et de coopération par le découpage des surfaces et des volumes, le jeu des formes, la nature des matériaux ». Ainsi, chaque espace sera aménagé en cellules capables de servir une fonction spécifique : échanges confidentiels, travaux de commission, séminaires, conférences, représentations. Toutes ces salles seront reliées entre elles par des galeries, des plans libres, sortes de passerelles abritées qui faciliteront la circulation en prolongeant les rencontres. On trouvera ainsi autour d'un grand auditorium de quatre cents places (équipé, comme toutes les cellules, pour la radio-télévision) neuf salles de commissions de vingt à quarante places avec enregistrement, diffusion audio-visuelle, y compris la télévision couleur, celle-ci complétée d'un système permettant les échanges en duplex image et son avec la grande salle et d'autres cellules. Une salle permettra de réunir des conférences « confidentielles » et pour vingt et quarante personnes. Dans les galeries, foyers, halls d'accueil, on pourra suivre la diffusion simultanée des parties publiques des manifestations.

Cette réalisation française éveille déjà de nombreuses sympathies, aussi bien dans les gouvernements étrangers que parmi les hommes qui préoccupent l'avenir du monde. Le sénateur Charles Percey, de l'Illinois, le professeur Joseph Slater, président du premier centre culturel américain, le vaticaniste Yehudi Menuhin sont parmi les personnalités de stature internationale qui ont offert leur concours, comme le Premier ministre du Canada, qui a estimé que c'est un ambitieux projet favorisant la fraternité des cultures et des hommes. Quant aux donateurs, ils commencent à se manifester grandement. À l'exemple du patronat japonais, qui fait cadeau au centre du matériel de radio-télévision. Un cadeau de 600 000 francs !

MAURICE DENIZIERE.
FACIM, 42, rue Scheffer, 75016 Paris.

UN FERMIER ET SON PARISIEN

(Suite de la page 17.)

« Asperguez-moi, nous ne connaissons pas d'étrangers », explique Mme Legrand. « A présent, nous sommes seuls qui font Noël. Les fils, qui apprennent l'anglais, a pu se perfectionner auprès de nos hôtes d'Europe-Marché, nombreux cette année. Surtout, nous bavardons avec les clients et le mot est libéré. » Nous sommes un administrateur, c'était intéressant pour moi qui m'occupe de la coopération », reconnaît de son côté M. Legrand. L'amitié, cependant, avait-elle vraiment ses chances de cultiver ?

« Il y a beaucoup de passage ici, avoue Mme Legrand. » « Nous sommes pas restés assez longtemps pour que des véritables liens se nouent, semble regretter M. Legrand. Et pourtant, ce n'est pas comme à l'hôtel. Mais à ce prix là... » « Nous n'avons rien pour prendre nos clients, qui se pressent dans nos salles. Il n'y a pas de table dans la chambre, et un tour d'œuvre nous avons foué aux cartes sur nos lits », se souvient Mme Legrand.

Curieuse, on pourrait décliner chez ces citadins modestes comme un goût ancien de bergère. L'image du paradis vert et opposé à l'enter des villes et c'est si bien imposé qu'on ne voit pas la campagne telle qu'elle est vraiment : dure, froide l'hiver ; et la terre est beige et dissimulée auvergne. L'homme des champs est devenu lui-même un personnage digne de toutes les attentions. Technicien de la terre, il est expert en étranges pratiques. « Le soir, quand nous rentrons après 8 heures, nous ne faisons pas de bruit. M. Legrand, encore presque un doigt sur la bouche, car les agriculteurs se lèvent tôt le matin. » « Et si n'ont même pas venir voir la trouille par crainte de déranger les bêtes », avoue amusé M. Legrand.

Qu'en conclure ? Pour les uns, une activité d'appoint ; pour les autres, des vacances à bas prix ; à proximité souvent des centres touristiques traditionnels. « Nous voudrions dire, près de la mer », fait-il alors penser que des vacances à la ferme qui favorisent le tourisme diffèrent pour autant aux hommes de se comprendre, comme pourraient

l'espérer d'une telle ferme les idéalistes de tous poils ? « Si tout va bien, nos clients pourraient se convertir dans l'agriculture », estime Mme Legrand. Ce n'est pas l'esprit de lucre, mais le souci compréhensible de gagner un peu plus d'argent dans le vent d'une mode.

D'autres agriculteurs se veulent d'ailleurs pas de cette attitude. « Les gens de la ville, nous en avons parmi nos amis, disent-ils. Nous les recevons à bras ouverts, mais nous sommes des agriculteurs. L'hôte, c'est un autre métier. » Pourtant, le témoignage des Richelli a aussi son importance. « Nous avons possédé des moments très agréables. Les gens nous aiment dans le champ, du soleil et la nuit près d'un vieux chalet, nous jouons-nous. » Un jour, le propriétaire est venu jusqu'à eux : « L'an prochain, descendez chez moi, et leur a-t-il proposé... »

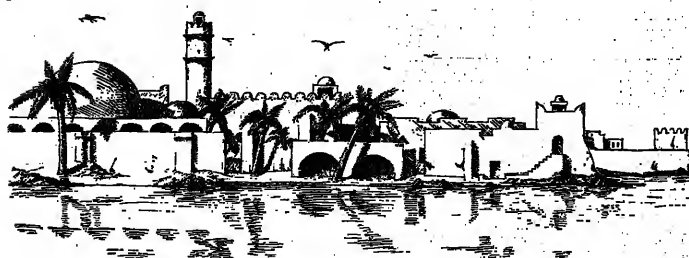
CHRISTIAN COLOMBANI.
« Vacances à la ferme, par Roger Pichère et Michel Smith. Deuxième édition, 1975, 128 pages. Editions Balland, prix : 28 F.

un choix immense de résidences en location mer et montagne pour vos vacances

Location
Loisirs

5, rue de la République 75001 Paris
75009 Chambéry 75350945

Le soleil est parti avec les hirondelles. En Tunisie.



Même les hirondelles le savent. La Tunisie, c'est vaste et accueillant : 1200 km de plages, et des centaines d'hôtels ultra-modernes et confortables. Vous y retrouverez sans peine le sens de l'espace. La Tunisie, ce n'est pas loin. Et même si vous partez au dernier moment, vous aurez toujours votre place au soleil.

Contactez votre agent de voyage ou l'Office du Tourisme Tunisien : 32, avenue de l'Opéra, 75002 Paris.
La Tunisie. Une terre. Des hommes.

JP 14 62 150

La Bretagne en forêt profonde

Jusqu'au milieu du dix-neuvième siècle, le château resta délabré, mais les ducs de Rohan le firent restaurer (ce que nous le verrons) et il fut transformé en palais, presque totalement semblable et parfaitement cylindrique, comprenant quatre étages et un étage de soubassement, caractérisés par la fortissime nudité. Mais, lorsque, après avoir admiré les salles principales qui paraissent avoir été construites au dix-huitième dans la cour intérieure, d'est un tout autre château que nous apparaît : le corps de logis modernisé au dix-neuvième siècle. En 1800 et 1801, présente une façade magnifiquement décorée et finement sculptée, le rez-de-chaussée, plusieurs étages, une galerie à l'étage, des colonnes lucarnes à deux étages reliées entre elles à la hauteur du toit par une galerie ou galerie de circulation. Le rez-de-chaussée, à été lui aussi habilement restauré ; on peut y voir, en particulier, plusieurs cheminées du

que par le passé et au plus les mêmes que sur les autres sites bloqués.

Une prévention attentive et permanente serait possible, mais différenciée selon les sites. Prenons, par exemple, un jardinage mobile, les seuls pouvoirs de relevance sur les lieux concernés. Or le parc de la ville de Paris est quasiment plus inactif en tout cas sous-employé (jardiniers ramassant des feuilles sur des sites perdus, sans surveillance, sans entretien) ; il n'existent pas, permanence des entretiens sur les heures creuses). Enfin, vous n'êtes pas seul, seules les fleurs et les arbres se soucient de vous. On peut représenter une réserve naturelle remarquable dans une zone de plus en plus construite, mais qui n'est pas protégée, sans surveillance, sans protection. Aussi, les habitants de la région en font un lieu de promenade (enfants des écoles, adultes en vacances, etc.) ; ils ne paient pas les taxes sur les passages ne les rendra que plus accessibles

le point
85

85 Saint-Michel
75005 Paris
321 60 50

BON A DÉCOUPER
et coller sur l'annuaire 1987.

vous recevrez à domicile les sports d'été

mai 1986

**Cavaliers, jouez au tennis.
Joueurs de tennis, essayez-vous au golf.
Golfeurs, tirez à l'arc.
Tireurs à l'arc, faites de la marche.
Marcheurs, devenez cavaliers.**

Pompadour.
Club Méditerranée.



Maison

de murs

vraie sole, un «apomac» en tégol existe en divers décors de style et dans une palette de couleurs (collection «57», 130 à 180 P le mètre en 130 cm). En tégol-sole, un doprin de 270 cm de large apparaît chez deux fabricants de volages, Triomphe et Renaud.

La nouvelle génération des revêtements textiles est conçue sur un papier, à coller au mur. Cette pose est plus facile que l'agencement d'un tissu : elle exige, toutefois, la préparation du mur (comme pour un papier peint) et les fils doivent être soigneusement collés bord à bord.

Les synthétiques aussi

En lin, le tissu sur papier se présente sous l'aspect d'une toile fine (Sommer), d'un tissage chiné («Apex», Carles Legrand), ou à fort relief («Anolin», Anorol). Leurs prix vont de 40 à 90 P le mètre carré. En pure laine, les revêtements sont constitués de brins plus ou moins gros, juxtaposés («Agolaine», Anorol, de 95 à 100 P le mètre carré) ou agencés de motifs, toujours dans des tons naturels (Lorain, de 92 à 104 P le mètre en 76 cm). Un drap fin, composé de 50 % laine et 50 % Nylon, a un bel aspect velouté (Nobis international, 50 P le mètre en 65 cm).

Les fibres synthétiques de laines naturelles sont largement utilisées en revêtement mural sur papier, dont les prix s'échelonnent de 32 à 45 P le mètre carré. Parmi ceux de tons unis, le «Sommet» de Sommer est à struc-

ture de fils fins, le «tissé» de Toilets forme grille et, tout nouveau, un tissu en fibres de verre (totalement incombustible) a un aspect granité («Miramir-Verre», Delamir).

Jeux de lignes verticales, plus ou moins en relief et diversément colorées, pour la nouvelle collection des «tissés» d'Inludis, vendus 130 P environ le rouleau de 5,50 x 0,75 m, en effet de tweed chez Lesud. Ces deux types de revêtements sont disponibles, c'est-à-dire que leur surface peut se détacher du support papier, celui-ci restant collé au mur. Une nouvelle structure textile d'aspect velouté, mise au point par Du Pont de Nemours, est utilisée par Muratex pour un revêtement mural sur papier. Le tissu comprend des faux unis et des imprimés à discrets motifs, dans des coloris clairs.

JANY AUBIAME

* Les tissus à tendre au mur sont vendus dans les magasins de tissus ou chez les tapissiers, les tissus sur papier dans les boutiques de revêtement textile et de revêtement mural.

● La première machine française qui lave et sèche le linge vient de sortir. D'une capacité de 45 kilos, elle ne mesure que 45 centimètres de large ; son essorage est progressif, en quatre étapes allant de 50 à 850 tours/minute. La machine ne sèche que 2,5 kilos à la fois, ce qui implique une décharge partielle du tambour. (Le Solidaire, Thomson, 2.900 P environ).

A MELUN, CALECO 1976

Le 1^{er} Salon du Chauffage, de l'Economie d'Énergie et des Énergies nouvelles fut, cette année encore, une réussite remarquable. Dans le cadre moderne de la Salle des Fêtes de Melun, les 40 exposants ont su rassembler, à l'échelon industriel ou artisanal, toutes les productions concernant le chauffage, l'isolation, la ventilation mécanique, la récupération d'énergie, la conversion d'énergie, les énergies nouvelles et énergies libres.

C'était le but de l'Association pour la promotion du chauffage et son économie par l'isolation et la régulation, et du Centre E.D.F. de Melun, du rapprocher par des rencontres, des échanges, des consultations et des démonstrations, les installateurs, et de faire connaître et évoluer les techniques nouvelles pour une économie certaine et contre le gaspillage de l'énergie.

OCTOBRE ateliers

ASP

Carrelages, nappes de bain-exposition, robinetterie, colliers agricoles, chaudières.

mois du carrelage

plus de 1000 modèles (matières, styles, modernité)

15% DE REMISE

sur tous les articles «à emporter» marqués d'un canard

A.S.P. EZANVILLE : à 20 mn de Paris - nationale 1
Route de Beauvais, sortie Ezanville - correspondance
B.P. 7 - 95460 Ezanville - 5000 m² d'exposition
ouverture de 9 h à 12 h 30, de 13 h 30 à 19 h 30
même le dimanche. Nocturne le mercredi - tél. 991.92.13.

A.S.P. CRETEIL : Centre commercial CRETEIL SOLEIL
tél. 865.04.82

A.S.P. BELLE ÉPINE : Centre commercial BELLE ÉPINE
tél. 266.77.79

A.S.P. PARIS : 133, avenue de Clichy - tél. 225.00.93
M^e Brochant - Nocturne le mercredi

Maison

Coûts de bottes

triomphe auprès des jeunes — et de ceux qui veulent le rester...

Nous avons assisté à quelques casals (thèmes en France, mais le bottier François Villon (1) vient



(Croquis de Murex)

MALGRÉ les fluctuations du change avec l'Italie, notre principal fournisseur de chaussures et de bottes de prestige, les prix continuent de grimper. Et la botte italienne à 1000 P en peausserie naturelle ou en fausse se vend toujours. Chez les spécialistes (André, Bally, Charles Jourdan, Carrel, Renaud, Heyraud et les six cents magasins adhérents du groupe Cédas) les prix des bottes oscillent entre 250 P, pour les modèles de cow-boy courtes, jusqu'à 750 P environ.

Les modèles de ces hiver tout proche marquent un retour au bon sens, qui voudrait que les bottes, comme les chaussures, habillent le pied sans le déformer, d'où le succès des bottes plates ou à talons bas, en cuir naturel, qui s'adaptent au mollet sans le comprimer, toujours cette même optique du confort.

Mais voici une nouveauté d'origine Atlantique dont nous avons parlé l'année dernière : l'avènement de la «chaussure de terre», d'après le nom breton de la société américaine «Earth Shoes» qui produit des souliers de marche, bottes et sandales dont la forme et la coupe cherchent avant tout à redonner au pied un aplomb «naturel». En quelque sorte, le retour à la démarche «pré-sapientielle» telle que la pratiquent par exemple, pieds nus, les Indiens d'Amérique. Aux États-Unis, ce type de chaussures

● Comment les entretenir ? Les bottes en cuir naturel se lavent au savon de sile et se nourrissent à l'huile de vison. La bombe imperméabilisante et antitaches de M. Pécot particulièrement bien sur le chevreau sué. Les gants en toile ou peau Vici ou Kivi entretiennent le cuir et la collent dans les plis, dans les vernis, gardent leur brillant, une fois brossés avec une crème ou une bombe spéciale. On vend dans les magasins de chaussures, chez les cordonniers et les marchands de chaussures.

de conclure un accord avec «Barth Shoe» dont il adaptera les semelles au style de ses modèles destinés au goût français et européen. Des modèles en vernis de tons éclatants pour les chaussures «fillette» à bride, et aussi des mocassins, souliers de golf, sabots sans talons et bottes. Les premières livraisons sont attendues pour la fin de ce mois (de 250 P à 750 P pour les bottes de veau gras rustique).

Chaussures à bascule

En fait, les premières «chaussures nature» que nous avons pu essayer sont canadiennes. En effet, Boots (2) a ouvert son premier point de vente parisien il y a un an et vient d'inaugurer chez Brummel, au Printemps, une boutique mixte où des vendeurs spécialistes sauront ajuster à chaque pied ces chaussures, qui se distinguent par une semelle à bascule soutenant la voûte plantaire grâce à une courbe intérieure et s'adaptant vers le talon surbaisé. Seul inconvénient, sur le plan esthétique, une forme très élargie du bout pour ne pas déformer le pied, il existe toute une gamme de modèles, de la sandale à la botte, en beaux cuirs naturels (de 125 P à 410 P). Les tailles vont du 36 1/2 au 46, en trois largeurs et quatre teintes de base.

Laissons à la chaussure de demain, le styliste Maude Frison (3), elle, confirme la popularité de la botte de chasse plate à lacer par derrière ou d'un type plus classique à talon de 40 mm, toujours rustique, en mélange de veau aux tons clairs, de colle-

sardes dans le même esprit, enfin du chevreau retourné et coloré vives. Ancien mannequin, Maude Frison a débrouillé sa propre petite usine près de Venise, des boutiques à Cannes et à Saint-Tropez. Ses clientes de taille moyenne, après les avoir boudées au début, acceptent à présent les chaussures à talon bas, jusqu'elles prises des seules clientes marquant plus de 2 m 70. Mais elle n'abandonne pas pour autant les talons hauts, prévoyant pour la plage des chaussures hauts perchées à fins talons, une série moyenne et toutes sortes de formes plates, le plus souvent en tresses dorées.

Le bottier Lobb, chez Hermès (4), lance une série de chaussures mi-ville, mi-campagne en prêt-à-porter, coupées dans les mêmes peaux que les précédentes. Les prix vont de 80 P à 120 P pour les bottes. André Pfister (5), le spécialiste des pieds longs et minces, les habille volontiers de chevrons de formes strictes unis aux bouts naturels et confortables. Une série bordée d'un bottier, à petit talon et sans sur la coup de pied rappelle la ballerine, tandis qu'un escarpin à talon bobine moyen, toujours en chevreau sué, marque le retour à une note mil-ville, mi-habillée abonnée depuis quelques saisons.

NATHALIE MONT-SERVAN.

(1) 27, rue Saint-Hippolyte (9^e), 55, rue Beaupré (6^e).
(2) 20, rue Saint-Sulpice (7^e).
(3) 43, rue des Saints-Pères (7^e).
(4) 24, rue Saint-Hippolyte (9^e).
(5) 4, rue Cambon, 55, rue du Four (6^e).

CAVITTE?

est une nouvelle méthode de remède avec cheveux perdus, pointement, lésions, etc.

Pour recevoir tous renseignements, veuillez envoyer le coupon.

Nom _____

Adresse _____

502, Esplanade Rd. Sheffield, G-6.

EMPIRE FOURRURES

Une collection à vous couper le souffle

RENARDS à partir de 3500 F

VISON. LOUP. RAGONDIN.

8, Avenue de Wagram (boutique d'angle)

Place de l'Étoile 75008 Paris

tél. 227.22.32 - 622.55.60

Fondateur E. Gendron - coupe et cuir de son goût français

Christian Dior

BOULIQUE FOURRURE

UNE NOUVELLE BOULIQUE FOURRURE

11 bis, rue François-I^{er} - Paris 8^e

COLLECTION PRÊT-À-PORTER FOURRURE

Une grande variété de modèles et de coloris

monture sport 2900 F - pelisse 5000 F

veste renard 9800 F - manteau vison 15.500 F

ouvert tous les jours de 9 h 30 à 18 h 30

ACTUELLEMENT AU CCC

la collection Automne 76 signée

Raincoafe.

C.C.C. : de l'imperméable et bien d'autres choses

39/41, bd Haussmann

LOISIR C'EST PAS MOISIR.

Le Stadium.

Aux Olympiades. 66 av. d'Ivry - Paris 13^e - Tél. 583.48.82.
20 activités sportives. Restaurant. Spectacles.

Hippisme

Sacrée pause café !

Semaine où la turbulence s'empare sur la piste. Le cheval du soir est Jean Beyer, propriété de l'armateur indien M. Tikhov et gagnant le 12 septembre, à Longchamp du tiers de l'Union.

Un contrôle anti-doping effectué sur le cheval après la course, a révélé positif la présence d'un dénaturation garde encore active les résidus de l'usage de l'Union, mais celle-ci — selon les différents recensements effectués — ne peut procéder dans la piste mondiale de l'Union, car elle n'est pas en possession de l'Union.

En fait, le cas de Jean Beyer en Angleterre de fin juillet 1976. On peut d'abord résumer. Comme des écuries à la pointe de la renommée mondiale pour leur savoir faire, ont produit un produit appelé "Union". Comme des écuries à la pointe de la renommée mondiale pour leur savoir faire, ont produit un produit appelé "Union".

Il y avait la "Union" qui était le "traitement" du cheval, sur lequel les experts de la Société d'entraînement ont probablement des soupçons, car il n'est pas autorisé — et puis, après le "traitement", il est devenu un "cheval" pour un "cheval" de l'Union.

En fait, le cas de Jean Beyer en Angleterre de fin juillet 1976. On peut d'abord résumer. Comme des écuries à la pointe de la renommée mondiale pour leur savoir faire, ont produit un produit appelé "Union". Comme des écuries à la pointe de la renommée mondiale pour leur savoir faire, ont produit un produit appelé "Union".

Le cheval du soir est Jean Beyer, propriété de l'armateur indien M. Tikhov et gagnant le 12 septembre, à Longchamp du tiers de l'Union.

Un contrôle anti-doping effectué sur le cheval après la course, a révélé positif la présence d'un dénaturation garde encore active les résidus de l'usage de l'Union, mais celle-ci — selon les différents recensements effectués — ne peut procéder dans la piste mondiale de l'Union, car elle n'est pas en possession de l'Union.

En fait, le cas de Jean Beyer en Angleterre de fin juillet 1976. On peut d'abord résumer. Comme des écuries à la pointe de la renommée mondiale pour leur savoir faire, ont produit un produit appelé "Union". Comme des écuries à la pointe de la renommée mondiale pour leur savoir faire, ont produit un produit appelé "Union".

Jeux

ÉCHECS

TOUT SIMPLEMENT

Requiem championnat du monde par correspondance

Blancs : M. SUDOVICH
Noirs : N. DALLER

Gambit de la D.

1. d4 Cf3 2. Cf3 Cc6 3. d5 Cf5 4. Cc3 Cc7 5. e4 Cg4 6. f3 Cg5 7. f4 Cg4 8. f5 Cg5 9. f6 Cg4 10. f7 Cg4 11. f8 Cg4 12. f9 Cg4 13. f10 Cg4 14. f11 Cg4 15. f12 Cg4 16. f13 Cg4 17. f14 Cg4 18. f15 Cg4 19. f16 Cg4 20. f17 Cg4 21. f18 Cg4 22. f19 Cg4 23. f20 Cg4 24. f21 Cg4 25. f22 Cg4 26. f23 Cg4 27. f24 Cg4 28. f25 Cg4 29. f26 Cg4 30. f27 Cg4 31. f28 Cg4 32. f29 Cg4 33. f30 Cg4 34. f31 Cg4 35. f32 Cg4 36. f33 Cg4 37. f34 Cg4 38. f35 Cg4 39. f36 Cg4 40. f37 Cg4 41. f38 Cg4 42. f39 Cg4 43. f40 Cg4 44. f41 Cg4 45. f42 Cg4 46. f43 Cg4 47. f44 Cg4 48. f45 Cg4 49. f46 Cg4 50. f47 Cg4 51. f48 Cg4 52. f49 Cg4 53. f50 Cg4 54. f51 Cg4 55. f52 Cg4 56. f53 Cg4 57. f54 Cg4 58. f55 Cg4 59. f56 Cg4 60. f57 Cg4 61. f58 Cg4 62. f59 Cg4 63. f60 Cg4 64. f61 Cg4 65. f62 Cg4 66. f63 Cg4 67. f64 Cg4 68. f65 Cg4 69. f66 Cg4 70. f67 Cg4 71. f68 Cg4 72. f69 Cg4 73. f70 Cg4 74. f71 Cg4 75. f72 Cg4 76. f73 Cg4 77. f74 Cg4 78. f75 Cg4 79. f76 Cg4 80. f77 Cg4 81. f78 Cg4 82. f79 Cg4 83. f80 Cg4 84. f81 Cg4 85. f82 Cg4 86. f83 Cg4 87. f84 Cg4 88. f85 Cg4 89. f86 Cg4 90. f87 Cg4 91. f88 Cg4 92. f89 Cg4 93. f90 Cg4 94. f91 Cg4 95. f92 Cg4 96. f93 Cg4 97. f94 Cg4 98. f95 Cg4 99. f96 Cg4 100. f97 Cg4 101. f98 Cg4 102. f99 Cg4 103. f100 Cg4 104. f101 Cg4 105. f102 Cg4 106. f103 Cg4 107. f104 Cg4 108. f105 Cg4 109. f106 Cg4 110. f107 Cg4 111. f108 Cg4 112. f109 Cg4 113. f110 Cg4 114. f111 Cg4 115. f112 Cg4 116. f113 Cg4 117. f114 Cg4 118. f115 Cg4 119. f116 Cg4 120. f117 Cg4 121. f118 Cg4 122. f119 Cg4 123. f120 Cg4 124. f121 Cg4 125. f122 Cg4 126. f123 Cg4 127. f124 Cg4 128. f125 Cg4 129. f126 Cg4 130. f127 Cg4 131. f128 Cg4 132. f129 Cg4 133. f130 Cg4 134. f131 Cg4 135. f132 Cg4 136. f133 Cg4 137. f134 Cg4 138. f135 Cg4 139. f136 Cg4 140. f137 Cg4 141. f138 Cg4 142. f139 Cg4 143. f140 Cg4 144. f141 Cg4 145. f142 Cg4 146. f143 Cg4 147. f144 Cg4 148. f145 Cg4 149. f146 Cg4 150. f147 Cg4 151. f148 Cg4 152. f149 Cg4 153. f150 Cg4 154. f151 Cg4 155. f152 Cg4 156. f153 Cg4 157. f154 Cg4 158. f155 Cg4 159. f156 Cg4 160. f157 Cg4 161. f158 Cg4 162. f159 Cg4 163. f160 Cg4 164. f161 Cg4 165. f162 Cg4 166. f163 Cg4 167. f164 Cg4 168. f165 Cg4 169. f166 Cg4 170. f167 Cg4 171. f168 Cg4 172. f169 Cg4 173. f170 Cg4 174. f171 Cg4 175. f172 Cg4 176. f173 Cg4 177. f174 Cg4 178. f175 Cg4 179. f176 Cg4 180. f177 Cg4 181. f178 Cg4 182. f179 Cg4 183. f180 Cg4 184. f181 Cg4 185. f182 Cg4 186. f183 Cg4 187. f184 Cg4 188. f185 Cg4 189. f186 Cg4 190. f187 Cg4 191. f188 Cg4 192. f189 Cg4 193. f190 Cg4 194. f191 Cg4 195. f192 Cg4 196. f193 Cg4 197. f194 Cg4 198. f195 Cg4 199. f196 Cg4 200. f197 Cg4 201. f198 Cg4 202. f199 Cg4 203. f200 Cg4 204. f201 Cg4 205. f202 Cg4 206. f203 Cg4 207. f204 Cg4 208. f205 Cg4 209. f206 Cg4 210. f207 Cg4 211. f208 Cg4 212. f209 Cg4 213. f210 Cg4 214. f211 Cg4 215. f212 Cg4 216. f213 Cg4 217. f214 Cg4 218. f215 Cg4 219. f216 Cg4 220. f217 Cg4 221. f218 Cg4 222. f219 Cg4 223. f220 Cg4 224. f221 Cg4 225. f222 Cg4 226. f223 Cg4 227. f224 Cg4 228. f225 Cg4 229. f226 Cg4 230. f227 Cg4 231. f228 Cg4 232. f229 Cg4 233. f230 Cg4 234. f231 Cg4 235. f232 Cg4 236. f233 Cg4 237. f234 Cg4 238. f235 Cg4 239. f236 Cg4 240. f237 Cg4 241. f238 Cg4 242. f239 Cg4 243. f240 Cg4 244. f241 Cg4 245. f242 Cg4 246. f243 Cg4 247. f244 Cg4 248. f245 Cg4 249. f246 Cg4 250. f247 Cg4 251. f248 Cg4 252. f249 Cg4 253. f250 Cg4 254. f251 Cg4 255. f252 Cg4 256. f253 Cg4 257. f254 Cg4 258. f255 Cg4 259. f256 Cg4 260. f257 Cg4 261. f258 Cg4 262. f259 Cg4 263. f260 Cg4 264. f261 Cg4 265. f262 Cg4 266. f263 Cg4 267. f264 Cg4 268. f265 Cg4 269. f266 Cg4 270. f267 Cg4 271. f268 Cg4 272. f269 Cg4 273. f270 Cg4 274. f271 Cg4 275. f272 Cg4 276. f273 Cg4 277. f274 Cg4 278. f275 Cg4 279. f276 Cg4 280. f277 Cg4 281. f278 Cg4 282. f279 Cg4 283. f280 Cg4 284. f281 Cg4 285. f282 Cg4 286. f283 Cg4 287. f284 Cg4 288. f285 Cg4 289. f286 Cg4 290. f287 Cg4 291. f288 Cg4 292. f289 Cg4 293. f290 Cg4 294. f291 Cg4 295. f292 Cg4 296. f293 Cg4 297. f294 Cg4 298. f295 Cg4 299. f296 Cg4 300. f297 Cg4 301. f298 Cg4 302. f299 Cg4 303. f300 Cg4 304. f301 Cg4 305. f302 Cg4 306. f303 Cg4 307. f304 Cg4 308. f305 Cg4 309. f306 Cg4 310. f307 Cg4 311. f308 Cg4 312. f309 Cg4 313. f310 Cg4 314. f311 Cg4 315. f312 Cg4 316. f313 Cg4 317. f314 Cg4 318. f315 Cg4 319. f316 Cg4 320. f317 Cg4 321. f318 Cg4 322. f319 Cg4 323. f320 Cg4 324. f321 Cg4 325. f322 Cg4 326. f323 Cg4 327. f324 Cg4 328. f325 Cg4 329. f326 Cg4 330. f327 Cg4 331. f328 Cg4 332. f329 Cg4 333. f330 Cg4 334. f331 Cg4 335. f332 Cg4 336. f333 Cg4 337. f334 Cg4 338. f335 Cg4 339. f336 Cg4 340. f337 Cg4 341. f338 Cg4 342. f339 Cg4 343. f340 Cg4 344. f341 Cg4 345. f342 Cg4 346. f343 Cg4 347. f344 Cg4 348. f345 Cg4 349. f346 Cg4 350. f347 Cg4 351. f348 Cg4 352. f349 Cg4 353. f350 Cg4 354. f351 Cg4 355. f352 Cg4 356. f353 Cg4 357. f354 Cg4 358. f355 Cg4 359. f356 Cg4 360. f357 Cg4 361. f358 Cg4 362. f359 Cg4 363. f360 Cg4 364. f361 Cg4 365. f362 Cg4 366. f363 Cg4 367. f364 Cg4 368. f365 Cg4 369. f366 Cg4 370. f367 Cg4 371. f368 Cg4 372. f369 Cg4 373. f370 Cg4 374. f371 Cg4 375. f372 Cg4 376. f373 Cg4 377. f374 Cg4 378. f375 Cg4 379. f376 Cg4 380. f377 Cg4 381. f378 Cg4 382. f379 Cg4 383. f380 Cg4 384. f381 Cg4 385. f382 Cg4 386. f383 Cg4 387. f384 Cg4 388. f385 Cg4 389. f386 Cg4 390. f387 Cg4 391. f388 Cg4 392. f389 Cg4 393. f390 Cg4 394. f391 Cg4 395. f392 Cg4 396. f393 Cg4 397. f394 Cg4 398. f395 Cg4 399. f396 Cg4 400. f397 Cg4 401. f398 Cg4 402. f399 Cg4 403. f400 Cg4 404. f401 Cg4 405. f402 Cg4 406. f403 Cg4 407. f404 Cg4 408. f405 Cg4 409. f406 Cg4 410. f407 Cg4 411. f408 Cg4 412. f409 Cg4 413. f410 Cg4 414. f411 Cg4 415. f412 Cg4 416. f413 Cg4 417. f414 Cg4 418. f415 Cg4 419. f416 Cg4 420. f417 Cg4 421. f418 Cg4 422. f419 Cg4 423. f420 Cg4 424. f421 Cg4 425. f422 Cg4 426. f423 Cg4 427. f424 Cg4 428. f425 Cg4 429. f426 Cg4 430. f427 Cg4 431. f428 Cg4 432. f429 Cg4 433. f430 Cg4 434. f431 Cg4 435. f432 Cg4 436. f433 Cg4 437. f434 Cg4 438. f435 Cg4 439. f436 Cg4 440. f437 Cg4 441. f438 Cg4 442. f439 Cg4 443. f440 Cg4 444. f441 Cg4 445. f442 Cg4 446. f443 Cg4 447. f444 Cg4 448. f445 Cg4 449. f446 Cg4 450. f447 Cg4 451. f448 Cg4 452. f449 Cg4 453. f450 Cg4 454. f451 Cg4 455. f452 Cg4 456. f453 Cg4 457. f454 Cg4 458. f455 Cg4 459. f456 Cg4 460. f457 Cg4 461. f458 Cg4 462. f459 Cg4 463. f460 Cg4 464. f461 Cg4 465. f462 Cg4 466. f463 Cg4 467. f464 Cg4 468. f465 Cg4 469. f466 Cg4 470. f467 Cg4 471. f468 Cg4 472. f469 Cg4 473. f470 Cg4 474. f471 Cg4 475. f472 Cg4 476. f473 Cg4 477. f474 Cg4 478. f475 Cg4 479. f476 Cg4 480. f477 Cg4 481. f478 Cg4 482. f479 Cg4 483. f480 Cg4 484. f481 Cg4 485. f482 Cg4 486. f483 Cg4 487. f484 Cg4 488. f485 Cg4 489. f486 Cg4 490. f487 Cg4 491. f488 Cg4 492. f489 Cg4 493. f490 Cg4 494. f491 Cg4 495. f492 Cg4 496. f493 Cg4 497. f494 Cg4 498. f495 Cg4 499. f496 Cg4 500. f497 Cg4 501. f498 Cg4 502. f499 Cg4 503. f500 Cg4 504. f501 Cg4 505. f502 Cg4 506. f503 Cg4 507. f504 Cg4 508. f505 Cg4 509. f506 Cg4 510. f507 Cg4 511. f508 Cg4 512. f509 Cg4 513. f510 Cg4 514. f511 Cg4 515. f512 Cg4 516. f513 Cg4 517. f514 Cg4 518. f515 Cg4 519. f516 Cg4 520. f517 Cg4 521. f518 Cg4 522. f519 Cg4 523. f520 Cg4 524. f521 Cg4 525. f522 Cg4 526. f523 Cg4 527. f524 Cg4 528. f525 Cg4 529. f526 Cg4 530. f527 Cg4 531. f528 Cg4 532. f529 Cg4 533. f530 Cg4 534. f531 Cg4 535. f532 Cg4 536. f533 Cg4 537. f534 Cg4 538. f535 Cg4 539. f536 Cg4 540. f537 Cg4 541. f538 Cg4 542. f539 Cg4 543. f540 Cg4 544. f541 Cg4 545. f542 Cg4 546. f543 Cg4 547. f544 Cg4 548. f545 Cg4 549. f546 Cg4 550. f547 Cg4 551. f548 Cg4 552. f549 Cg4 553. f550 Cg4 554. f551 Cg4 555. f552 Cg4 556. f553 Cg4 557. f554 Cg4 558. f555 Cg4 559. f556 Cg4 560. f557 Cg4 561. f558 Cg4 562. f559 Cg4 563. f560 Cg4 564. f561 Cg4 565. f562 Cg4 566. f563 Cg4 567. f564 Cg4 568. f565 Cg4 569. f566 Cg4 570. f567 Cg4 571. f568 Cg4 572. f569 Cg4 573. f570 Cg4 574. f571 Cg4 575. f572 Cg4 576. f573 Cg4 577. f574 Cg4 578. f575 Cg4 579. f576 Cg4 580. f577 Cg4 581. f578 Cg4 582. f579 Cg4 583. f580 Cg4 584. f581 Cg4 585. f582 Cg4 586. f583 Cg4 587. f584 Cg4 588. f585 Cg4 589. f586 Cg4 590. f587 Cg4 591. f588 Cg4 592. f589 Cg4 593. f590 Cg4 594. f591 Cg4 595. f592 Cg4 596. f593 Cg4 597. f594 Cg4 598. f595 Cg4 599. f596 Cg4 600. f597 Cg4 601. f598 Cg4 602. f599 Cg4 603. f600 Cg4 604. f601 Cg4 605. f602 Cg4 606. f603 Cg4 607. f604 Cg4 608. f605 Cg4 609. f606 Cg4 610. f607 Cg4 611. f608 Cg4 612. f609 Cg4 613. f610 Cg4 614. f611 Cg4 615. f612 Cg4 616. f613 Cg4 617. f614 Cg4 618. f615 Cg4 619. f616 Cg4 620. f617 Cg4 621. f618 Cg4 622. f619 Cg4 623. f620 Cg4 624. f621 Cg4 625. f622 Cg4 626. f623 Cg4 627. f624 Cg4 628. f625 Cg4 629. f626 Cg4 630. f627 Cg4 631. f628 Cg4 632. f629 Cg4 633. f630 Cg4 634. f631 Cg4 635. f632 Cg4 636. f633 Cg4 637. f634 Cg4 638. f635 Cg4 639. f636 Cg4 640. f637 Cg4 641. f638 Cg4 642. f639 Cg4 643. f640 Cg4 644. f641 Cg4 645. f642 Cg4 646. f643 Cg4 647. f644 Cg4 648. f645 Cg4 649. f646 Cg4 650. f647 Cg4 651. f648 Cg4 652. f649 Cg4 653. f650 Cg4 654. f651 Cg4 655. f652 Cg4 656. f653 Cg4 657. f654 Cg4 658. f655 Cg4 659. f656 Cg4 660. f657 Cg4 661. f658 Cg4 662. f659 Cg4 663. f660 Cg4 664. f661 Cg4 665. f662 Cg4 666. f663 Cg4 667. f664 Cg4 668. f665 Cg4 669. f666 Cg4 670. f667 Cg4 671. f668 Cg4 672. f669 Cg4 673. f670 Cg4 674. f671 Cg4 675. f672 Cg4 676. f673 Cg4 677. f674 Cg4 678. f675 Cg4 679. f676 Cg4 680. f677 Cg4 681. f678 Cg4 682. f679 Cg4 683. f680 Cg4 684. f681 Cg4 685. f682 Cg4 686. f683 Cg4 687. f684 Cg4 688. f685 Cg4 689. f686 Cg4 690. f687 Cg4 691. f688 Cg4 692. f689 Cg4 693. f690 Cg4 694. f691 Cg4 695. f692 Cg4 696. f693 Cg4 697. f694 Cg4 698. f695 Cg4 699. f696 Cg4 700. f697 Cg4 701. f698 Cg4 702. f699 Cg4 703. f700 Cg4 704. f701 Cg4 705. f702 Cg4 706. f703 Cg4 707. f704 Cg4 708. f705 Cg4 709. f706 Cg4 710. f707 Cg4 711. f708 Cg4 712. f709 Cg4 713. f710 Cg4 714. f711 Cg4 715. f712 Cg4 716. f713 Cg4 717. f714 Cg4 718. f715 Cg4 719. f716 Cg4 720. f717 Cg4 721. f718 Cg4 722. f719 Cg4 723. f720 Cg4 724. f721 Cg4 725. f722 Cg4 726. f723 Cg4 727. f724 Cg4 728. f725 Cg4 729. f726 Cg4 730. f727 Cg4 731. f728 Cg4 732. f729 Cg4 733. f730 Cg4 734. f731 Cg4 735. f732 Cg4 736. f733 Cg4 737. f734 Cg4 738. f735 Cg4 739. f736 Cg4 740. f737 Cg4 741. f738 Cg4 742. f739 Cg4 743. f740 Cg4 744. f741 Cg4 745. f742 Cg4 746. f743 Cg4 747. f744 Cg4 748. f745 Cg4 749. f746 Cg4 750. f747 Cg4 751. f748 Cg4 752. f749 Cg4 753. f750 Cg4 754. f751 Cg4 755. f752 Cg4 756. f753 Cg4 757. f754 Cg4 758. f755 Cg4 759. f756 Cg4 760. f757 Cg4 761. f758 Cg4 762. f759 Cg4 763. f760 Cg4 764. f761 Cg4 765. f762 Cg4 766. f763 Cg4 767. f764 Cg4 768. f765 Cg4 769. f766 Cg4 770. f767 Cg4 771. f768 Cg4 772. f769 Cg4 773. f770 Cg4 774. f771 Cg4 775. f772 Cg4 776. f773 Cg4 777. f774 Cg4 778. f775 Cg4 779. f776 Cg4 780. f777 Cg4 781. f778 Cg4 782. f779 Cg4 783. f780 Cg4 784. f781 Cg4 785. f782 Cg4 786. f783 Cg4 787. f784 Cg4 788. f785 Cg4 789. f786 Cg4 790. f787 Cg4 791. f788 Cg4 792. f789 Cg4 793. f790 Cg4 794. f791 Cg4 795. f792 Cg4 796. f793 Cg4 797. f794 Cg4 798. f795 Cg4 799. f796 Cg4 800. f797 Cg4 801. f798 Cg4 802. f799 Cg4 803. f800 Cg4 804. f801 Cg4 805. f802 Cg4 806. f803 Cg4 807. f804 Cg4 808. f805 Cg4 809. f806 Cg4 810. f807 Cg4 811. f808 Cg4 812. f809 Cg4 813. f810 Cg4 814. f811 Cg4 815. f812 Cg4 816. f813 Cg4 817. f814 Cg4 818. f815 Cg4 819. f816 Cg4 820. f817 Cg4 821. f818 Cg4 822. f819 Cg4 823. f820 Cg4 824. f821 Cg4 825. f822 Cg4 826. f823 Cg4 827. f824 Cg4 828. f825 Cg4 829. f826 Cg4 830. f827 Cg4 831. f828 Cg4 832. f829 Cg4 833. f830 Cg4 834. f831 Cg4 835. f832 Cg4 836. f833 Cg4 837. f834 Cg4 838. f835 Cg4 839. f836 Cg4 840. f837 Cg4 841. f838 Cg4 842. f839 Cg4 843. f840 Cg4 844. f841 Cg4 845. f842 Cg4 846. f843 Cg4 847. f844 Cg4 848. f845 Cg4 849. f846 Cg4 850. f847 Cg4 851. f848 Cg4 852. f849 Cg4 853. f850 Cg4 854. f851 Cg4 855. f852 Cg4 856. f853 Cg4 857. f854 Cg4 858. f855 Cg4 859. f856 Cg4 860. f857 Cg4 861. f858 Cg4 862. f859 Cg4 863. f860 Cg4 864. f861 Cg4 865. f862 Cg4 866. f863 Cg4 867. f864 Cg4 868. f865 Cg4 869. f866 Cg4 870. f867 Cg4 871. f868 Cg4 872. f869 Cg4 873. f870 Cg4 874. f871 Cg4 875. f872 Cg4 876. f873 Cg4 877. f874 Cg4 878. f875 Cg4 879. f876 Cg4 880. f877 Cg4 881. f878 Cg4 882. f879 Cg4 883. f880 Cg4 884. f881 Cg4 885. f882 Cg4 886. f883 Cg4 887. f884 Cg4 888. f885 Cg4 889. f886 Cg4 890. f887 Cg4 891. f888 Cg4 892. f889 Cg4 893. f890 Cg4 894. f891 Cg4 895. f892 Cg4 896. f893 Cg4 897. f894 Cg4 898. f895 Cg4 899. f896 Cg4 900. f897 Cg4 901. f898 Cg4 902. f899 Cg4 903. f900 Cg4 904. f901 Cg4 905. f902 Cg4 906. f903 Cg4 907. f904 Cg4 908. f905 Cg4 909. f906 Cg4 910. f907 Cg4 911. f908 Cg4 912. f909 Cg4 913. f910 Cg4 914. f911 Cg4 915. f912 Cg4 916. f913 Cg4 917. f914 Cg4 918. f915 Cg4 919. f916 Cg4 920. f917 Cg4 921. f918 Cg4 922. f919 Cg4 923. f920 Cg4 924. f921 Cg4 925. f922 Cg4 926. f923 Cg4 927. f924 Cg4 928. f925 Cg4 929. f926 Cg4 930. f927 Cg4 931. f928 Cg4 932. f929 Cg4 933. f930 Cg4 934. f931 Cg4 935. f932 Cg4 936. f933 Cg4 937. f934 Cg4 938. f935 Cg4 939. f936 Cg4 940. f937 Cg4 941. f938 Cg4 942. f939 Cg4 943. f940 Cg4 944. f941 Cg4 945. f942 Cg4 946. f943 Cg4 947. f944 Cg4 948. f945 Cg4 949. f946 Cg4 950. f947 Cg4 951. f948 Cg4 952. f949 Cg4 953. f950 Cg4 954. f951 Cg4 955. f952 Cg4 956. f953 Cg4 957. f954 Cg4 958. f955 Cg4 959. f956 Cg4 960. f957 Cg4 961. f95

ÉDUCATION

La médecine du travail a trente ans

SCIENCES

UN NOUVEAU VAISSEAU

SOVIETIQUE HABITE
VA REJOINDRE LA STATION
ORBITALE SALOOUT-5

L'académicien Gieb Frank, directeur de l'institut soviétique de médecine vétérinaire, a déclaré : « Il est impossible pour l'homme de vivre jusqu'à l'âge de soixante-cinq ans. Né en 1904, il travaillait dans de nombreux laboratoires de recherches soviétiques et reçoit maintenant des salaires élevés. Il a eu porté notamment sur la question des ultraviolets et des radiations, sur les virus, les virus animaux et sur les problèmes de la contraction musculaire. »

« Les hommes sont épuisables mais si l'employeur accepte de coopérer avec le personnel de santé, et surtout si le médecin est capable de travailler pendant un temps pour le effectuer — ce qu'on appelle la « tierra tiempo », prévu dans les textes mais rarement appliqué, — le temps se suffit à lui-même. »

« Si se sont épuisés les hommes et les esclaves et de la médecine du travail, comme le sont encore nombre de fonctionnaires agents d'administrations et militaires, il est possible de manipuler un homme épuisé.

DÉFENSE

EN VISITE AU CAIRE

A. Delpech prépare les accords franco-égyptiens sur l'armement

Enseignement et Sports en Suisse
(pour filles et garçons
de 5 à 15 ans)
à l'Ecole Internationale de La Chaux-de-Fonds, Grand-Couronné

En revanche, les industriels français de l'aéronautique s'interrogent sur l'opportunité de participer à la mise en œuvre d'un projet égyptien, d'une série d'usines de fabrication d'avions de combat d'hélicoptères ou de missiles tactiques. Ils craignent que le projet requière d'importants investissements financiers et le détachement en Calire de quelques-uns de leurs meilleurs techniciens français. Les industriels souhaitent l'aide financière de l'Etat français et des garanties de l'Etat égyptien pour un engagement de changement brutal de régime en Egypte. D'autre part, les personnels qui seraient appelés à travailler en Egypte sont considérés comme difficiles à trouver actuellement, comme l'on noté *(le Monde du 5 mai)* les auteurs du rapport. Ils craignent également la formation de ces experts aéronautiques à l'étranger.

Pour l'Egypte, le désaccord de principe est à six mois en amont et de recevoir environ deux

C'est la raison pour laquelle, aujourd'hui, les industriels se demandent si les Egyptiens ne réaliseraient pas davantage d'économies en commandant directement à la France les matériels, notamment des avions Mirage F-1 et Alpha Jet.

(Publicité)

Enseignement et Sports en Suisse
(pour filles et garçons
de 5 à 15 ans)
à l'Ecole Internationale à Le Châ-
teau de Bellerive - CH-1263 Grand-Croix

- Enseignement des programmes français, des classes enfantines à la 5e comprise (Progr. des lycées français).
- Anglo-américain, allemand, italien.
- Etude des langues, pratiques de tous les sports.
- Vacances de Noël on d'été à la montagne.

la montagne.
Four année scolaire et pour vacances, demander renseignements et prospectus directement à l'école. Le directeur de l'école M. P. Bagnaud recevra les parents intéressés à l'Hotel de France s. 22, rue d'Antin, Paris-9, le lundi 18 octobre, de 11 h. 30 à 12 h. et de 17 h. à 18 h. Tél. 073-63-81

Le Monde
de l'éducation
numéro
d'octobre
L'UNIVERSITÉ
ABANDONNÉE

Après la découverte
d'un poney enragé

NOUVELLE ALERTE A LA RAGE EN MEURTHE-ET-MOSELLE

NOUVELLE ALERTE A LA RAGE EN MEURTHE-ET-MOSELLE

Des dizaines d'enfants ou d'adultes qui ont été en contact avec un poney enrangé vont être obligés de se soumettre à un traitement antibiotique. M. Meurthe a, en outre, fait effectuer, le poney, qui était l'attraction du parc des loisirs le Monin-du-Bols à Filières, près de Brécy (Meurthe-et-Moselle), transporté journellement sur son dos des enfants et des adultes. Or l'an d'aujourd'hui, il n'a qu'une quarantaine d'années. Et il mourut par l'animal. Son propriétaire, soupçonnant que le poney était malade, fit observer le bête, et les analyses vétérinaires vinrent de confirmer ses craintes.

Le maire de Filières a lancé un appel à la population invitant toutes les personnes ayant été en contact avec l'animal enrégé à se soumettre à un traitement antirabique. Mais on ignore toujours l'identité de l'homme qui, le dimanche 26 septembre, s'est fait mordre. Des avis vont être lancés pour l'avertir des dangers immédiats que le morvant.

Depuis le mois d'août, plusieurs alertes à la rage ont été déclenchées concernant des personnes qui avaient été en contact avec un poney dans un camping allemand et des fillettes mordues par des foules enragées (à la Monde + du 21 août). Un habitant de la région du Bordeaux est mort de la rage le 3 septembre sans qu'on ait trouvé à ce jour l'origine de sa contamination (à la Monde + du 18 septembre). Enfin, à Besançon, un club hippique a été fermé après la mort d'un cheval atteint de la rage (à la Monde + du 12 octobre).

*Pour suivre à la radio
les cours d'Anglais
de la BBC*
A L'ÉCOUTE DE LONDRES
Textes et explications en Français
Abonnement 12 N° par an, F 40
Spécimen gratuit sur demande
à ÉDITIONS-DISQUES BBCFM
6, rue de Berri - 75008 PARIS

Ne br

Devant la commission
des affaires culturelles

M. HABY : la résorption de l'auxiliaire résulte d'une situation désormais résolue.

M. René Haby, ministre de l'éducation, a présenté le projet de budget de son département le jeudi 14 octobre devant la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale.

Il a notamment déclaré : « Alors que le budget de l'Etat augmente de 13,7 %, celui de l'éducation progresse de 18,8 %. Des moyens importants ont été prévus pour l'accueil dans les classes à la rentrée de 1977 : six mille sept cents emplois nouveaux sont créés. Malgré la légère diminution des autorisations de programme d'équipement, quatre-vingt-quatre places nouvelles pourront être financées dans le second degré, et particulièrement dans l'enseignement technique. »

• Dans cette enveloppe, la priorité sera donnée, comme en 1976, au secteur préscolaire. Un effort financier particulier sera fait pour amorcer la mise en place d'un système systématique de païement à l'entrée du second degré. La réorption de l'auxiliaire constitue un autre domaine d'action prioritaire de budgétisation. Les dépenses de personnel, remplaçant seront ainsi titularisées. Cette réorption résulte d'une estimation désolante révolue. Dans l'avenir, les besoins seront pourvus par la réorption de postes existants. On pourra par ailleurs la mise en œuvre de la réforme du système éducatif.

En 1980, aucune aide matérielle n'est prévue. Les dépenses de matériel, de 1976, de 1977, de 1978, de 1979, de 1980, de 1981, de 1982, de 1983, de 1984, de 1985, de 1986, de 1987, de 1988, de 1989, de 1990, de 1991, de 1992, de 1993, de 1994, de 1995, de 1996, de 1997, de 1998, de 1999, de 2000, de 2001, de 2002, de 2003, de 2004, de 2005, de 2006, de 2007, de 2008, de 2009, de 2010, de 2011, de 2012, de 2013, de 2014, de 2015, de 2016, de 2017, de 2018, de 2019, de 2020, de 2021, de 2022, de 2023, de 2024, de 2025, de 2026, de 2027, de 2028, de 2029, de 2030, de 2031, de 2032, de 2033, de 2034, de 2035, de 2036, de 2037, de 2038, de 2039, de 2040, de 2041, de 2042, de 2043, de 2044, de 2045, de 2046, de 2047, de 2048, de 2049, de 2050, de 2051, de 2052, de 2053, de 2054, de 2055, de 2056, de 2057, de 2058, de 2059, de 2060, de 2061, de 2062, de 2063, de 2064, de 2065, de 2066, de 2067, de 2068, de 2069, de 2070, de 2071, de 2072, de 2073, de 2074, de 2075, de 2076, de 2077, de 2078, de 2079, de 2080, de 2081, de 2082, de 2083, de 2084, de 2085, de 2086, de 2087, de 2088, de 2089, de 2090, de 2091, de 2092, de 2093, de 2094, de 2095, de 2096, de 2097, de 2098, de 2099, de 2100, de 2101, de 2102, de 2103, de 2104, de 2105, de 2106, de 2107, de 2108, de 2109, de 2110, de 2111, de 2112, de 2113, de 2114, de 2115, de 2116, de 2117, de 2118, de 2119, de 2120, de 2121, de 2122, de 2123, de 2124, de 2125, de 2126, de 2127, de 2128, de 2129, de 2130, de 2131, de 2132, de 2133, de 2134, de 2135, de 2136, de 2137, de 2138, de 2139, de 2140, de 2141, de 2142, de 2143, de 2144, de 2145, de 2146, de 2147, de 2148, de 2149, de 2150, de 2151, de 2152, de 2153, de 2154, de 2155, de 2156, de 2157, de 2158, de 2159, de 2160, de 2161, de 2162, de 2163, de 2164, de 2165, de 2166, de 2167, de 2168, de 2169, de 2170, de 2171, de 2172, de 2173, de 2174, de 2175, de 2176, de 2177, de 2178, de 2179, de 2180, de 2181, de 2182, de 2183, de 2184, de 2185, de 2186, de 2187, de 2188, de 2189, de 2190, de 2191, de 2192, de 2193, de 2194, de 2195, de 2196, de 2197, de 2198, de 2199, de 2200, de 2201, de 2202, de 2203, de 2204, de 2205, de 2206, de 2207, de 2208, de 2209, de 2210, de 2211, de 2212, de 2213, de 2214, de 2215, de 2216, de 2217, de 2218, de 2219, de 2220, de 2221, de 2222, de 2223, de 2224, de 2225, de 2226, de 2227, de 2228, de 2229, de 2230, de 2231, de 2232, de 2233, de 2234, de 2235, de 2236, de 2237, de 2238, de 2239, de 2240, de 2241, de 2242, de 2243, de 2244, de 2245, de 2246, de 2247, de 2248, de 2249, de 2250, de 2251, de 2252, de 2253, de 2254, de 2255, de 2256, de 2257, de 2258, de 2259, de 2260, de 2261, de 2262, de 2263, de 2264, de 2265, de 2266, de 2267, de 2268, de 2269, de 2270, de 2271, de 2272, de 2273, de 2274, de 2275, de 2276, de 2277, de 2278, de 2279, de 2280, de 2281, de 2282, de 2283, de 2284, de 2285, de 2286, de 2287, de 2288, de 2289, de 2290, de 2291, de 2292, de 2293, de 2294, de 2295, de 2296, de 2297, de 2298, de 2299, de 2300, de 2301, de 2302, de 2303, de 2304, de 2305, de 2306, de 2307, de 2308, de 2309, de 2310, de 2311, de 2312, de 2313, de 2314, de 2315, de 2316, de 2317, de 2318, de 2319, de 2320, de 2321, de 2322, de 2323, de 2324, de 2325, de 2326, de 2327, de 2328, de 2329, de 2330, de 2331, de 2332, de 2333, de 2334, de 2335, de 2336, de 2337, de 2338, de 2339, de 2340, de 2341, de 2342, de 2343, de 2344, de 2345, de 2346, de 2347, de 2348, de 2349, de 2350, de 2351, de 2352, de 2353, de 2354, de 2355, de 2356, de 2357, de 2358, de 2359, de 2360, de 2361, de 2362, de 2363, de 2364, de 2365, de 2366, de 2367, de 2368, de 2369, de 2370, de 2371, de 2372, de 2373, de 2374, de 2375, de 2376, de 2377, de 2378, de 2379, de 2380, de 2381, de 2382, de 2383, de 2384, de 2385, de 2386, de 2387, de 2388, de 2389, de 2390, de 2391, de 2392, de 2393, de 2394, de 2395, de 2396, de 2397, de 2398, de 2399, de 2400, de 2401, de 2402, de 2403, de 2404, de 2405, de 2406, de 2407, de 2408, de 2409, de 2410, de 2411, de 2412, de 2413, de 2414, de 2415, de 2416, de 2417, de 2418, de 2419, de 2420, de 2421, de 2422, de 2423, de 2424, de 2425, de 2426, de 2427, de 2428, de 2429, de 2430, de 2431, de 2432, de 2433, de 2434, de 2435, de 2436, de 2437, de 2438, de 2439, de 2440, de 2441, de 2442, de 2443, de 2444, de 2445, de 2446, de 2447, de 2448, de 2449, de 2450, de 2451, de 2452, de 2453, de 2454, de 2455, de 2456, de 2457, de 2458, de 2459, de 2460, de 2461, de 2462, de 2463, de 2464, de 2465, de 2466, de 2467, de 2468, de 2469, de 2470, de 2471, de 2472, de 2473, de 2474, de 2475, de 2476, de 2477, de 2478, de 2479, de 2480, de 2481, de 2482, de 2483, de 2484, de 2485, de 2486, de 2487, de 2488, de 2489, de 2490, de 2491, de 2492, de 2493, de 2494, de 2495, de 2496, de 2497, de 2498, de 2499, de 2500, de 2501, de 2502, de 2503, de 2504, de 2505, de 2506, de 2507, de 2508, de 2509, de 2510, de 2511, de 2512, de 2513, de 2514, de 2515, de 2516, de 2517, de 2518, de 2519, de 2520, de 2521, de 2522, de 2523, de 2524, de 2525, de 2526, de 2527, de 2528, de 2529, de 2530, de 2531, de 2532, de 2533, de 2534, de 2535, de 2536, de

Répondant aux questions des promoussaires, M. Baby a assuré que la politique des petits établissements n'aura sera poursuivie, et précisé que le recrutement de maîtres auxiliaires restait nécessaire dans certaines disciplines.

Le personnel des restaurants universitaires de Rennes est en grève depuis deux semaines

De notre correspondant

Rennes — Jeudi 14 octobre, en fin de matinée, le personnel C.G.T.-C.F.O.T. des restaurants universitaires en grève. (Deux cents étudiants au moins ont dû manger d'urgence à domicile, la plupart des autres universitaires ont pu bénéficier des repas servis par les autres universitaires de Rennes et (à l'occasion) d'autres villes. Les étudiants ont été interviewés et ont fait connaître des lieux, sans incident, les conditions de travail. Les prévisions étaient assez précises : les étudiants ont été interviewés et ont fait connaître des lieux, sans incident, les conditions de travail. Les prévisions étaient assez précises : les étudiants ont été interviewés et ont fait connaître des lieux, sans incident, les conditions de travail. Les prévisions étaient assez précises : les étudiants ont été interviewés et ont fait connaître des lieux, sans incident, les conditions de travail.

Les grévistes dénoncent le niveau de salaires très bas : après dix-huit ans une femme de service gagne 1 650 francs par mois mais est nourrie gratuitement ; un chef de cuisine qui a soixante personnes sous ses ordres gagne, après dix ans,

• L'explosion, dans les I.U.T., du mouvement de grève lancé par le Syndicat national de l'enseignement supérieur affilés à la C.F.T.C., a entraîné des restrictions de crédits, a touché le matériel et l'automatisation des travaux, les méthodes de technologie (« I.U.T. »).

Suivi, selon le syndicat, notamment dans les I.U.T. de Saint-Denis, de Valenciennes, de Valenciennes, de Bordeaux, Dijon, Toulouse,

La solution passe, évidemment, par le rattachement global du restaurant financé des restaurants universitaires. Ils demandent la « budgétisation de leurs rémunérations ».

« Mais ne voulons pas que nos collègues de la région aient l'impression de se faire voler la laine du *bonapartisme* », réagit-il.

« Estimant n'avoir pu établir de véritables négociations depuis plusieurs années avec les responsables locaux et académiques, les

Lorient et Saint-Denis. De nombreuses lettres ont été envoyées aux établissements et des délégations ont été arianées auprès des recteurs, et à Paris au secrétaire général de l'Université de Dijon, nous indiquons par correspondance, trois cents personnes ont été auditionnées par le conseil d'administration de l'I.U.T. a démissionné pour protester contre la suppression des crédits pour la région. Les universitaires, qui s'obstinent, selon lui,

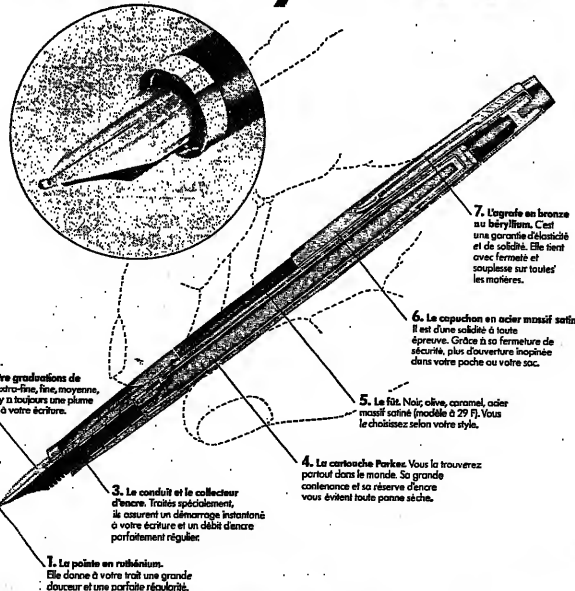
● L'inscription dans les I.U.T., au 1^{er} mai, donne droit à une bourse par le Syndicat national de l'enseignement supérieur affilié à la FEN) pour protester contre la dégradation des conditions d'enseignement et d'habitat, la fermeture des instituts universitaires de technologie (I.U.T.) a été largement suivie, même le syndicat, notamment à Paris, où les étudiants de Denis, Villeurbanne, Cachan, Orsay, Bordeaux, Dijon, Toulouse, Lorient et Saint-Etienne. De nombreux étudiants ont quitté les établissements de ces régions où ils étaient arrivés au début des années 60 et se sont dirigés vers des universités. A Paris, les étudiants ont été accompagnés par la délégation et le conseil d'administration de l'I.U.T. démissionnaire pour protester contre la suppression de crédits pour 5 500 heures complémentaires, qui aboutira, selon lui,

DANIEL MORNET.

Pour suivre à la radio
les cours d'Anglais
de la **BBC**
ÉCOUTE DE LONDRES
et explications en Français
abonnement 12 N° par an, F 40
écimen gratuit sur demande
EDITIONS-DISQUES BBCEM
rue de Berni - 75008 PARIS

Ne br

**Ne bradons pas l'écriture.
Voici le Mixy de Parker.**



7 bonnes raisons de préférer un vrai stylo.

Mixte plume acier 19 F. Tout en acier massif satiné 29 F.

PARKER
LA MAÎTRISE DE L'ÉCRITURE

RENAISSANCE DANS LE NORD

Deux événements ont marqué la vie musicale du Nord jeudi soir : une conférence de presse de

[illegible]

avants d'affronter la rive gauche de la Seine, éprouve à la fois recréance et soulagement pour tous ceux qui y cherchent encore une consécration ? Parce que la crainte sans doute l'emportait sur l'assurance. Il se présente avec des desains qui contrastent étonnamment avec les peintures. Les premiers, sorte de pointillisme serré, *à insérer de positif-mentrice*, dit Philippe Jaccottet, font surgir de fascinantes constellations. Les peintures, au contraire, qu'un élroit parfois semées de couleurs multicolores, d'une débouche latido-croque d'émplacement ordonné selon certaines lignes de forces, seraient le côté dienne de cet art bipartite.

JEAN-MARIE DUNOYER.

LES HUIT JOURS DU MARC
DE L'ART CONTEMPORAIN
AU GRAND PALAIS

[illegible]

20 heures. En semaine, de 14 heures
à 23 heures.

La comédienne britannique, Dame Edith Evans, est morte, jeudi, en Angleterre. Elle était âgée de quatre-vingt-huit ans.

Edith Evans avait fait ses débuts au Covent Garden de Londres, en 1912, en interprétant le rôle de Cressida dans *Troilus et Cressida*. Ce spectacle, dans lequel elle joua de jouer au théâtre, jusqu'en 1949. Son talent illustra aussi bien dans des pièces du répertoire classique que dans des œuvres modernes. Ses dernières œuvres d'«Oscar Wilde ou de Bernard Shaw. Ayant longtemps refusé de faire du cinéma, elle joua cependant dans *Les Diables*, ainsi, parmi lesquels la *Bague de pique*, d'après Pouchkine. Au risque de se perdre, les corps commencent à se déformer. *Devant Copperfield*, la Maison de poupée. En 1970 encore, la B.B.C. tourna avec elle le *Journal*

Traduit du silence

[illegible]

k) des boyards en caftans à arfrais, les bandes des bandes en velles agonie sur pointes, avec piroettes tra

écrite sous cette forme? Parce que la culture sans doute l'empêcherait sur l'air d'insolence. Il se présente avec des devoirs qui contrastent étonnamment avec les peintures. Les premiers, sous le pointillisme sont, à l'opposé de pourvoir «*écarter*», de Philippe Jacquot, les motifs de faciemens naturalistes. Les peintures, au contraire, qu'on dirait plutôt semées de coquilles multicolores, d'une façon latitudinale d'emplacements ordonne selon certains lignes de force, seraient le cas digne de cet art bipartite.

JEAN-MAIRIE DUNOYER.

(1) Oesterle Jacob, 28, rue Jacob.
(2) Nece Rastier, 21, av. de Tourville.
(3) Acce Collin, 28, rue Mironette.
(4) Oesterle Rastier, 22, rue de l'Abbe-Grégoire.
(5) Vercken, 3 bis, rue des Beaux-Arts.

« QUATRE A QUATRE »

reste de la mode de somme de
estimations. D'ici, nous pour-
rions nous en passer de contact
avec les personnages.

Pour d'ici, nous pourrions nous en passer de contact avec les personnages.

Elles se souviennent, elles rient,
elles luttent encore dans des
caches, et comme le belle langue
québécoise est déjà forte, hachée,
sèche, elle se souviennent, elles
soulignent, de les dire mazzé, non.
Enfin, il ne semble pas que ces
personnages soient si intéressants.
Michel Gagneau l'a fait sans
doute exprès : elles pourraient
être des personnages, mais il n'a
ambiguë qu'il rallie l'attention
parce qu'on voit pas dans
un

Michelle Maren, Han Mazon,
Christiane Raymond, sont des
personnages intéressants.

Un spectacle inhabituel, très
attachant, qui plaire la condition
humaine, qui est une œuvre d'art
travaillant la part de la méditation
et la poésie est ici proposée.

MICHEL GOURNOT.

du Théâtre de la Commune GAU-

70 % DES BRITANNIQUES

Michel Cournout, 41 rue de la
doute espère que les spectateurs
être des hommes. Il y a une
ambiguïté qui retient l'attention
partie qu'on ne voit pas dans
quel sens les choses se passent.
Christiane Marney, Jean Masson,
Michelle Raymond, sont des
actrices qu'on ne peut pas oublier.
Un spectacle inoubliable, très
attachant, qui place la condition
des femmes sous un jour inat-
tendu. La part de la méditation
et de la poésie est ici prépondé-
rante.

MICHEL CORNOUT.

* Théâtre de la Commune d'Au-
bourg-la-Rue, 20 à 30.

LA COMÉDIENNE BRITANNIQUE
DAME EDITH EVANS
EST MORTÉ

La comédienne britannique.

La Journée nationale des personnes âgées devient une Semaine d'information

[illegible]

LA JOURNÉE DE GRÈVE
DES ANIMATEURS

La comédienne britannique, Dame Edith Evans, est morte, jeudi, en Angleterre. Elle était âgée de quatre-vingt-huit ans.

Edith Evans avait fait ses débuts au Covent Garden de Londres en 1918, en interprétant le rôle de Cordelia dans *Pierrot et Cordia*, de Shakespeare. Dès lors, elle n'a cessé de jouer au théâtre jusqu'en 1960, où elle s'est tournée vers le cinéma pour des pièces du répertoire classique données à Old Vic Theatre qui donnaient des œuvres d'Oscar Wilde ou de George Bernard Shaw. Ses dernières représentations furent de faire du cinéma, elle joue cependant dans plusieurs films, parmi lesquels la Dame de pique, l'après Pouchkine, Au rendez-vous de Noël, Les deux faces de la lune, Le faiseur, Drame Coppélia, La Maison de poupée. En 1970 encore, la B.B.C. tournait avec elle le Joueur

**DAME EDITH EVANS
EST MORTE**

La comédienne britannique, Dame Edith Evans, est morte, jeudi, en Angleterre. Elle était âgée de quatre-vingt-huit ans.

Edith Evans avait fait ses débuts au Covent Garden de Londres, en 1912, en interprétant le rôle de Cressida dans *Troilus et Cressida*. Ce spectacle, dans lequel elle joua de jouer au théâtre, jusqu'en 1949. Son talent illustra aussi bien dans des pièces du répertoire classique que dans des œuvres modernes. Ses dernières œuvres d'«Oscar Wilde ou de Bernard Shaw. Ayant longtemps refusé de faire du cinéma, elle joua cependant dans *Les Diables*, ainsi, parmi lesquels la *Bague de pique*, d'après Pouchkine. Au risque de se perdre, les corps commencent à se déformer. *Devant Copperfield*, la Maison de poupée. En 1970 encore, la B.B.C. tourna avec elle le *Journal*

SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillet, 14 h : L'Épave de l'après-midi. 20 h : L'Épave de l'après-midi. 22 h : L'Épave de l'après-midi. 24 h : L'Épave de l'après-midi.

Les exclusivités

AFRICA EXPRESS (A. v.), 1975, 110 min, 16 mm, 120-125-130, 135-140, 145-150, 155-160, 165-170, 175-180, 185-190, 195-200, 205-210, 215-220, 225-230, 235-240, 245-250, 255-260, 265-270, 275-280, 285-290, 295-300, 305-310, 315-320, 325-330, 335-340, 345-350, 355-360, 365-370, 375-380, 385-390, 395-400, 405-410, 415-420, 425-430, 435-440, 445-450, 455-460, 465-470, 475-480, 485-490, 495-500, 505-510, 515-520, 525-530, 535-540, 545-550, 555-560, 565-570, 575-580, 585-590, 595-600, 605-610, 615-620, 625-630, 635-640, 645-650, 655-660, 665-670, 675-680, 685-690, 695-700, 705-710, 715-720, 725-730, 735-740, 745-750, 755-760, 765-770, 775-780, 785-790, 795-800, 805-810, 815-820, 825-830, 835-840, 845-850, 855-860, 865-870, 875-880, 885-890, 895-900, 905-910, 915-920, 925-930, 935-940, 945-950, 955-960, 965-970, 975-980, 985-990, 995-1000.

LES FILMS NOUVEAUX

LE CORPS DE MON ENNEMI. Film français de Henri Verneuil. 1976, 110 min, 16 mm, 120-125-130, 135-140, 145-150, 155-160, 165-170, 175-180, 185-190, 195-200, 205-210, 215-220, 225-230, 235-240, 245-250, 255-260, 265-270, 275-280, 285-290, 295-300, 305-310, 315-320, 325-330, 335-340, 345-350, 355-360, 365-370, 375-380, 385-390, 395-400, 405-410, 415-420, 425-430, 435-440, 445-450, 455-460, 465-470, 475-480, 485-490, 495-500, 505-510, 515-520, 525-530, 535-540, 545-550, 555-560, 565-570, 575-580, 585-590, 595-600, 605-610, 615-620, 625-630, 635-640, 645-650, 655-660, 665-670, 675-680, 685-690, 695-700, 705-710, 715-720, 725-730, 735-740, 745-750, 755-760, 765-770, 775-780, 785-790, 795-800, 805-810, 815-820, 825-830, 835-840, 845-850, 855-860, 865-870, 875-880, 885-890, 895-900, 905-910, 915-920, 925-930, 935-940, 945-950, 955-960, 965-970, 975-980, 985-990, 995-1000.

MARIGNAN PATHE - ELYSEES LINGULIN - QUARTIER LATIN - QUINTELLA - REX - IMPERIAL PATHE - MONTMARTRE - CLICHY PATHE - MAYFAIR - SAUMONT SUD - CAMBONNE - LES NATION - PLIN ST-JACQUES - periphérie - BELLE EPIQUE PATHE - CYRANO Versailles - TRUCY Asnières - MARLY Enghien - VELIZY 2 - MULTISINE PATHE Champs - AVATTE Le Raincy - AMEL Rueil - SAUMONT Ery

WALT DISNEY présente FANTASIA "Une symphonie d'images." Robert Chazal - FRANCE SOIR "FANTASIA, le plus rétro des enchantements." Odile Grand - L'AURORA "Les jeunes générations y filipent." Robert Benayoun - LE POINT "On sort enchanté." Gérard Lemaire - TELE 7 JOURS "Si vous avez envie d'être "épâtés" par un film visuellement "pop" avant la lettre, FANTASIA est pour vous." Beno Forlani - RTL "Avec Walt Disney, la musique classique, c'est le pied!" HIT MAGAZINE

UNE VIE OFFICIELLE (A. v.), 1975, 110 min, 16 mm, 120-125-130, 135-140, 145-150, 155-160, 165-170, 175-180, 185-190, 195-200, 205-210, 215-220, 225-230, 235-240, 245-250, 255-260, 265-270, 275-280, 285-290, 295-300, 305-310, 315-320, 325-330, 335-340, 345-350, 355-360, 365-370, 375-380, 385-390, 395-400, 405-410, 415-420, 425-430, 435-440, 445-450, 455-460, 465-470, 475-480, 485-490, 495-500, 505-510, 515-520, 525-530, 535-540, 545-550, 555-560, 565-570, 575-580, 585-590, 595-600, 605-610, 615-620, 625-630, 635-640, 645-650, 655-660, 665-670, 675-680, 685-690, 695-700, 705-710, 715-720, 725-730, 735-740, 745-750, 755-760, 765-770, 775-780, 785-790, 795-800, 805-810, 815-820, 825-830, 835-840, 845-850, 855-860, 865-870, 875-880, 885-890, 895-900, 905-910, 915-920, 925-930, 935-940, 945-950, 955-960, 965-970, 975-980, 985-990, 995-1000.

MARIGNAN PATHE - FRANCE ELYSEES - SAUMONT MAGOLINE - REX - MONTMARTRE 83 - SAUMONT SUD - PANTHEON - LAIS - CHAMPIER - ERY - PARLY 2

WALT DISNEY présente FANTASIA "Une symphonie d'images." Robert Chazal - FRANCE SOIR "FANTASIA, le plus rétro des enchantements." Odile Grand - L'AURORA "Les jeunes générations y filipent." Robert Benayoun - LE POINT "On sort enchanté." Gérard Lemaire - TELE 7 JOURS "Si vous avez envie d'être "épâtés" par un film visuellement "pop" avant la lettre, FANTASIA est pour vous." Beno Forlani - RTL "Avec Walt Disney, la musique classique, c'est le pied!" HIT MAGAZINE

LES GRANDES REPRISES AUTANT ET ENCORE LE VENT (A. v.), 1975, 110 min, 16 mm, 120-125-130, 135-140, 145-150, 155-160, 165-170, 175-180, 185-190, 195-200, 205-210, 215-220, 225-230, 235-240, 245-250, 255-260, 265-270, 275-280, 285-290, 295-300, 305-310, 315-320, 325-330, 335-340, 345-350, 355-360, 365-370, 375-380, 385-390, 395-400, 405-410, 415-420, 425-430, 435-440, 445-450, 455-460, 465-470, 475-480, 485-490, 495-500, 505-510, 515-520, 525-530, 535-540, 545-550, 555-560, 565-570, 575-580, 585-590, 595-600, 605-610, 615-620, 625-630, 635-640, 645-650, 655-660, 665-670, 675-680, 685-690, 695-700, 705-710, 715-720, 725-730, 735-740, 745-750, 755-760, 765-770, 775-780, 785-790, 795-800, 805-810, 815-820, 825-830, 835-840, 845-850, 855-860, 865-870, 875-880, 885-890, 895-900, 905-910, 915-920, 925-930, 935-940, 945-950, 955-960, 965-970, 975-980, 985-990, 995-1000.

MARIGNAN PATHE - FRANCE ELYSEES - SAUMONT MAGOLINE - REX - MONTMARTRE 83 - SAUMONT SUD - PANTHEON - LAIS - CHAMPIER - ERY - PARLY 2

WALT DISNEY présente FANTASIA "Une symphonie d'images." Robert Chazal - FRANCE SOIR "FANTASIA, le plus rétro des enchantements." Odile Grand - L'AURORA "Les jeunes générations y filipent." Robert Benayoun - LE POINT "On sort enchanté." Gérard Lemaire - TELE 7 JOURS "Si vous avez envie d'être "épâtés" par un film visuellement "pop" avant la lettre, FANTASIA est pour vous." Beno Forlani - RTL "Avec Walt Disney, la musique classique, c'est le pied!" HIT MAGAZINE

LES FESTIVALS FELLINI (A. v.), 1975, 110 min, 16 mm, 120-125-130, 135-140, 145-150, 155-160, 165-170, 175-180, 185-190, 195-200, 205-210, 215-220, 225-230, 235-240, 245-250, 255-260, 265-270, 275-280, 285-290, 295-300, 305-310, 315-320, 325-330, 335-340, 345-350, 355-360, 365-370, 375-380, 385-390, 395-400, 405-410, 415-420, 425-430, 435-440, 445-450, 455-460, 465-470, 475-480, 485-490, 495-500, 505-510, 515-520, 525-530, 535-540, 545-550, 555-560, 565-570, 575-580, 585-590, 595-600, 605-610, 615-620, 625-630, 635-640, 645-650, 655-660, 665-670, 675-680, 685-690, 695-700, 705-710, 715-720, 725-730, 735-740, 745-750, 755-760, 765-770, 775-780, 785-790, 795-800, 805-810, 815-820, 825-830, 835-840, 845-850, 855-860, 865-870, 875-880, 885-890, 895-900, 905-910, 915-920, 925-930, 935-940, 945-950, 955-960, 965-970, 975-980, 985-990, 995-1000.

MARIGNAN PATHE - FRANCE ELYSEES - SAUMONT MAGOLINE - REX - MONTMARTRE 83 - SAUMONT SUD - PANTHEON - LAIS - CHAMPIER - ERY - PARLY 2

WALT DISNEY présente FANTASIA "Une symphonie d'images." Robert Chazal - FRANCE SOIR "FANTASIA, le plus rétro des enchantements." Odile Grand - L'AURORA "Les jeunes générations y filipent." Robert Benayoun - LE POINT "On sort enchanté." Gérard Lemaire - TELE 7 JOURS "Si vous avez envie d'être "épâtés" par un film visuellement "pop" avant la lettre, FANTASIA est pour vous." Beno Forlani - RTL "Avec Walt Disney, la musique classique, c'est le pied!" HIT MAGAZINE

LES STANCES SPECIALES CARABET (A. v.), 1975, 110 min, 16 mm, 120-125-130, 135-140, 145-150, 155-160, 165-170, 175-180, 185-190, 195-200, 205-210, 215-220, 225-230, 235-240, 245-250, 255-260, 265-270, 275-280, 285-290, 295-300, 305-310, 315-320, 325-330, 335-340, 345-350, 355-360, 365-370, 375-380, 385-390, 395-400, 405-410, 415-420, 425-430, 435-440, 445-450, 455-460, 465-470, 475-480, 485-490, 495-500, 505-510, 515-520, 525-530, 535-540, 545-550, 555-560, 565-570, 575-580, 585-590, 595-600, 605-610, 615-620, 625-630, 635-640, 645-650, 655-660, 665-670, 675-680, 685-690, 695-700, 705-710, 715-720, 725-730, 735-740, 745-750, 755-760, 765-770, 775-780, 785-790, 795-800, 805-810, 815-820, 825-830, 835-840, 845-850, 855-860, 865-870, 875-880, 885-890, 895-900, 905-910, 915-920, 925-930, 935-940, 945-950, 955-960, 965-970, 975-980, 985-990, 995-1000.

MARIGNAN PATHE - FRANCE ELYSEES - SAUMONT MAGOLINE - REX - MONTMARTRE 83 - SAUMONT SUD - PANTHEON - LAIS - CHAMPIER - ERY - PARLY 2

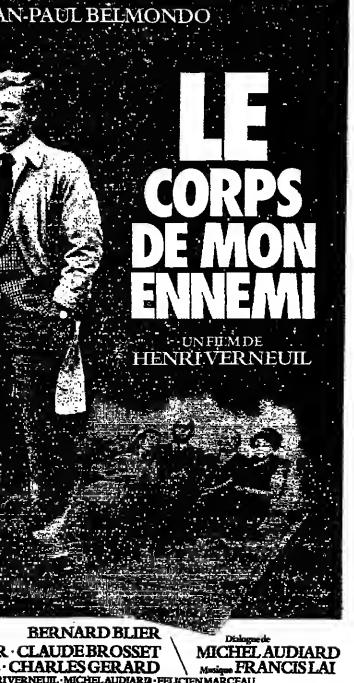
WALT DISNEY présente FANTASIA "Une symphonie d'images." Robert Chazal - FRANCE SOIR "FANTASIA, le plus rétro des enchantements." Odile Grand - L'AURORA "Les jeunes générations y filipent." Robert Benayoun - LE POINT "On sort enchanté." Gérard Lemaire - TELE 7 JOURS "Si vous avez envie d'être "épâtés" par un film visuellement "pop" avant la lettre, FANTASIA est pour vous." Beno Forlani - RTL "Avec Walt Disney, la musique classique, c'est le pied!" HIT MAGAZINE



REX v.f. - UGC ERMITAGE v.c. - UGC ODEON v.c. - URSULINES v.c. - MIRAMIR v.c. - MAGIC CONVENTION v.c. - PARAMOUNT GALAXIE v.f. - BUXY Vol d'Yver - CYRANO Versailles - ALPHA Argentou - CENOT Pontfide - CLUB Montreuil - ANEL Rueil - U.G.C. Paisy - MELLES Montreuil - VILLAGE Nanterre



U.G.C. NORMANDIE - GRAND REX - PARAMOUNT OPERA - BRETAGNE - MAGIC CONVENTION U.G.C. GODELINS - U.G.C. DEON - PARAMOUNT ORLEANS TROIS MURAT - PUBLICS MATIGNON - PARAMOUNT MAILLOT - PARAMOUNT MONTMARTRE PARAMOUNT ONLY - C2L VERSAILLES - PALAIS DU PANG - LE PEROUX - ARTE - ROSY - PARAMOUNT LA VARENNE ARTEL MILLEVEUX - ST-GEROIS - BUXY VIL YVERNES - CARDEFOR PANTIN - HOLLYWOOD DARGHEN PANDORA AULAY - ELYSEE 2 LA CELLE-CLAUDE - C2L ST-GERMAIN - FLAMENDES SARGELLES MELLES MONTREUIL - ULIS 2 DISAY - GAMMA ARGENTOU - PUBLICS-DEFENSE PUTEAUX



BERNARD BLIER Marie-France Pisier - CLAUDE BROSET Daniel Ivernel - CHARLES GERARD Michel Audiard - MICHEL AUDIARD Daniel Ivernel - FELICIAN MARCEAU FELICIAN MARCEAU (éditions GALLIMARD) Distribution

CARNET

Naissances

— Brigitte et Dominique Mar-
coux, ainsi que Thomas, ont la
joie d'annoncer la naissance de
Mélodie, le 10 octobre 1976.
M. Marceline, chemin Brinot,
1100 Abbeville.

— M. Paul Lenoir et Mme, née
Pauline de Paugon, ont heu-
reux de faire part de la nais-
sance de leur fille, le 10 octobre
1976, de 10 h 15, rue de la
Salle, 14, rue Jacob, 75006 Paris.

Fiançailles

— Christiane Peyrot et Wilfrid
Unterwiesing ont la joie d'annoncer
leurs fiançailles.

Mariages

— M. et Mme Siméon Sobolev,
sont heureux de faire part du ma-
riage de leur enfant, le 10 octobre
1976, à 15 h 15, en la sacra-
mentelle de la paroisse de la
Salle, 14, rue Jacob, 75006 Paris.

— M. et Mme Jean-Louis
sont heureux de faire part du ma-
riage de leur enfant, le 10 octobre
1976, à 15 h 15, en la sacra-
mentelle de la paroisse de la
Salle, 14, rue Jacob, 75006 Paris.

Décès

— M. et Mme Léon, Cécile Huet,
Mme Pauline Huet, le docteur
André Huet, M. Gérard Huet,
les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du
décès de leur fils, le 10 octobre
1976, à 15 h 15, en la sacra-
mentelle de la paroisse de la
Salle, 14, rue Jacob, 75006 Paris.

Remerciements

— M. et Mme Léon, Cécile Huet,
Mme Pauline Huet, le docteur
André Huet, M. Gérard Huet,
les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du
décès de leur fils, le 10 octobre
1976, à 15 h 15, en la sacra-
mentelle de la paroisse de la
Salle, 14, rue Jacob, 75006 Paris.

Anniversaires

— Pour le premier anniversaire du
décès de leur fils, le 10 octobre
1976, à 15 h 15, en la sacra-
mentelle de la paroisse de la
Salle, 14, rue Jacob, 75006 Paris.

Avis de décès

— On nous prie de rappeler
qu'une messe pour le repos de
l'âme de leur fils, le 10 octobre
1976, à 15 h 15, en la sacra-
mentelle de la paroisse de la
Salle, 14, rue Jacob, 75006 Paris.

Soutenances de thèses

— M. et Mme Léon, Cécile Huet,
Mme Pauline Huet, le docteur
André Huet, M. Gérard Huet,
les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du
décès de leur fils, le 10 octobre
1976, à 15 h 15, en la sacra-
mentelle de la paroisse de la
Salle, 14, rue Jacob, 75006 Paris.

Communications diverses

— Une messe solennelle mar-
quera le 17 octobre, à 15 heures,
en l'église Saint-Etienne, à Paris
(quartier des Halles), la rentrée des
écoliers de cette paroisse. Com-
munion de tous les enfants, sous la
direction de M. Jean Martin,
maître de chapelle. Au grand orgue,
M. Jean Martin. Au piano, M.
Jean Martin. « Messe du papa Marcel »
de Fauré ; « Magnificat » de
Bach ; « Credo » de Beethoven.
de Stendhal.

Visites et conférences

— La section des sociétés am-
icales de l'U.P.O.S. organise un
cycle de conférences intitulé :
« Quelques dates pour mieux com-
prendre la vie politique ». La
première de ces conférences
aura lieu le 20 octobre, à 14 h 30,
à l'hôtel des Arts-et-Métiers. Les
renseignements seront donnés par
M. Jean Martin, 11, rue
Claude-Lorraine, 75001 Paris.

— Le Théâtre Olympe (75, rue de
la Harpe, Paris), organise un
cycle de conférences-débats intitulé
« Philosophie aujourd'hui ». Ces
conférences auront lieu à 20 h 30,
7, rue de la Harpe, le 19 octobre, Jean-
Marie Gaudin (« La philosophie
structurale ») et le 20 octobre, Jean-
Marie Gaudin (« La philosophie
structurale »). Les conférences
seront animées par M. Jean Martin,
11, rue Claude-Lorraine, 75001 Paris.

SAMEDI 16 OCTOBRE

— M. et Mme Léon, Cécile Huet,
Mme Pauline Huet, le docteur
André Huet, M. Gérard Huet,
les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du
décès de leur fils, le 10 octobre
1976, à 15 h 15, en la sacra-
mentelle de la paroisse de la
Salle, 14, rue Jacob, 75006 Paris.

ATTENTION !

4 jours seulement
vente exceptionnelle
au 36, rue de la République
94160 SAINT-MAUR
Face à la Mairie

Les 14, 15, 16

et 17 octobre 1976
de 11 h à 20 h.

Un lot de TAPIS D'ORIENT

André et Odette sortent dis-
cussions. Quelques exemplaires :
Naim, Ghom, Sali, Isphar et
Shirvan, etc...

à l'HOTEL SOFTEL

Porte de Vincennes
Salon Elitiste - Niveau 1
Les 15, 16, 17
et 18 octobre 1976
de 11 h à 20 h.

LA MALLE D'ORIENT

vous invite à son exposition
d'ART CHINOIS et JAPONAIS
IVOIRES et PIERRES DURES
sculptés d'Extrême-Orient
et certaines pièces rares

de remise

sur tous les costumes prêt-à-porter
de la collection Automne-Hiver
2 et 3 pièces.

CCC : de l'imperméable

et bien d'autres choses
39-41, Bd Haussmann

STARK and SONS

16, RUE DE LA PAIX - 1^{er} ETAGE
tailors

COLLECTION NOUVELLE

Costumes, pardessus
Grande mesure et prêt-à-porter



24, faubourg Saint-Honoré, Mantoux de
ragondin, col de rasoir, attaches cuir 14.500 F.



Pour que l'utile soit beau.

HERMÈS

MADELIOS

TROUSSEAUX POUR HOMMES - GENTLEMEN'S OUTFITTERS

PLACE DE LA MADELINE - PARIS

mardi 19, mercredi 20, jeudi 21 Octobre

PRIX

EXCEPTIONNELS

dans tous nos rayons

PARIS GRAND PALAIS

3^e FOIRE INTERNATIONALE D'ART CONTEMPORAIN

16 AU 24 OCTOBRE

TOUS LES JOURS DE 10 à 23 H. SAMEDI ET DIMANCHE DE 10 à 20 H.

ORGANISATION : C.I.P. 62, RUE DE MIROMESNIL 75008 PARIS 337.54.56 ET 55.36

NEUILLY-SUR-SEINE

Salles de vente du Boul-
lard, 10, rue de la République, 94160
SAINT-MAUR
Vente de CREDITS CHINOIS
Santoni, Minamori et Associés
10 h à 12 h 30 - 13 h à 16 h 30

TAPIS D'ORIENT

ET PIERRES DURES

CHINE et JAPON

(Bijoux avec certificat d'authenticité)

AGREST ET VERTE

PIANOS

LABROUSSE

41, rue de la République, 17^e, 93100
BOULOGNE-BILLANCOURT
22, rue de la République, 93100
BOULOGNE-BILLANCOURT
12, rue de la République, 93100
BOULOGNE-BILLANCOURT

vous proposent aussi les

pianos RAMEAU

héritier de la tradition française

	La Haye	La Haye
L'IMMOBILIER	28,00	32,00
"Plaards encadrée"	34,00	38,00
Deurle insertion	38,00	44,37
"Plaards encadrée"	40,00	48,00
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,00

150

LA VIE SOCIALE

SYNDICATS

DANS UN CONGRÈS TENU PRÈS DE BLOIS

L'Union des cadres et techniciens envisage la réunification avec la C.G.C.

Le quatrième congrès de l'Union des cadres et techniciens (U.C.T.) s'est ouvert, vendredi 15 octobre, à Seillac, près de Blois. Outre l'examen de deux rapports sur « la régulation contractuelle de l'économie » et sur ses applications dans le domaine de l'emploi », les congressistes doivent renouveler l'équipe dirigeante et surtout se prononcer sur l'ouverture de négociations officielles avec la C.G.C. dans la perspective d'une réunification.

L'histoire non achevée de l'Union des cadres et techniciens est celle de toutes les minorités assaillies qui se heurtent à la rigidité des lois, des institutions

et des mœurs françaises; elles abandonnent une confédération juste trop vieillissante et, après mille difficultés et une cure d'isolement de l'U.C.T. et du pétrole, se lancent avec fougue, en 1968, dans la création d'une nouvelle confédération qu'ils voulaient « équilibrée » et ouverte à tous les cadres. A l'origine, deux syndicats puissants — ceux de l'E.G.P. et du pétrole — constituaient les solides fondations de la nouvelle organisation.

Entraînés par les pratiques jugées peu démocratiques des dirigeants C.G.C., des années du silence par une action trop catégorielle et défensive, en désaccord sur la nécessité et le contenu d'une réforme de l'entreprise, des cadres de l'E.G.P. et du pétrole se sont lancés avec fougue, en 1968, dans la création d'une nouvelle confédération qu'ils voulaient « équilibrée » et ouverte à tous les cadres. A l'origine, deux syndicats puissants — ceux de l'E.G.P. et du pétrole — constituaient les solides fondations de la nouvelle organisation.

Recrutement : « un échec »

Après sept années de vie difficile, l'U.C.T. est arrivée à un tournant : elle doit tout d'abord recruter, mais sans problème — rappelle-t-on — elle a été créée par une fondation et une équipe. Mais elle doit maintenant recruter la nouvelle équipe, rassembler les cadres et techniciens, sur l'avenir d'un syndicat qui n'a pas réussi à décoller.

Comme l'a reconnu avec franchise, vendredi matin, le secrétaire général, M. Guidet, dans son rapport, l'activité, l'opération U.C.T. a été « un échec » au niveau du recrutement. Si l'U.C.T. renforcé sa position à l'E.G.P. et dans le pétrole, il a été bécoté du ralliement d'un syndicat autonome des cadres du Livre et est fort et il a des salaires, « dans certaines sections faibles », elle n'a pas pu devenir, avec ses quelque trente mille adhérents, une véritable confédération.

« L'indivision des cadres », si précieuse, « l'absence d'une ligne éditoriale de l'époque », et la peur de l'avenir, ont empêché de se réunifier, pas, selon M. Guidet, à empêcher la stagnation des effectifs. Comme tout

nouveau syndicat, l'U.C.T. a été heurté au fameux obstacle de « la représentativité nationale », le label nationaliste par le C.G.C., le C.F.T.C., le C.F.T.M., le C.F.T.C., le C.G.C., le label sans lequel il est très difficile de recruter dans les entreprises, il est impossible de recruter des adhésions conséquentes et il est ardu d'avoir accès aux colonnes des journaux, aux micros des radios et à la télévision.

Dans le domaine des idées, des propositions et même des réalisations — du moins à l'E.G.P. — l'U.C.T. peut, certes, pointer des résultats positifs dans la mesure où elle a réussi à avoir « une présence nationale » en faisant connaître « un courant de pensée original du syndicalisme ». Non seulement elle a approfondi et vulgarisé ses thèses sur la politique salariale selon la formule des contrats de progrès, sur la co-ordination dans la régulation contractuelle de l'économie — thèmes qui seront au centre des débats du quatrième congrès — mais elle est aussi parvenue à convaincre certaines fédérations amies et à vendre à sa compensation ses analyses.

Mais les vrais réformistes que sont les membres de l'U.C.T. ne veulent pas rester enfermés dans un club de prospective et d'élaboration d'idées. Dès lors de leur troisième congrès, en 1974, ils ont pris conscience de la nécessité de sortir d'un isolement certain; ils ont alors décidé de

sonder les autres syndicats pour examiner les possibilités d'un rassemblement plus vaste des cadres. De nombreuses rencontres ont eu lieu avec le C.F.T.C., le R.U.G.I.C.T. (C.G.C.) et la C.F.D.T. Au début de sympathies ou de certaines approches communes sur quelques problèmes avec telle ou telle organisation, ces contacts n'ont pas abouti.

En revanche, les réunions de travail avec les syndicats de la C.G.C. — notamment la fédération des métallurgistes — qui lors du départ de M. Malterre, ont suivi en 1974 la candidature de M. Menu pour la présidence de la C.G.C. ont permis d'élaborer un rapprochement avec la « grande maison » d'autrefois.

L'esprit d'ouverture de celui qui a battu M. Menu et prôné désormais aux destinées de la C.G.C. M. Charpentier et surtout son appel au regroupement, début 1976, ont accéléré le processus. Six réunions officielles, du 3 février au 14 septembre 1976, ont permis de dresser un premier bilan des points d'accord et de divergence. Sans négliger le « ralliement » que certains militants U.C.T. notent dans le comportement récent de la C.G.C. mais sans oublier leur propre faiblesse et leur volonté de défendre leurs idées dans une vaste confédération des cadres, les congressistes vont donner le feu vert à l'ouverture de négociations officielles.

JEAN-PIERRE DUMONT.



Une route plus agréable et plus facile, des vacances réussies...

les AGF, ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE, vous recommandent d'écouter le Radio Guidage sur RTL.

Vous aider à prévenir tous les obstacles qui se dressent sur la route de votre vie, telle est la vocation des AGF.

Partout en France un ami vous attend, l'agent AGF. Consultez le.



Sur la route comme partout, AGF... avec vous.



CONSUMMATION

UN GROUPE DE TRAVAIL SUR LA PUBLICITÉ COMPARATIVE VA ÊTRE CRÉÉ

annonce Mme Scrivener

Deux journées du droit à la consommation se sont tenues les 14 et 15 octobre. Organisées par l'Institut français de la consommation, elles ont permis à des juristes, des magistrats, à des avocats, à des fonctionnaires, et à des représentants de consommateurs de se réunir pour faire le point sur l'obligation d'informer les consommateurs qui incombe aux producteurs et aux commerçants ainsi que sur le droit d'expression des consommateurs.

L'obligation d'informer est encore insuffisamment respectée, ne ce soit avant la signature d'un contrat ou d'un simple achat, — qu'il s'agisse d'équiper, d'information ou de publicité, mais une législation plus précise et plus fréquente, quant au droit d'expression des consommateurs, individuels ou groupés en associations, il est en train d'être reconnu pleinement. Mme Christine Scrivener, secrétaire d'État à la consommation, qui a dans son discours ouvert l'initiative des producteurs et des distributeurs à « faire un effort supplémentaire », a annoncé la création d'un groupe de travail sur la publicité comparative. « Il me semble que la comparaison entre des marques concurrentes est une pratique déloyale », a-t-elle déclaré. Il convient cependant d'en définir les modalités d'usage avec beaucoup de soin.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● SAINT-GOBAIN PONT-A-MOUSSON ET LE GROUPE SUÉDOIS GRANGES vont regrouper leurs intérêts verriers en Scandinavie. Un holding commun serait créé pour regrouper leurs participations dans ce secteur. S.G.P.M. y détiendrait 51 %, Saint-Gobain posséderait 29 % du capital de la firme suédoise Emmaboda et de sa filiale Trumpler, et 49 % du capital de la société norvégienne Drammens. De son côté, Granges détiendrait 100 % des actions de Skangas, une entreprise suédoise possédant des usines au Danemark et en Suède.

Agriculture

● LA CONSOMMATION DE VINS a atteint en France 46,49 millions d'hectolitres au cours de la campagne 1975-1976 (+ 6 % par rapport à la période précédente). Selon l'Office national interprofessionnel des vins de table la consommation d'appellations contrôlées s'est élevée à 7,48 millions d'hectolitres (+ 12,4 %) et celle de vins de table à 38,97 millions d'hectolitres (- 14 %).

Commerce

● LE MARCHÉ D'INTERÊT NATIONAL DE RENGIS (fonctionnaires) normalement, mal-

gré l'annonce d'une grève de certains acheteurs débaillants à partir du 18 octobre, indique un communiqué de la Chambre syndicale des grossistes en chaussures, le début de la circulation des marchandises est assuré par les pouvoirs publics, précise le communiqué.

Conflits et revendications

● GREVE A AIR INTER. — La compagnie Air Inter ne pourra pas assurer, ce vendredi, les vols pour Paris, pour la semaine du 15 octobre, la majeure partie de ses vols ne sera pas assurée d'une grève des hommes et des stewards. Ceux-ci demandent une augmentation de leur rémunération.

En dépit de cet arrêt de travail, un certain nombre de vols sont assurés, notamment sur les lignes Paris-Marseille, Paris-Lyon, Paris-Bordeaux, Paris-Nantes, Paris-Strasbourg, Paris-Quimper, Paris-Brest et Paris-Nice. Renseignements : 539-25-25.

● A BESANCON, UNE ORDONNANCE D'EVACUATION des locaux de la Compagnie des transports, occupés depuis le 10 octobre par les employés en grève depuis le 7 octobre, a été prise par le tribunal des référés. Les grévistes réclament une augmentation des salaires et la réintégration d'un employé stagiaire.

● LE SYNDICAT CUD-UNATI DES CAFETIERS ET RESTAURATEURS DE PARIS demande à tous les professionnels d'observer une journée de fermeture mardi 19 octobre. Le CUD-UNATI entend protester contre le paiement d'une TVA, sur les produits des gargons de café et contre l'extension des bureaux pilotes aux salons et aux terrasses.

Entreprises

● PREPARATION DU PROJET DE LOI SUR LE BILAN SOCIAL. Ce projet prévoit la communication obligatoire au comité d'entreprise (plus de trois cents salariés) d'une série d'indicateurs sociaux (emploi, rémunérations, Sécurité sociale, etc.), une liste de questions devant être fixée par arrêté.

LE TAUX D'INTERÊT DES EURODEVISES

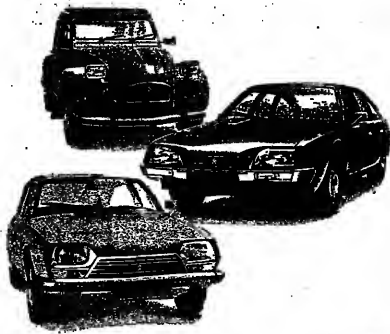
	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
avances	4 1/2	3 1/2	1 1/2
mois	3 1/2	2 1/2	1 1/4
3 mois	3 1/2	2 1/2	1 1/4
6 mois	3 1/2	2 1/2	1 1/4
12 mois	3 1/2	2 1/2	1 1/4

Découvrez "les peu sucrés de Voivic"

Buvez naturellement peu sucré, découvrez l'in aux pamplemousses et le vin aux oranges. Légers et très désaltérants, sans produits artificiels, sans gaz, "les peu sucrés de Voivic" ont le goût frais et naturel du fruit.

Recommandations : Volez B.D. et B.D. Bourg-la-Montagne - Tél. : 300-4038

ILYA DES OCCASIONS A NE PAS LAISSER PASSER 3 EXEMPLES:



1. CV 4 1976 : 10 750 F
Garantie 3 mois pièces
et main-d'œuvre dans toute
la France.
2. Spécial 1976 : 18 900 F
Garantie 6 mois pièces
et main-d'œuvre dans toute
la France.
3. CX 2000 1976 : 29 500 F
Garantie 6 mois pièces
et main-d'œuvre dans toute
la France.

DEPARTEMENT OCCASION CITROËN

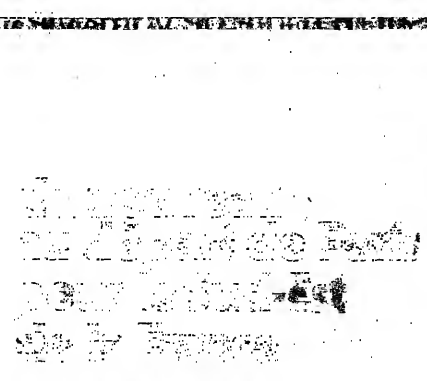
10, place Etienne-Pernet,
75015 PARIS - TEL. 532.70.00

59 bis, avenue Jean-Jaurès,
75019 PARIS - TEL. 208.86.60

50 à 64, bd Jourdan,
75014 PARIS - TEL. 689.49.89

CITROËN

CITROËN TOTAL



La SNCF améliore la desserte de jour
du Sud-Est de la France:
Dijon, Lyon, Grenoble, Saint-Etienne,
Marseille, la Côte d'Azur,
le Languedoc.

- accélération des trains existants
- création de nouveaux trains.
- amélioration du confort par la mise
en service de voitures "Corail"

renseignements : gares et agences de voyages.

Certains
Français
lisent
un second
quotidien
chaque
jour.

VOTRE PRESENCE
PENDANT
VOTRE ABSENCE



Ansofone
Le plus grand
spécialiste mondial du
**REPONDEUR
TELEPHONIQUE**
Possibilité de leasing
(135 F HT/Mois)

Percom
BLANC S.A.
5, rue de la Paix 75002 PARIS TEL. 271.81.41

DOCUMENTATION GRATUITE
Veuillez me faire parvenir, sans engagement
de ma part, votre documentation sur la gamme
ANSOFONE.

NOM _____
PRÉNOM _____
SOCIÉTÉ _____
ADRESSE _____
CITY _____
PAYS _____

PERCOM-BLANC S.A. - 5, rue de la Paix
75002 PARIS - TEL. 271.81.41

MICRO-ORDINATEUR IMSAI

Portes d'Agents et de Distributeurs
Le réseau mondial de magasins de
vente d'ordinateurs qui commercialise
les ordinateurs IMSAI est aujourd'hui
présent dans une centaine de points de
vente dans une dizaine de pays. C'est
pour vous une chance de participer
à l'une des activités commerciales
modernes, dont le développement est
le plus rapide. Posséder votre propre
ordinateur IMSAI, c'est vous ouvrir
à une carrière brillante, dans le domaine
de l'informatique, et à la fois, vous
ouvrir à une carrière commerciale, dans
le domaine de la vente. L'ordinateur
IMSAI est en effet un outil de travail
qui vous permet de travailler dans
un domaine en pleine expansion et de
développer votre activité commerciale.
Des marchés de premier plan sont
actuellement disponibles. Nos agents
qui travaillent dans le monde entier
ont des connaissances dans ce
domaine. Des postes de distributeurs
sont également disponibles dans des
zones chaudes.

PROGRAMME DE SÉMINAIRE
Un représentant d'IMSAI sera à
votre disposition à la date, à l'heure
et dans le lieu indiqué ci-dessous
pour répondre à vos questions et
vous fournir toute information utile.

A PARIS, à l'Hotel de Clugny,
21, place de la Concorde, le 28 octobre
à 10 heures.

IMSAI
IMS ASSOCIATES, Inc.
14800 Wilshire Blvd.
San Francisco, California 94127
(415) 465-2083 / TWX 910 366 7222

ÉCONOMIE

Libres opinions

Quand la viticulture française marche sur la tête...

par WILLIAM FÈVRE (*)

L'OBJET de la législation sur les appellations d'origine, élaborée de 1905 à 1935, est de garantir l'authenticité des indications de provenance corrélatives aux vins : en même temps que la conformité de leurs conditions de production avec des usages résultant de l'expérience.

En conséquence, aucun vin ne peut légalement recevoir le nom de son terroir de production, avec la mention qu'un tel nom correspond à une appellation d'origine, s'il ne possède déjà une certaine notoriété et si ses conditions de production ne relèvent d'une certaine autorité. Et, en outre, un vin d'appellation d'origine ne peut légalement changer de personnalité par modification profonde des cépages et de l'aire de production dont il provient.

Telle est la leçon dont la législation a été appliquée pendant les trente années qui ont suivi la création de l'Institut national des appellations d'origine (INAO). Peut-on dire qu'elle l'est encore ainsi ? Deux décisions récentes, prises par l'INAO, permettent de poser la question : l'une concerne la création d'une nouvelle appellation d'origine sous le nom de « coteaux de la Maestère », l'autre concerne l'extension de l'aire de production du chablis.

La Maestère est un petit massif proche de Carcassonne. Il porte sur ses pentes un vignoble d'implantation récente produisant un bon vin, qui se situe désormais dans la catégorie des vins d'appellation d'origine sous la forme d'un V.D.O.S. dit « coteaux de la Maestère ». L'arrêt ministériel qui vient d'être publié pour créer ce V.D.O.S. n'est pas conforme à la législation sur les appellations d'origine.

L'aire de production du chablis, consacrée par les usages de cette appellation, est attachée aux terroirs kimmeridgiens de la région imitée, une appellation peut chauffer d'un côté ou de l'autre, provenir des autres terroirs à vocation viticole de cette région. Ces usages ont été reconnus à la fois par les tribunaux en 1923 et par l'INAO en 1935. Sans se soucier d'appuyer une quelconque preuve qu'il s'agit alors d'un vin, ce dernier vient de les écarter pour ouvrir le vin à une extension d'environ 50 % de l'aire de production utile de cette appellation (c'est-à-dire de l'aire plantée ou devant le planter).

Que ces deux décisions concernant la Maestère et le chablis aient été prises ensemble est symbolique du changement qui longe, depuis plusieurs années, la législation française protégeant les appellations d'origine.

Cette législation a fini de produire le résultat pour lequel elle avait été inventée de 1905 à 1935 : celui d'assurer la reconnaissance des vignobles producteurs de vins fins dans leurs limites et leurs usages de production traditionnelle, au lendemain de la grande crise phylloxérique qui avait failli les emporter.

La tentation est grande de la faire servir désormais, sur la lancée de son succès, à un tout autre objet : celui d'assurer la promotion qualitative des vins de table ordinaires en leur apportant une note réglementaire prestigieuse.

Pourtant, il est faux de penser que la multiplication des vins à indication de provenance ou d'origine sert le progrès de la viticulture des vins courants. Au bout d'un certain temps, elle les conduit dans une impasse : de nombreux vins ainsi « personnalisés » intéressent peu de gens et ne se vendent pas plus cher que les vins de cépage, malgré le paiement de production qui leur est imposé. Alors s'éveille l'idée que la qualité ne paie pas.

La vérité est que relativement rares sont les terroirs viticoles qui marquent les vins aux caractères gustatifs pouvant être localisés par le consommateur et reconnus par le consommateur ; et cela en outre méritent de l'être. C'est donc une erreur de laisser tout l'effort qualitatif de la viticulture française, en dehors des zones à vins fins, s'orienter vers la production de multiples vins de terroirs que personne ne distingue sérieusement les uns des autres.

En dehors des terroirs à vins fins, le facteur principal de différenciation de la qualité des vins est le cépage. Alors, au lieu de chercher à produire des dizaines de « vins de coteaux », la viticulture française ne s'occupe-t-elle d'organiser pour l'un ou le consommateur, à côté des vins d'appellation d'origine, un certain nombre de vins de cépages : cabernet, merlot, grenache, et ainsi de quelques cépages fins ? C'est-à-dire des vins qui par leur masse susciteraient l'intérêt du commerce, et que tous les consommateurs pourraient aisément distinguer les uns des autres. N'est-ce pas d'ailleurs ce qui était le but de la loi de 1905 ?

Certes la même cépage peut produire des vins très différents d'une région à l'autre. Mais le vin portant le nom d'un cépage pourrait faire l'objet d'un règlement de production sélectionnant ses différents aires de production, afin de lui conserver un certain niveau. Il est faux de penser que la notion d'usage de production est devenue une notion dépassée lorsqu'elle porte sur le choix des cépages et des terroirs, cette notion ne peut être écartée sans aller vers l'uniformité et le banal.

Le cas de l'extension du terroir du Chablis est significative à ce dernier égard. Au commencement, celui-ci était limité aux coteaux proches du bourg de Chablis. Puis il fut étendu aux terroirs dits kimmeridgiens, parce que la qualité de leurs vins n'était pas essentiellement différente de celles des vins de certains coteaux : ainsi naquit le chablis « tout court », par opposition à celui des coteaux traditionnels, connu au grand de chablis premier ou au grand cru. Aujourd'hui, il devrait être étendu à la plus grande partie du vignoble du petit chablis, parce que la qualité de ses vins n'est pas logiquement sensiblement différente de celle de certains chablis « tout court ». Le résultat de ces extensions successives est allé à l'encontre.

En vérité, la viticulture française marche actuellement sur la tête. Une législation créée pour une autre fonction de ses vœux oriente le plus souvent ses efforts qualitatifs. Que pourtant dans ce pays qui ne connaît pas toujours le climat de la Californie bien des vins ne puissent être commercialisés chaque année sous l'étiquette de leur origine n'empêche personne de dormir, les professionnels étant accablés d'y remédier à leurs risques et périls.

La décadence des appellations d'origine viticoles ne sera évitée que si la viticulture française parvient à arracher à cette classification des vins de terroir en se remettant sur ses deux pieds : avec, d'une part, une grande masse de ses vins se désolant, à côté des vins de marque existant sous quelques noms de cépages importants ; et, d'autre part, certains vins se consacrant sous un nom de terroir éléments gustatifs indiscutables, ou quand il s'agit d'une appellation d'origine véritable.

Alors la viticulture française des vins de table cessera d'être un consommateur tant de vins qu'il se rassemblent, quelle que soit leur diversité. L'effort de « renouveler » son encadrement pourrait se faire dans un cadre logique, axé sur la promotion des vins de certains cépages dans l'étendue de l'implantation. En l'absence de la loi sur les appellations d'origine, cessant d'être sollicitée à tort et à travers, serait sans doute l'objet de moins de déformations.

(*) Président du Syndicat de l'appellation chablis.

100-11-62-1520

150 000 000

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONFLITS ET REVENDICATIONS

DEUX GRÈVES POUR DES PRIMES DE FIN D'ANNÉE

A PARIS : les trois quarts des agences de la Caisse d'épargne sont fermées

Par 830 voix contre 12, les employés de la Caisse d'épargne de Paris, réunis le 14 octobre en assemblée générale, ont décidé de continuer la grève, déclenchée le 6 octobre à l'initiative du Syndicat unifié des agents et cadres des caisses d'épargne et de la section C.F.D.T., pour protester notamment contre la diminution ou la suppression de la prime de fin d'année.

Une manifestation a eu lieu mercredi, rue de Provence, devant le siège d'une banque dont le directeur, M. Jacques Viot, est aussi le président du conseil d'administration de la Caisse d'épargne de Paris. Un nouveau

A ROUEN : huitième jour d'arrêt de travail d'une partie du personnel municipal

De notre correspondant

Rouen. — Depuis sept jours, les municipaux de Rouen sont en grève. Au lendemain de la journée d'action du 7 octobre, la C.G.T. lançait un mot d'ordre d'arrêt de travail par les deux mille deux cents salariés de la ville de Rouen. Le 12 octobre, la C.F.D.T., minoritaire, rejoignait le mouvement. Les deux syndicats réclament le paiement échelonné d'une prime équivalente au troisième mois et la titularisation du personnel auxiliaire et temporaire.

Au septième jour de la grève, d'après les syndicats, la pourcentage des grévistes varie de 100 % chez les premiers à 25 % dans les bibliothèques. Un millier de grévistes environ ont pris part au défilé du mercredi 13 octobre. D'après la mairie qui, avec mille huit cent cinquante agents, assure le service de la ville, le pourcentage des grévistes est en diminution, mais n'est pas, pour la 14 octobre, que de 30 %.

Le maire de la ville, M. Lecanue, ministre d'État, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, a jusqu'à présent refusé de recevoir personnellement les représentants syndicaux. Selon la direction, c'est surtout en raison de la multiplicité et de la diversité des activités de la Caisse d'épargne que la grève est si difficile à gérer. L'an dernier, à cette époque, indiquait-elle, les résultats ont été satisfaisants. Les grévistes ont obtenu, en outre, la satisfaction des revendications seules une charge trop lourde pour la budget communal.

« La prime de fin d'année est indiquée dans le règlement de la gestion de la Caisse, assure de leur côté les syndicats. L'époque et la périodicité de son versement, son montant et sa répartition en font un élément du traitement selon les critères de la hiérarchie. »

Les syndicats s'insurgent aussi de la volonté de la direction de confier à un organisme privé la gestion du service immobilier de la Caisse d'épargne de Paris, qui compte plus de mille cinq cents logements sociaux. Une dizaine de personnes travaillent actuellement dans ce service. Il n'y a cure aucun logement, affirme la direction. Ces personnes sont, classées à l'inférieur de notre organisme. »

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CREUSOT-LOIRE

La situation financière du bilan au 30 juin 1976 fait ressortir une marge brute d'amortissement de 48 millions de francs pour les six premiers mois de l'exercice. Après déduction des amortissements d'une somme équivalente, les comptes de la société sont équilibrés.

Pour l'ensemble de l'année 1976, le résultat net avant d'impôt de 41 millions de francs et la marge brute d'amortissement de 210 millions de francs.

Dans la branche métallurgie, les résultats ont été globalement affectés par des grèves qui ont particulièrement perturbé la marche des aciéries. Les commandes ont toutefois été satisfaisantes, mais grâce à une politique commerciale efficace, la charge des matières premières est restée normale. Les ventes ont été satisfaisantes, se manifestant dans ce secteur, on peut raisonnablement espérer une amélioration des prix et vente par une meilleure orientation du marché international.

En ce qui concerne la mécanique et l'équipement, la situation est restée satisfaisante grâce aux positions acquises par la société dans certains secteurs d'activités spécialisées. Les commandes de l'exercice ont été satisfaisantes, se manifestant dans ce secteur, on peut raisonnablement espérer une amélioration des prix et vente par une meilleure orientation du marché international.

Sauf circonstances exceptionnelles, la société se propose de maintenir le dividende à son niveau de 1975, soit 300 francs par action. Elle a décidé de verser un dividende de 300 francs par action plus avant par un acompte d'attente, augmenté de 100 francs par action, soit 400 francs par action.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe Delalande pour le premier semestre 1976 s'élève à 187 251 000 F, dont 22 % réalisés à l'étranger, soit + 1,5 % sur le semestre correspondant de 1975.

Les comptes des six premiers mois de l'exercice 1976 se sont présentés de la manière suivante :

DELANDE S.A.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe Delalande pour le premier semestre 1976 s'élève à 187 251 000 F, dont 22 % réalisés à l'étranger, soit + 1,5 % sur le semestre correspondant de 1975.

Les comptes des six premiers mois de l'exercice 1976 se sont présentés de la manière suivante :

— Des variations des cours de change qui font ressortir une perte de 1 million de francs sur la période du 1er janvier 1976 au 30 juin 1976, contre 3 500 000 F au 30 juin 1975.

— Les développements des filiales pharmaceutiques étrangères, la reprise des ventes en France, certaines hausses de prix obtenues ont fait ressortir une perte de 1 million de francs sur la période du 1er janvier 1976 au 30 juin 1976, contre 3 500 000 F au 30 juin 1975.

Le chiffre d'affaires consolidé provisoire à la fin septembre est de 220 000 000 F, dont 22 % réalisés à l'étranger, soit + 1,5 % sur le semestre correspondant de 1975.

Si la tendance à la reprise observée depuis juillet se confirme, le résultat net consolidé de 1976 devrait être du même ordre de grandeur que celui de l'exercice précédent. Dans ses charges exceptionnelles, la société a inscrit, au 30 juin 1976, une perte de 1 million de francs.

Quant aux investissements, réalisés en 1976, ils seront probablement inférieurs à ceux de l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires consolidé provisoire à la fin septembre est de 220 000 000 F, dont 22 % réalisés à l'étranger, soit + 1,5 % sur le semestre correspondant de 1975.

SELLIER LEBLANC

Au cours de sa séance du 8 octobre 1976, le conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice écoulé, qui s'élève à 1 700 millions de francs.

Après déduction des amortissements d'une somme de 3 500 000 F, le bénéfice d'exploitation, sensiblement équivalent à celui de l'exercice précédent, s'élève à 3 500 000 F, soit 100 F par action.

Après déduction des provisions diverses et impôts, le bénéfice net ressort à 3 000 000 F.

Le conseil propose à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, qui se tiendra le 20 novembre 1976, le maintien du dividende unitaire à 300 francs, plus un acompte de 100 francs, soit 400 francs par action.

Après mise en réserve d'un acompte de 1 000 000 F, le montant total du dividende s'élève à 4 000 000 F, soit 100 F par action.

Après mise en réserve d'un acompte de 1 000 000 F, le montant total du dividende s'élève à 4 000 000 F, soit 100 F par action.

Après mise en réserve d'un acompte de 1 000 000 F, le montant total du dividende s'élève à 4 000 000 F, soit 100 F par action.

Après mise en réserve d'un acompte de 1 000 000 F, le montant total du dividende s'élève à 4 000 000 F, soit 100 F par action.

Après mise en réserve d'un acompte de 1 000 000 F, le montant total du dividende s'élève à 4 000 000 F, soit 100 F par action.

Après mise en réserve d'un acompte de 1 000 000 F, le montant total du dividende s'élève à 4 000 000 F, soit 100 F par action.

Après mise en réserve d'un acompte de 1 000 000 F, le montant total du dividende s'élève à 4 000 000 F, soit 100 F par action.

Après mise en réserve d'un acompte de 1 000 000 F, le montant total du dividende s'élève à 4 000 000 F, soit 100 F par action.

Après mise en réserve d'un acompte de 1 000 000 F, le montant total du dividende s'élève à 4 000 000 F, soit 100 F par action.

Après mise en réserve d'un acompte de 1 000 000 F, le montant total du dividende s'élève à 4 000 000 F, soit 100 F par action.

Après mise en réserve d'un acompte de 1 000 000 F, le montant total du dividende s'élève à 4 000 000 F, soit 100 F par action.

Après mise en réserve d'un acompte de 1 000 000 F, le montant total du dividende s'élève à 4 000 000 F, soit 100 F par action.

Après mise en réserve d'un acompte de 1 000 000 F, le montant total du dividende s'élève à 4 000 000 F, soit 100 F par action.

Après mise en réserve d'un acompte de 1 000 000 F, le montant total du dividende s'élève à 4 000 000 F, soit 100 F par action.

Après mise en réserve d'un acompte de 1 000 000 F, le montant total du dividende s'élève à 4 000 000 F, soit 100 F par action.

Après mise en réserve d'un acompte de 1 000 000 F, le montant total du dividende s'élève à 4 000 000 F, soit 100 F par action.

Pacer



American Motors
Jean Charles
24, rue de la République 75001 Paris

994 millions de francs h.t.

C'est ce qu'a représenté en 1975 l'apport de Daimler-Benz A.G. en France.

La vocation européenne de Daimler-Benz A.G. n'est aujourd'hui plus à démontrer; la présence de la marque sur les routes, en particulier en France où circulent plus de 210 000 voitures et véhicules utilitaires Mercedes-Benz assistés par près de 500 points de services, l'atteste largement.

Mais on ignore généralement l'importance de la contribution de la firme à l'activité économique française.

Au total, en fait, c'est plus de 60 % du chiffre d'affaires réalisé en 1975 par Mercedes-Benz France qui sont restés ou revenus à l'économie française.

310 millions de francs d'achats directs des usines du groupe.

Environ 150 millions de francs sont représentés par des achats en France de produits finis, et semi-finis entrant dans la fabrication des voitures et véhicules utilitaires Mercedes-Benz.

Mais plus de 160 millions de francs correspondent parallèlement aux acquisitions de biens d'équipement des usines et installations du groupe; à titre d'exemple, les machines transfert automatiques à souder, d'une technologie particulièrement

avancée, qui équipent la nouvelle chaîne de montage des berlines 2 à 2,8 litres lancées en 1976, sont de conception et de fabrication française.

1600 salariés français dans les centres de production de Wörth et Gaggenau.

1600 français franchissent quotidiennement la frontière pour venir travailler dans ces deux centres : 130 lignes spéciales d'autocars, des services par des entreprises françaises de transport, en assurent l'acheminement et ont représenté pour ces prestataires en 1975 un chiffre d'affaires H.T. de 2,6 millions de francs.

Daimler-Benz a versé en outre à ces 1600 frontaliers une masse salariale totale de 81 millions de francs. En particulier, les salariés français constituent 10 % des effectifs du centre de production de Wörth, qui assure la production des camions Mercedes-Benz de plus de 6 tonnes dont 10 % sont destinés à la France !

185 millions de francs d'achats directs de Mercedes-Benz France.

Près de 400 entreprises françaises, assistent par ailleurs Mercedes-

Benz France pour la fourniture d'équipements spécifiques ou complémentaires, en particulier pour les véhicules industriels : équipements de carrosseries tels que bennes, fourgons, aménagements spéciaux, mais aussi systèmes de freinage, équipements électriques, sellettes de tracteurs, réservoirs, sièges, ceintures de sécurité, pneumatiques, pare-brises, matériels d'entretien, carburants et lubrifiants, pièces détachées diverses.

Ce sont encore des entreprises de transport routier françaises qui acheminent véhicules et pièces depuis les centres de production jusqu'à Molsheim en Alsace, Mitry-Mory et La Courneuve dans la région parisienne, et de là, les redistribuent à travers le réseau par tournées privatives.

1300 salariés chez Mercedes-Benz France.

Enfin, 415 millions de francs auront été versés également par Mercedes-Benz France en 1975, non seulement rémunérations à ses propres salariés, mais aussi à son réseau, ainsi qu'en taxes et impôts divers.

Sans compter les investissements importants réalisés depuis des années pour les installations ultramodernes des différents centres du

groupe en France : Molsheim, Mitry-Mory et La Courneuve.

C'est donc au total, près d'un milliard de francs qui auront été réintroduits par le groupe Daimler-Benz en 1975 dans l'économie française et qui en font bien plus qu'un simple fournisseur extérieur.



Daimler-Benz A.G.
Un partenaire de l'économie française.



PHILIPS

Dans un site privilégié en Vallée de Chevreuse de toutes nouvelles maisons...

Un site privilégié... Entre Versailles et Chevreuse, à l'entrée de la Vallée de Chevreuse, un site privilégié pour la construction de nouvelles maisons. (Architecte: J. de Tonn.)

Un ensemble harmonieux... Des maisons individuelles, une architecture sobre et élégante, un double garage et un jardin pour chaque maison. (En face de la gare de Chevreuse.)

Des services pratiques... Matériaux nobles, plans bien pensés, de l'espace. Dans chaque maison, un studio privé pour les parents, plusieurs salles de bain, des cuisines très équipées.

Les avantages Kaufman & Broad... Acheter une propriété, vous êtes en mains (5% à la réservation, 45% à la construction, 55% à la livraison. Solde à livrer.)

Vous visiter les maisons modèles entièrement décorées, sur place, tous les jours, même dimanche, de 10 à 12 h.

LOUIÈRE

Le Parc de Port-Royal

Kaufman & Broad: un style de vie

LA VIE ÉCONOMIQUE

A L'ÉTRANGER

Après l'accord conclu chez Ford L'INDUSTRIE AUTOMOBILE AUX ÉTATS-UNIS S'ORIENTE VERS LA SEMAINE DE TRAVAIL DE QUATRE JOURS

Washington. — La grève mondiale depuis le 14 septembre par les ouvriers de la société automobile Ford a pris fin mardi soir 12 octobre. À une faible majorité, les ouvriers « stop-chose » ont accepté, après un vote, de reprendre le travail à l'heure normale, sans payer des heures supplémentaires plutôt que d'emboscher. En tout cas, les ouvriers de Ford, si nous devons croire ceux de l'industrie automobile dans son ensemble, qui travaillent déjà de quatre-vingt-cinq heures par semaine, ont accepté de travailler à l'heure normale, sans payer des heures supplémentaires, pendant un tiers de semaine, l'industrie « normale » sur la base d'une semaine de quatre jours.

De notre correspondant

Il est spécialisé prévoit un accroissement de la production des voitures, mais pas avant 1978. Les constructeurs, anticipant la hausse des salaires, l'ont en effet incluse dans leurs prix de 1977. Toutefois, selon les experts, l'accroissement du prix de la main-d'œuvre devrait inciter les compagnies à faire un effort encore plus grand d'automatisation, c'est-à-dire de substituer des machines à l'homme.

Les « trois grands » de l'automobile (General Motors, Ford, Chrysler) n'emploient plus que six cent quarante-cinq mille ouvriers contre six cent quatre-vingt-cinq mille en 1965. Les experts du syndicat prévoient que la production automobile supplantera de 47 % d'ici à 1980, mais que l'emploi dans cette branche progressera seulement de 5 %. Les salaires de l'automobile en concluent que l'effort du syndicat ne vise pas tant à créer de nouveaux emplois qu'à garantir à cette « aristocratie » ouvrière la situation qu'elle détiendrait autrement, qu'elle risquerait de perdre autrement.

HENRI PIERRE.

Une position privilégiée

Les nouveaux contrats collectifs donneront à l'industrie de l'automobile une position privilégiée au sein du monde du travail. Ainsi, un ouvrier non qualifié de Ford vers son salaire horaire de base passer de 8,22 dollars à 7,50 dollars, sans perdre des augmentations automatiques liées aux variations du coût de la vie. Les mi-

(PUBLI-TE)

RÉPUBLIQUE D'IRAK

NOTICE N° (248)
NATIONAL DEVELOPING PLAN PROJECTS
MINISTRY OF MUNICIPALITIES
THE SEWERAGE BOARD
BAGHDAD - REPUBLIC OF IRAQ

TENDER FOR HASSIRIYAH DRAINAGE & SEWERAGE SCHEME (1st STAGE)

The Sewerage Board invites the experienced tenderers to participate in tendering for the above mentioned scheme. The works comprised in the tender consist of the following:

1. Construction (Supply and laying) of approximately 48 kilometers of secondary and main sewerage ranging in diameters from 36 to 180 cm together with the construction of house connections, street drains and other auxiliary works to the network. The work also comprises widening and deepening of the existing Hassol Drainage Canal approximately 3.750 meters long.

2. Civil engineering works for the construction of a sewage treatment plant and two new pumping stations. The electrical/mechanical works of the Treatment plant and pumping stations have already been awarded and the electrical/mechanical equipment is at the Sewerage Board's Stores in Baghdad.

Tenderers should be members of the chamber of commerce and banking license Tax certificate for this year and classified as first class Contractors.

Tenders must be accompanied by a preliminary deposit either in cash, certified check or by a bank guarantee of the sum of 100,000 (one hundred thousand Iraqi Dinars) valid for a period of not less than six months from the tender closing date.

The complete set of the tender documents can be obtained from the Sewerage Board's Office in Baghdad against payment of 10,500 (Ten Thousand Five Hundred Iraqi Dinars) non-refundable.

The preliminary deposit together with other certificates and documents as required above and as specified in the « Instructions to Tenderers » of the Contract Documents should be submitted in a separate envelope and enclosed together with the tender, clearly marked on the outside the name of the Tenderer and addressed to THE MINISTRY OF MUNICIPALITIES - BAGHDAD deposited in the Tender Box at the Ministry of Municipalities before 12.00 Noon on Tuesday October 12, 1976.

N. ALANI
D.O. a Chairman
of the Board of Directors
Dr. Najmuddin Abdul Kadi.

* There is a possibility that the period of the tender may be extended.

europcar
645. 21. 25

3000 spécialistes TV couleur à votre service.

Philips. Vous connaissez.

PHILIPS

Les TV couleur les plus regardées en France

Philips. Vous connaissez.

PHILIPS

100-150

